

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Un siècle après la première guerre impérialiste mondiale. Les positions marxistes fondamentales sur la guerre et l'antimilitarisme** 1
- **Ce n'est pas le nationalisme, mais la lutte pour la révolution prolétarienne communiste qui permettra d'en finir avec les massacres qui n'ont cessé de ponctuer l'histoire du Moyen-Orient au cours des cent dernières années** 24
- **Histoire de la Gauche Communiste**
 - **La question du Front Unique. Le Deuxième "Exécutif Elargi" (Moscou, 7-11 juin 1922) (5)** 40
 - **Annexe. "Résolution confidentielle" du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur l'action du Parti Communiste d'Italie (Exécutif Elargi de juin 1922)** 47
- **L'intersectionnalité : un réformisme racialiste contre la lutte de classe** 49
- **La guerre d'Espagne (4)
Le programme agraire des organisations ouvrières espagnoles dans la guerre civile (1936-1939)** 60
- **Jacques Camatte** 75

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie ; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance ; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme ; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence – le parti de classe –, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise ; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée» ; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste ; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**Lisez - diffusez - abonnez-vous
à la presse du parti communiste
international !**

- **«programme communiste»** (*Revue théorique en français*) : Le numéro: Europe: 4 € / 8 CHF / £ 3 / 1'000 CFA / USA + CAN US \$ 4 / Amérique latine US \$ 2.
- **«le prolétaire»** (*Journal bimestriel*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / 3 CHF / £ 1,5 / 700 CFA.
- **«il comunista»** (*Journal bimestriel en italien*) : Le numéro: Europe: 2 € / 5 CHF / £ 3.
- **«Quaderni» de «il comunista»** (*Revue théorique en italien*) : Le numéro: Europe: 8 €, 10 CHF, £ 7.
- **«el programa comunista»** (*Revue théorique en espagnol*) : Le numéro: Europe: 3 € / 8 CHF / £ 4 / America latina: US \$ 2 / USA + CAN: US \$ 4.
- **«el proletario»** (*Journal en espagnol*) : Le numéro: Europe : 1,5 € / 3 CHF / 1,5 £ / Amérique latine: US\$ 1,5 / USA + CAN: US\$ 2.
- **Suplemento Venezuela a «el programa comunista»** : Le numéro: Europe: 1 € / USA + CAN US \$ 1 / Amérique latine US \$ 0,5
- **«Proletarian»** (*Supplément en anglais à «le prolétaire»*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / £ 1 / 3 CHF / USA + CAN: US \$ 2.
- **«Communist Program»** (*Revue théorique en anglais*) : Le numéro: Europe: 3 € / 2 £ / 8 CHF / USA + CAN: US \$ 3 / Latin America: US \$ 1.5

Les prix sont indiqués pour la vente au numéro.
Pour les abonnements et les envois postaux,
veuillez nous contacter.

REPRODUCTION LIBRE.

Nous ne revendiquons aucune «propriété intellectuelle», nous n'avons aucun «droit d'auteur» à défendre et encore moins une «propriété commerciale» à faire valoir. Les textes et les articles qui sont publiés sur ce site peuvent être reproduits librement sous forme électronique ou papier, à la condition que rien ne soit modifié, que la source – site web <https://www.pcint.org> – soit citée et clairement indiquée.

«programme communiste»

**Revue théorique du Parti Communiste
International**

ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :

Programme, 15 Cours du palais, 07000 Privas - F

Prix au numéro : 4 € / 8 CHF / £ 3 / 1000
CFA / 100 DA / 4 DT / 20 DH / USA \$ 4 /
CAD : \$ 4 / Amérique latine US \$ 2

Abonnement simple : Le prix de 4 numéros

Abonnement de soutien : Pour 4 numéros :
32 € / 64 CHF / £ 24 / 8000 CFA / 800 DA /
32 DT / USA \$ 32 / CAN : \$ 32 / Amérique
latine US \$ 16

Paiement par chèque à l'ordre de *DESSUS*

Pour toute autre forme de paiement ,
veuillez nous contacter à notre adresse e-mail

CORRESPONDANCE :

France : Programme, 15 Cours du Palais,
07000 Privas / **Suisse** : Pour contact, écrire
à l'adresse en France / **Italie** : Il Comunista,
C.P. 10835, 20110 Milano / **Espagne** :
Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

ADRESSES E-MAIL :

leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org



**Site Internet du parti
communiste
International : [https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)**

Un siècle après la première guerre impérialiste mondiale

Les positions marxistes fondamentales sur la guerre et l'antimilitarisme

Pour aborder la question de la guerre plus d'un siècle après le premier massacre mondial, nous voulons commencer en reprenant quelques chapitres de notre *Storia della Sinistra Comunista* ("Histoire de la Gauche Communiste") (1). Cela permettra de rappeler une période de l'histoire européenne et mondiale où le prolétariat a eu l'occasion historique de se lancer à l' "assaut du ciel", et d'en finir avec le régime capitaliste, oppresseur de tous les peuples du monde et exploiteur du travail salarié dans tous les pays, avec la perspective d'ouvrir à l'humanité la voie vers la société de l'avenir, la société sans classes : le communisme. Cette perspective ne peut se réaliser si à la tête du prolétariat mondial ne se trouve pas le parti de classe, c'est-à-dire l'organe de la lutte révolutionnaire qui représente la conscience et la volonté de classe, indispensable pour que la lutte révolutionnaire prolétarienne aboutisse à une société enfin débarrassée de l'exploitation, de l'oppression, de la misère et des guerres dévastatrices.

Au début du vingtième siècle, avec le Manifeste de Bâle de 1912 (2) qui affirmait les positions marxistes face à la guerre mondiale qui menaçait, l'histoire donnait objectivement au prolétariat et aux puissants Partis socialistes d'Europe et à la Deuxième Internationale qui les organisait, l'occasion de mettre à profit les leçons tirées de la Commune de Paris en opposant au déclenchement de la guerre bourgeoise de rapine, la lutte révolutionnaire selon le mot d'ordre lancé par les marxistes de gauche : **guerre ou révolution !** Mais le renversement des positions révolutionnaires constitué par le vote des crédits de guerre par la quasi-totalité des Partis socialistes/sociaux-démocrates de l'époque (moins, pour être juste, le Parti Socialiste Italien, les Bolcheviks et le Parti serbe) présents dans les parlements – qui a décrété l'échec de la IIe Internationale – a trahi la cause du prolétariat sur tous les fronts. Seules les fractions de gauche des partis socialistes ont maintenu et défendu les positions marxistes (rappelons le magnifique exemple en Allemagne de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg) contre les deux fronts de guerre, positions bien définies par le fameux "défaitisme révolutionnaire" de Lénine, dans la lignée desquelles le jeune courant de gauche du PSI – qui se transformera plus tard en Fraction communiste en 1918, puis donnera naissance au Parti Communiste d'Italie en 1921 – s'est également retrouvé, même s'il n'avait pas de contacts directs ou de connaissance du Parti bolchevique.

Les jeunes prolétaires d'aujourd'hui, intoxiqués dès leur naissance par la propagande bourgeoise qui place l'ambition individuelle au-dessus de tout, misant sur l'appropriation privée des marchandises et des capitaux qui caractérisent la société capitaliste, et dressant l'un contre l'autre chaque individu poussé à dominer pour émerger socialement, n'ont pas de mémoire de classe. Cette mémoire de classe a été cassée, brisée, annulée,

mystifiée, ensevelie au cours de décennies de besogne opportuniste de groupes, d'associations et de partis autoproclamés socialistes, communistes ou révolutionnaires. L'objectif de cette incessante activité opportuniste a toujours été très clair pour les communistes révolutionnaires. Il s'agissait et il s'agit toujours d'obscurcir l'esprit des prolétaires, tandis que leurs corps continuent et continuent d'être exploités dans les usines et les campagnes et déchirés dans les guerres bourgeoises et impérialistes, en leur faisant croire aux superstitions les plus banales, remises au goût du jour et habillées à la mode de l'époque : "défendre la patrie" contre les agressions étrangères, "lutter contre le fascisme pour restaurer la démocratie", "défendre la dé-

(1) *Storia della Sinistra Comunista*, vol. 1 (1964). Nous écrivons "notre" *Histoire de la Gauche Communiste*, non pas parce qu'elle a été écrite physiquement par l'un d'entre nous, mais parce qu'il s'agit d'un ouvrage du Parti. Amadeo Bordiga a été dans une très large mesure l'auteur du contenu du premier volume dont nous tirons les chapitres concernant le PSI et les positions de la Gauche face à la Première Guerre mondiale.

(2) Lénine écrit à ce sujet : « *Le Manifeste sur la guerre, adopté à l'unanimité à Bâle en 1912, vise justement la guerre qui a éclaté en 1914 entre l'Angleterre et l'Allemagne avec leurs alliés actuels. Le manifeste déclare nettement que nul intérêt du peuple ne peut justifier une telle guerre, menée pour "le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties", sur la base de la politique impérialiste, spoliatrice, des grandes puissances. Le manifeste déclare expressément que la*

(Suite de la note en page 2)

Un siècle après

mocratie contre l'autoritarisme et le terrorisme", "apporter la civilisation et la démocratie dans les pays où elles n'existent pas encore" !

La guerre, comme l'a écrit le général prussien Karl von Clausewitz dans son célèbre essai *De la guerre*, n'est que la continuation de la politique, mais par d'autres moyens, précisément par des moyens militaires. De même que toutes les "politiques" ne sont pas identiques – la politique d'une puissance bourgeoise impérialiste est entièrement différente de la politique d'une puissance prolétarienne révolutionnaire –, toutes les "guerres" ne sont pas équivalentes, chacune doit donc être examinée selon ses particularités historiques à l'aide du matérialisme dialectique marxiste. Lénine écrit en 1915 : « [...] *notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe). Aussi importe-t-il d'examiner les particularités historiques de la guerre actuelle.* » (3)

Devant les particularités historiques de la guerre mondiale qui a éclaté en 1914 par rapport aux guerres précédentes, quelle devait être l'attitude du mouvement socialiste international ? Il fallait définir les types historiques de guerres à l'époque moderne, à l'époque du capitalisme, et c'est ce que fait d'emblée Lénine, dans cet article.

De la Grande Révolution française à la Commune de Paris (période 1789-1871), les guerres en Europe ont eu un caractère bourgeois progressiste, de libération nationale ; « *Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressistes ; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que*

tous les socialistes, ont toujours souhaité, dans les guerres de ce genre, le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à renverser ou à saper les bastions les plus dangereux du régime féodal, de l'absolutisme et de l'oppression exercée sur les peuples étrangers. » (p. 310).

Et c'est là que se trouve une parenthèse très intéressante de Lénine, qui ne manque pas l'occasion de souligner que dans cette même période historique où les guerres bourgeoises devaient être considérées comme "progressistes" ou même "révolutionnaires" et où les socialistes avaient donc tout intérêt à sympathiser avec leur succès, il ne faut pas oublier que ces mêmes guerres contenaient une caractéristique permanente des guerres bourgeoises, à savoir l'élément de pillage et de conquête de terres étrangères. En effet, Lénine écrit immédiatement après :

« *Ainsi, dans les guerres révolutionnaires de la France, il y avait un élément de pillage et de conquête des terres d'autrui par les Français ; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. Dans la guerre franco-allemande (4), l'Allemagne a dépouillé la France, mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes, le tsar*

(Suite de la note 2)

guerre est un danger "pour les gouvernements" (tous sans exception), met en évidence la crainte que la "révolution prolétarienne" leur inspire, rappelle de la manière la plus explicite l'exemple de la Commune de 1871 et celui d'octobre-décembre 1905, **c'est-à-dire l'exemple de la révolution et de la guerre civile**. Par conséquent, le Manifeste de Bâle indique, précisément pour la guerre actuelle, la tactique de la lutte révolutionnaire des ouvriers à l'échelle internationale contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Le Manifeste de Bâle reprend les termes de la résolution de Stuttgart disant qu'au cas où la guerre éclaterait, les socialistes devraient exploiter "la crise économique et politique" créée par la guerre pour «*précipiter la chute de la domination capitaliste*» c'est-à-dire mettre à profit les difficultés suscitées aux gouvernements par la guerre, ainsi que la colère des masses, en vue de la révolution socialiste. » cf. *Le socialisme et la guerre*, Œuvres, tome 21, 1915, p. 318, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800.htm>

(3) *Le socialisme et la guerre*, op.cit., p. 309.

(4) Il s'agit de la guerre de 1870 qui se termina par la défaite française et le déclenchement de la Commune de Paris contre laquelle se coalisèrent les armées bourgeoises française et allemande, bien qu'ennemies.

russe et Napoléon III. » (*Ibidem*)

Lénine a toujours considéré fondamental d'analyser la situation historique et, par conséquent, les facteurs matériellement décisifs pour déterminer la position politique correcte et l'action pratique juste du parti de classe et du mouvement de la classe prolétarienne. La définition d'une période historique, relative à une zone géo-historique comme, par exemple, l'Europe – berceau du capitalisme et de l'impérialisme mondial – dans laquelle les guerres pouvaient ou non être considérées comme “justes”, “progressives”, “révolutionnaires”, non pas en elles-mêmes, mais d'un **point de vue de classe**, a toujours été un point crucial pour la perspective politique de la lutte de classe révolutionnaire. La bourgeoisie a constamment utilisé l'argument de la patrie, de la défense de la patrie, de la guerre défensive. Et Lénine rappelle que pour les marxistes « *avant le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug national étranger, il ne pouvait absolument pas être question de voir se développer la lutte du prolétariat pour le socialisme.* » (*Ibid.*)

Tant qu'il s'agit de renverser le féodalisme, l'absolutisme, tant que le but de la guerre est “la révolution contre le Moyen-Âge et contre le servage”, la guerre est progressiste et la “défense de la patrie” doit être considérée comme juste. « *Tout socialiste, affirme Lénine, appellerait de ses vœux la victoire des États opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les “grandes” puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices* », et il donne des exemples : « *si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres “justes”, “défensives”, quel que soit celui qui commence.* » (p. 311)

Aucun malentendu possible : les guerres de libération nationale se sont déroulées pendant la période historique au cours de laquelle les quelques puissances capitalistes mondiales existantes (Angleterre, France, Allemagne elle-même, États-Unis d'Amérique), flanquées de quelques autres puissances réactionnaires encore existantes, « *piliers du féodalisme, de l'absolutisme, de l'oppression des peuples étrangers* » (Russie, Autriche, Turquie, Japon de l'époque), ont dominé la quasi-totalité du globe, les guerres de “libération” nationale visant à l'indépendance politique vis-à-vis des puissances oppressives et à l'établissement d'États-nations indépendants ont objectivement revêtu le caractère de guerres **progressistes** parce qu'elles ont combattu les grandes puissances esclavagistes et parce qu'elles ont ouvert la possibilité d'un développement économique dans le pays asservi (le développement économique signifie le développement du capitalisme national et, avec lui, la formation et le développement inévitables de la classe prolétarienne moderne, la classe révolutionnaire par excellence de l'ère moderne).

La guerre de 1914-1918, en revanche, était tout à fait différente. Les bourgeoisies de tous les pays l'ont présentée avec les mêmes arguments que les guerres de la période historique précédente – c'est-à-dire une

guerre défensive contre une agression étrangère, une guerre pour défendre la patrie – alors qu'au contraire, il s'agissait d'une guerre impérialiste, c'est-à-dire d'une guerre dans laquelle une poignée de grandes puissances esclavagistes rivalisaient pour consolider et renforcer l'oppression de la plupart des peuples du monde. Le but réel de la guerre était un nouveau partage du monde entre les grandes puissances impérialistes qui se volaient mutuellement, poussées à conquérir de nouveaux débouchés que la crise de surproduction rendait vitaux. Lénine dira : « *Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des «grandes» puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature.* » (p. 312) [...] « *les peuples qui, de 1789 à 1871, ont combattu la plupart du temps à la tête des autres peuples pour la liberté, sont devenus désormais, après 1876 (5), à la faveur d'un capitalisme hautement développé et “plus que mûr”, les oppresseurs et les exploités de la majorité des populations et des nations du globe.* » (p. 313)

Si cela était vrai alors, aujourd'hui, sur le terrain d'un capitalisme non seulement hyper-mature, mais super-développé et pourrissant, la situation de “la majorité de la population et des nations du globe” s'est considérablement aggravée.

De nombreuses colonies sont devenues politiquement « indépendantes » grâce à des révolutions nationales, des luttes contre les puissances colonialistes, des soulèvements anticoloniaux plus ou moins importants, et certaines – par exemple l'Inde, la Chine, la Perse (aujourd'hui l'Iran), l'Afrique du Sud, le Brésil... – se sont développées sur le plan capitaliste beaucoup plus que d'autres, au point de rivaliser sur le marché mondial avec une force économique et financière indéniable. Il n'en reste pas moins que, malgré leur développement capitaliste national, qu'il ne faut pas sous-estimer du point de vue des relations internationales, ces anciennes colonies restent étroitement dépendantes des relations entre les plus anciennes puissances esclavagistes, qui sont toujours la Grande-Bretagne, la France, la Russie, les États-Unis d'Amérique, le Japon et l'Allemagne. L'ancienne puissance mondiale par excellence, l'Angleterre, a dû céder la place au milieu du XXe siècle à la nouvelle puissance dominante, les États-Unis, tout comme les deux impérialismes victorieux de la Deuxième Guerre impérialiste, les États-Unis et l'URSS, ont

(5) Beaucoup d'historiens ont retenu cette année comme le symbole du début de l'impérialisme moderne : en 1876 la reine Victoria se fait proclamer « Impératrice des Indes » ; la Grande Bretagne venait par ailleurs de devenir le principal actionnaire du Canal de Suez, point stratégique de la route vers l'Inde.

Un siècle après

dû céder leur pouvoir de condominium sur le monde à un ensemble plus large de puissances esclavagistes comprenant la nouvelle puissance chinoise.

Mais le tableau général de l'oppression de la majorité des peuples et des nations du monde par une poignée de puissances esclavagistes n'a pas changé ; celles-ci se sont réparties, d'une manière différente qu'autrefois, les zones d'influence et les territoires économiques à exploiter ; et elles n'ont fait qu'accroître la pression économique et financière sur tous les pays du monde, même à l'égard de ceux qui étaient autrefois également colonialistes mais qui, après la seconde guerre mondiale, sont devenus en partie, dans une mesure plus ou moins grande, eux-mêmes des "colonies" des vainqueurs de la guerre qui, en essayant de renforcer leur pouvoir d'oppression, ont réaffirmé les objectifs qui sont toujours ceux que Lénine avait dénoncés en 1915. Il écrivait en effet : « *C'est une guerre qui vise, premièrement, à aggraver l'esclavage des colonies au moyen d'un partage plus "équitable" et d'une exploitation ultérieure mieux "orchestrée" ; deuxièmement, à accentuer le joug qui pèse sur les nations étrangères à l'intérieur des "grandes" puissances elles-mêmes, car l'Autriche aussi bien que la Russie (la Russie dans des proportions beaucoup plus grandes et bien pires que l'Autriche) ne se maintiennent qu'au moyen de ce joug qu'elles renforcent par la guerre ; troisièmement, à intensifier et à prolonger l'esclavage salarié, car le prolétariat est divisé et accablé, tandis que les capitalistes gagnent sur tous les tableaux en s'enrichissant par la guerre, en exacerbant les préjugés nationaux et en accentuant la réaction, qui connaît une recrudescence dans tous les pays, même dans les pays républicains les plus libres.* » (p. 314)

C'est dans ces années-là que le terme **social-chauvinisme** a été inventé : ce terme, résume Lénine, définit la politique opportuniste qui soutient l'idée de la "défense de la patrie" dans la guerre impérialiste. Il en découle plusieurs conséquences, qu'il décrit comme suit :

« *De cette position découlent, par voie de conséquence, la renonciation à la lutte de classe pendant la guerre, le vote des crédits militaires, etc. Les social-chauvins pratiquent en fait une politique antiprolétarienne, bourgeoise, car ils préconisent en réalité, non pas la "défense de la patrie" au sens de la lutte contre l'oppression étrangère, mais le "droit" de telles ou telles "grandes" puissances à piller les colonies et à opprimer d'autres peuples. Les social-chauvins reprennent à leur compte la mystification du peuple par la bourgeoisie, selon laquelle la guerre serait menée pour la défense de la liberté et de l'existence des nations, et se rangent ainsi aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat.* » (p. 317)

Que le lecteur songe, à ce stade, à la Deuxième Guerre impérialiste mondiale : les partis staliniens n'étaient rien d'autre que des partis social-chauvins, à la nième puissance puisque, à l'imposture bourgeoise d'une guerre

pour la défense de la liberté, de la démocratie et de l'existence des nations, s'ajoutait l'imposture d'un socialisme autoproclamé "construit" en Russie, donc d'un pays "socialiste" à défendre contre l'agression nazi-fasciste.

En outre, Lénine précise :

« *Sont des social-chauvins aussi bien ceux qui justifient et exaltent les gouvernements et la bourgeoisie d'un des groupes des puissances belligérantes que ceux qui, à l'instar de Kautsky, reconnaissent aux socialistes de toutes les puissances belligérantes un droit identique à la "défense de la patrie".* »

Comme toute tendance opportuniste, le social-chauvinisme a des fondements matériels. Lénine part d'une constatation évidente pour tout marxiste conséquent, à savoir que l'opportunisme est « *l'expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l'alliance avec "leur" bourgeoisie d'une partie minime d'ouvriers embourgeoisés contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés.* » (pp. 320-321) Il souligne un fait historique important, qui ne découle pas de la "conscience" des dirigeants du parti ou de la base, ni d'intérêts purement individuels, mais de facteurs matériels généraux impliquant les masses :

« *Les conditions objectives de la fin du XIXe siècle renforçaient tout particulièrement l'opportunisme, l'utilisation de la légalité bourgeoise étant transformée de ce fait en servilité à son égard ; elles créaient une mince couche bureaucratique et aristocratique de la classe ouvrière, et attiraient dans les rangs des partis social-démocrates nombre de "compagnons de route" petits-bourgeois. La guerre a accéléré ce développement, transformé l'opportunisme en social-chauvinisme, et l'alliance tacite des opportunistes avec la bourgeoisie, en une alliance ouverte. [...] La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur "droit" aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par "leur" bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc.* » (p. 321)

Et sur le plan politique : « *Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration* [souligné par nous], renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de "son" gouvernement en difficulté au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution. » (Ibidem)

L'"**opportunisme**" était un courant droitier dans le mouvement socialiste appelé ainsi parce que, laissant de côté les principes et le programme, il s'adaptait de façon précisément opportuniste aux suggestions des situations, et, en définitive, à la pression bourgeoise ; il était à ce titre combattu dans les Partis socialistes (ou

social-démocrates, comme s'appelaient de nombreux partis ouvriers à l'époque) par les courants de gauche marxistes. La guerre montrait qu'il avait "*mûri*" selon l'expression de Lénine, et "*poussé jusqu'au bout son rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier*". La collaboration de classe n'est plus "l'une" des politiques de l'opportunisme, mais sa seule politique, et ce sera encore plus évident dans la deuxième guerre impérialiste mondiale. Si les opportunistes autrefois ressentaient encore le besoin de reconnaître formellement le marxisme pour déguiser leur politique collaborationniste afin de ne pas perdre leur crédibilité auprès des masses prolétariennes, aujourd'hui, après avoir détruit l'esprit de la lutte ouvrière et enterré sous des montagnes de mensonges les véritables intérêts de classe du prolétariat de tous les pays et des masses opprimées des pays dominés par les grandes puissances esclavagistes, les opportunistes n'éprouvent même plus le besoin de prétendre qu'ils veulent faire la révolution demain et combattre en tant que tel le système capitaliste.

Vrais fruits de la collaboration interclassiste, ils sont les rejetons de la petite bourgeoisie qui s'accroche aux privilèges accordés par la grande bourgeoisie pour faire leur sale boulot, qui consiste non seulement à tromper les masses, mais aussi à attiser à tout bout de champ la concurrence entre prolétaires, à les amener à se plier aux exigences des profits des entreprises comme s'il s'agissait de leur propre intérêt, à accepter toutes les formes d'exploitation pour survivre. Les opportunistes d'aujourd'hui, comme ceux d'autrefois, cherchent avant tout à défendre leur situation privilégiée, leur "droit" aux miettes des profits obtenus par "leur" bourgeoisie nationale par le pillage des autres nations, etc., comme disait Lénine, et pour ce faire, ils sont toujours prêts, en temps de paix, à vendre à leur bourgeoisie la peau des prolétaires qu'ils organisent et influencent et, en temps de guerre, à transformer les masses prolétariennes en chair à canon.

Hier, les opportunistes (les Bernstein, les Kautsky, les Staline) étaient à juste titre qualifiés de traîtres à la classe ouvrière parce qu'après avoir embrassé la cause prolétarienne et le marxisme, les avoir défendus et propagés, ils les ont désavoués par une série plus ou moins rapide de révisions, d'ajustements et de mystifications.

Les opportunistes d'aujourd'hui, dans un sens, ne peuvent même pas être appelés "traîtres" parce qu'ils n'ont jamais embrassé la cause prolétarienne et le marxisme, ne les ont jamais défendus, ne les ont jamais propagés ; au contraire ils les ont mystifiés, déformés et enterrés sous la cause bourgeoise de la démocratie, de la patrie, de la croissance économique : ils sont nés de la collaboration de classe, dans la collaboration de classe, pour la collaboration de classe ; ce sont certes des mystificateurs lorsqu'ils s'adressent à la "classe ouvrière" et prétendent parler en son nom et au nom de ses intérêts, mais ils ne sont que des collaborationnistes, de la racaille petite-bourgeoise dont les prolé-

taires révolutionnaires devront se débarrasser sans aucune hésitation.

LA QUESTION CENTRALE : LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

La lutte contre l'opportunisme, et donc contre le social-chauvinisme, était au centre des préoccupations de tout marxiste révolutionnaire digne de ce nom ; reconnaissant d'une part la faillite de la IIe Internationale dont les partis avaient succombé aux sirènes des bourgeoisies nationales respectives, ils luttèrent donc contre l'opportunisme tant sur le plan théorique et politique que sur le plan organisationnel ; et ils étaient d'autre part conscients de l'urgence de reconstituer un réseau des courants révolutionnaires existants dans les différents pays dans la perspective de reconstituer une Internationale prolétarienne révolutionnaire capable de donner au prolétariat mondial un guide sûr pour la révolution prolétarienne dans tous les pays. Que cette perspective soit difficile à poursuivre, tous les marxistes révolutionnaires l'ont bien compris, mais cela n'a jamais été un problème de délais.

Le cours historique du capitalisme entraîne inévitablement le développement du prolétariat, même dans les pays qui n'ont pas encore été investis par l'industrialisme capitaliste ; le capital et le salaire, les capitalistes et les prolétaires salariés, sont les deux éléments fondamentaux du mode de production capitaliste et de son développement et, par conséquent, de la lutte moderne entre les classes ; la bourgeoisie a beau s'efforcer de camoufler les contradictions sociales, celles-ci sont appelées à devenir de plus en plus aiguës, notamment en temps de guerre, et la lutte des classes trouve tôt ou tard le moyen de réapparaître avec toute sa puissance extraordinaire, comme un fleuve en crue qu'aucune digue ne peut retenir.

La réponse classiste face à la guerre impérialiste a été et reste toujours la suivante :

- **pas de trêve dans la lutte des classes,**
- **pas de solidarité avec la bourgeoisie nationale,**
- **pas d' "union sacrée",**
- **pas de collaboration de classe,**
- **lutte intransigeante contre les mobilisations de guerre dans tout pays belligérant, sous la bannière du défaitisme révolutionnaire,**
- **transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.**

Le défaitisme révolutionnaire ne consiste pas en une déclamation pacifiste d'opposition morale à la guerre, mais en une mobilisation prolétarienne dans tous les pays sur le terrain de classe et à tous les niveaux, depuis la lutte immédiate pour la défense des salaires jusqu'aux grèves pour empêcher le départ des soldats au front, en passant par les manifestations politiques contre la guerre impérialiste et contre les

Un siècle après

activités répressives que le pouvoir bourgeois met en œuvre pour empêcher le prolétariat d'organiser sa lutte de classe révolutionnaire :

- contre la “défense de la patrie”,
- pour la défense de la lutte de classe prolétarienne et son organisation sur le plan social et politique, lutte qui ne doit pas être suspendue même lorsque la guerre a commencé.

Les exemples peuvent être trouvés dans l'activité du Parti bolchevique parmi les masses et au sein de l'armée tsariste, avant et pendant la guerre, activité qui était basée sur une situation sociale qui voyait déjà les masses prolétariennes s'opposer à la guerre et en mesure d'influencer de vastes couches de la paysannerie, des masses issues de l'expérience matérielle de la révolution de 1905 sur la base de laquelle elles s'étaient organisées dans les soviets, au sein desquels les partis ouvriers, et parmi eux le Parti bolchevique, avaient un rôle de formation politique et de direction.

La perspective de Lénine et du Parti bolchevique était de **transformer la guerre impérialiste en guerre civile**, c'est-à-dire en guerre de classe ; c'est exactement ce que signifiait le cri : **guerre ou révolution**. Et sur la même ligne, comme nous le montrerons dans les chapitres de la *Storia della Sinistra comunista*, se trouvait aussi le courant de gauche du Parti Socialiste Italien. Dans un article polémique très court et peu connu de 1916, Lénine, reprenant la critique que l'opportuniste allemand Kolb avait faite de la tactique des partisans de Liebknecht, et qu'il avait déjà traitée dans l'article de janvier 1916 intitulé *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale*, répond que « “La conséquence (de la tactique des partisans de Liebknecht), écrit Kolb, aurait été une lutte **intérieure** portée jusqu'à son point d'ébullition au sein de la nation allemande et, par la même, un affaiblissement militaire et politique de cette dernière” ... **pour le plus grand avantage et pour la victoire** “de l'impérialisme de la Triple Entente” !! »

Lénine souligne ensuite que « “La lutte intérieure portée jusqu'à son point d'ébullition”, c'est la guerre civile. Kolb a raison de dire que la tactique de la gauche **mène** à cela ; il a raison de dire qu'elle constitue un “affaiblissement militaire” de l'Allemagne, autrement dit qu'elle veut la défaite de l'Allemagne et qu'elle y contribue, qu'elle est défaitiste. Kolb à tort seulement – seulement ! – sur un point, lorsqu'il ne veut pas voir le caractère international de cette tactique de la gauche. Dans tous les pays belligérants, il est **possible** de “porter la lutte intérieure jusqu'à son point d'ébullition”, d' “affaiblir la puissance militaire” de la bourgeoisie impérialiste et de transformer (en vertu de cela, en relation avec cela, au moyen de cela) la guerre impérialiste en guerre civile. C'est là qu'est le nœud de la question. » (6)

Mais suivons l'ordre chronologique, en reprenant

de la *Storia della Sinistra comunista* la période qui va de la guerre annoncée à la guerre effective, sans oublier de nous référer à la guerre en Libye qui a donné au Parti Socialiste Italien “une violente secousse”, c'est-à-dire “un fait historique d'importance non seulement locale et italienne mais lié au cours de l'impérialisme mondial”, une secousse qui allait produire des effets “favorables à la position que le parti italien allait prendre en 1914” (7).

« Giolitti, revenu au pouvoir, [...] déclarait la guerre à la Turquie le 29 septembre 1911 et la flotte italienne occupait Tripoli. Il n'est pas inutile de noter que le prétexte fut la victoire des **Jeunes Turcs**, accusés de “nationalisme”. Il ne faut pas oublier que cette révolution, populaire et non prolétarienne, contre le régime féodal turc, fut hautement appréciée par Lénine. Le mouvement prolétarien s'était fièrement élevé contre l'entreprise nationaliste de Tripoli, selon ses traditions anticoloniales non récentes. La grève générale n'eut pas de résultat, mais les manifestations contre le départ des troupes furent très vives. Le groupe socialiste vota un ordre du jour Turati contre la guerre, mais les droitiers de Felice, Bissolati, Bonomi, Cabrini et Podrecca s'y opposèrent. Il est à noter que pas mal de “syndicalistes révolutionnaire” se déclaraient partisans de l'intervention en Libye, en première ligne Arturo Labriola (8), Orano et Olivetti.

« Le congrès extraordinaire se réunit le 15 octobre 1911 à Modène sous l'influence de cette situation générale. Bussi, pour Treves et pour les **réformistes de gauche**, s'opposa à la guerre et défendit le passage à l'opposition résolue à Giolitti, sans pour autant renoncer sur le plan théorique à l'ancien possibilisme. Lerda encore une fois (et ici mieux qu'ailleurs) rétorqua avec bonheur que, pour la première, il ne s'agissait pas d'un événement politique isolé, mais que la guerre réside dans

(6) cf. Lénine, *Wilhelm Kolb et Georges Plekhanov*, 29 février 1916, *Œuvres*, tome 22, p. 153.

(7) Nous suivons ici le chapitre 11, partie I, du premier volume de la *Storia della Sinistra comunista* (*Gli intrasigenti prevalgono*).

(8) Arturo Labriola, socialiste depuis 1895, soutint le « syndicalisme révolutionnaire » après avoir rencontré en France Georges Sorel. Du syndicalisme révolutionnaire, il passa au chauvinisme en soutenant l'intervention en Libye en 1911, puis l'entrée en guerre de l'Italie en 1915. Après la révolution de février, il fit une tournée en Russie pour inciter à la poursuite de la guerre. Il fut ministre du travail dans le dernier gouvernement Giolitti (1920-1921). Après la venue au pouvoir de Mussolini, il partit en exil en France. Mais il approuva la guerre de l'Italie contre l'Éthiopie (1935) et se rapprocha alors du fascisme, ce qui lui valut d'être exclu de la direction du PSI et du Grand Orient d'Italie (organisation des francs-maçons). Après la guerre il fut

l'essence du capitalisme et que, pour la seconde, on ne pouvait s'arrêter à elle, mais il était urgent de constater l'échec de l'illusion coupable d'attendre des avantages pour le prolétariat et pour le socialisme de l'État bourgeois, et de condamner la tendance à subordonner les fins ultimes du mouvement aux intérêts immédiats de la classe ouvrière exprimés dans ses organisations économiques :

« Si nous voulions adapter l'idéal ou ce qu'on pourrait appeler **la doctrine du socialisme**, les attitudes du Parti et celles des hommes du Parti, aux contingences de la vie des autres partis et à l'opportunisme qui est nécessairement dans la pratique quotidienne, dans la lutte pour la vie, nous aurions certainement détruit en nous toute raison théorique du socialisme, et certainement Bissolati aurait raison et Armando Bussi aussi, lorsqu'ils considèrent l'évolution comme une force suffisante en elle-même pour régler l'avenir social. » (Comme toujours, Lerda et en général les "révolutionnaires intransigeants" de l'époque, prompts à relever et à combattre le divorce entre l'action économique et l'action politique, entre les revendications minimales et le programme maximal, péchaient alors par insuffisance théorique pour définir la nature de ce dernier : c'est "l'idéal, la pensée, l'âme socialiste", auquel il faut "éduquer" les masses en les protégeant contre le danger coopératif ; le reflet pratique de cette insuffisance théorique apparaîtra en pleine lumière pendant la guerre, quand on "sauvera" l'âme du socialisme, mais sans utiliser le programme comme un instrument d'attaque contre la société capitaliste et sa manifestation extrême : l'impérialisme).

« Du côté des révolutionnaires, même Francesco Ciccotti soutint que l'opposition à la guerre de Libye devait se baser non pas sur des motifs contingents, comme les **dépenses** détournées de l'œuvre de réformes, mais sur des principes internationalistes. Turati

parla aussi habilement contre Tripoli. Lazzari dit avec raison qu'il n'était pas content non plus de l'ordre du jour (Lerda) de sa fraction. Celui-ci, très bref, disait que de l'action parlementaire peuvent arriver certains avantages, mais que ces avantages entretiennent chez les exploités l'illusion que l'on peut rénover les institutions sociales par la voie parlementaire. Il concluait cependant par une faible allusion habituelle à la seule œuvre d' "éducation et de promotion" prolétarienne confiée au Parti. [...]

« Le 23 février de l'année suivante, en 1912, tout le groupe socialiste, mais avec une tonalité bien différente dans les discours de Turati et Bissolati, vota contre l'annexion de la Libye au Royaume d'Italie. [...]

« Mais le 14 mai, il y eut un autre événement, même s'il n'était pas d'une importance historique. Le maçon Antonio d'Alba tira contre le Roi. Tous les députés allèrent au palais royal du Quirinal sur proposition du républicain Pantano, et parmi les socialistes, Bonomi, Bissolati et Cabrini, en brisant la discipline du groupe. L'indignation éclata dans le Parti. Mussolini, qui à l'époque de Modène était en prison pour les actions antimilitaristes, demanda à grand bruit sur la *Lotta di Classe* de Forlì, qui, avec l'hebdomadaire national *La Soffitta* et d'autres journaux locaux, était avec les révolutionnaires, l'expulsion des trois au congrès prévu pour le 7-10 juillet 1912 à Reggio d'Emilie.

« Dans ce congrès furent d'importances les réunions de la fraction intransigeante révolutionnaire, où les éléments les plus jeunes prirent des positions d'avant-garde qui eurent des conséquences sur le développement ultérieur d'une gauche effective. Cette fois-ci, la discussion sur les fautes de la direction et du groupe parlementaire fut immédiatement imposée. En effet, le processus d'élaboration programmatique n'est qu'une conséquence retardée de la lutte contre les dégénérescences de l'opportunisme et de la défense résolue des

élu sénateur (1948).

Lénine écrivait à son sujet en 1915 : « *Le chauvin italien Arthur Labriola, qui se distingue de son ancien adversaire G. Plekhanov, uniquement en ce qu'il a révélé son social-chauvinisme un peu plus tôt, et qu'il est parvenu à ce social-chauvinisme en passant par un semi-anarchisme petit-bourgeois et non par l'opportunisme petit-bourgeois, – cet Arthur Labriola écrivait ce qui suit dans son livre sur la guerre de Tripolitaine (1912) : "...Il est clair que nous luttons non seulement contre les Turcs..., mais aussi contre les intrigues, les menaces, l'argent et les troupes de l'Europ ploutocratique, qui ne peut tolérer que les petites nations osent faire le moindre geste ou dire le moindre mot susceptible de compromettre son 'hégémonie' de fer" (p. 22). Et le chef des nationalistes italiens, Corradini, déclarait : "De même que le socialisme fut le moyen de libérer le prolétariat du joug de la bourgeoisie, de même le nationalisme sera pour nous, Italiens, le moyen de nous*

délivrer des Français, des Allemands, des Anglais, des Américains du Nord et du Sud, qui représentent une bourgeoisie à notre égard." »

Et Lénine commente immédiatement après : « *Tout pays possédant plus de colonies, de capitaux et de troupes que le "nôtre" "nous" prive de certains privilèges, d'un certain profit ou surprofit. De même que, parmi les capitalistes, le surprofit va à celui qui possède des machines supérieures à la moyenne ou jouit d'un certain monopole, de même, parmi les États, le surprofit est réservé à celui qui se trouve mieux placé dans le domaine économique. C'est l'affaire de la bourgeoisie que de lutter pour les privilèges et avantages de son propre capital national, et de mystifier le peuple ou le commun du peuple (avec l'aide de Labriola et de Plekhanov), en présentant la lutte impérialiste pour le "droit" au pillage d'autrui comme une guerre de libération nationale.* » cf. Lénine, *Impérialisme et socialisme en Italie*, Œuvres, tome 21, p. 372.

tactiques défaitistes. La gauche du parti italien développa dans ce domaine une expérience heureuse et particulière dans le vif de ces luttes ; nous voulons ici en rappeler les étapes entre 1912 et 1919. Lazzari fut très déterminé à demander la condamnation des organes centraux du Parti, que Modigliani défendit faiblement, en attaquant la droite. Serrati estima que les agitations contre la guerre avaient été subies plutôt que contrôlées et dirigées par le Parti. [...]

« Il y eut ensuite le fameux discours de Mussolini, bien soutenu par les demandes énergiques exprimées dans les longues séances nocturnes de fraction, qui firent taire beaucoup d'hésitants. Enfin, toute autonomie du groupe parlementaire du Parti fut condamnée en toute lettre. Mussolini fit une vive critique du parlementarisme et de la surestimation du suffrage universel offert par Giolitti en contrepartie de l'entreprise libyenne (« *la bouffée d'oxygène qui prolonge la vie de l'agonisant* »), proclama que l'usage de ce dernier ne devait servir qu'à « *démontrer au prolétariat que ce n'est pas non plus l'arme qui lui suffit pour conquérir son émancipation totale* », et dit sans ambages qu'il était temps de « *célébrer solennellement par un acte de sincérité cette scission qui s'est désormais accomplie entre les choses et entre les hommes.* » Mais son point fort n'a jamais été les constructions théoriques mais les positions combatives. Il s'éleva contre la visite au Palais royal : « *nous ne sommes pas pour l'attentat personnel, mais les attentats sont les accidents de travail des rois, comme les chutes des ponts celles des maçons.* » (d'Alba était maçon) Il lut enfin, sous des applaudissements frénétiques, la motion qui expulsait du Parti Bissolati, Bonomi et Cabrini, mais dans la précipitation, il oublia une partie des décisions de la fraction de la nuit : il fallut lui crier : *et Podrecca ?* Alors il saisit un crayon et écrivit sur la feuille qu'il tendit au président : « *la même mesure frappe le député Podrecca pour ses attitudes nationalistes et guerrières* », suscitant de vives acclamations et la consternation de la droite et des centristes.

« Une autre phrase célèbre fut la suivante, qui va bien au futur Mussolini : « *Le parti n'est pas une vitrine pour les hommes illustres !* » La morale, dirions-nous : les vérités ne le sont pas par ceux qui les affirment, mais par leur propre vertu...

« Cabrini, Bonomi Podrecca essayèrent de se défendre. À Cabrini, le congrès lui chanta la Marche Royale ; Podrecca se défendit en invoquant Antonio Labriola, que beaucoup ont eu la faiblesse de présenter comme un théoricien du marxisme en Italie : Antonio (et non Arturo), qui au nom de la diffusion mondiale du capitalisme développé, base du socialisme, avait défendu les conquêtes coloniales ; Bonomi, à son tour, intervint : « *Nous, dit-il, nous ne voulons plus renverser l'État, au contraire nous nous sommes réconciliés avec lui car il est maintenant "perméable aux forces du prolétariat"*. Notre socialisme réformiste est un fait **concret** : il s'appuie sur le mouvement des travailleurs. C'est aussi un mouvement **national**, parce que les besoins du prolétariat doivent être compris "en

accord avec les besoins plus larges de la nation". Enfin, il s'agit d'une "conception libre et éclectique du processus politique, économique et éthique par lequel le socialisme se réalise", et il ne fixe donc "**aucune voie préétablie** au mouvement prolétarien". » (un clair écho bernsteinien dans l'affirmation : « *du mouvement, du seul mouvement, il doit tirer les normes pour l'avenir* ») L'orateur prophétisa que, même après leur départ, le réformisme serait ressuscité dans le parti : ils ne faisaient que tirer des conclusions à partir des prémisses de Turati ; s'il devait y avoir une expulsion, ce serait la « *séparation définitive de deux méthodes, de deux façons de comprendre le devenir socialiste, de sorte qu'il n'y aura plus désormais un seul socialisme italien, mais un socialisme révolutionnaire et un socialisme réformiste.* »

« **Il n'avait pas tort du tout !** Concrète, populaire, nationale, la force des classes populaires dans l'État, pas de ligne préétablie : ne ressemble-t-il pas à un discours de Togliatti un dimanche, électoral ou non, dans l'actuel 1963 ? »

Et tandis que d'autres questions tactiques considérées par les révolutionnaires comme décisives – l'intransigeance non seulement dans les élections politiques et l'activité parlementaire, mais dans toutes les élections locales et dans les seconds tours, l'expulsion des francs-maçons qui soutenaient les blocs électoraux – ont été repoussées par le congrès au congrès suivant, on peut en conclure que la longue lutte contre les réformistes a été menée à bien.

« Dans la Pravda du 28 juillet 1912, Lénine, qui suivait depuis quelque temps les affaires intérieures du Parti italien avec le plus grand intérêt, nota : « *Une scission est toujours pénible et douloureuse. Mais elle devient parfois indispensable. Et dans de tels cas toute faiblesse, toute "sentimentalité" [...] est un crime. [...] Mais si on persiste dans une faute, si pour la défendre un groupe se constitue qui foule aux pieds toutes les décisions du Parti, toute la discipline de l'armée du prolétariat, la scission est nécessaire. Aussi le Parti du prolétariat italien socialiste, ayant exclu de son sein les syndicalistes et les réformistes de droite, a-t-il pris le bon chemin.* » (9)

UNE AUTRE BATAILLE : LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME DE GAUCHE

Après avoir gagné la bataille dans le PSI contre les réformistes de **droite**, dont les plus hauts représentants, Cabrini, Bonomi, Bissolati, Podrecca, avaient soutenu et justifié la guerre en Libye du capitalisme italien et

(9) cf. *Le congrès des socialistes italiens, Œuvres*, tome 18, p 171.

qui avaient été expulsés au congrès de Reggio d'Emilie de juillet 1912, la confrontation avec les réformistes de **gauche** atteignit son paroxysme dans les années suivantes et la lutte contre leurs positions insidieuses fut beaucoup plus compliquée. C'est ainsi que nous abordons le dernier Congrès socialiste avant la guerre, celui d'Ancône du 26 au 29 avril 1914, et que nous reprenons ci-dessous de la *Storia della Sinistra comunista* (vol. 1, partie I, chapitre 13, p. 64).

« La nouvelle attitude du Parti et de son journal combatif *Avanti!* avait suscité l'adhésion la plus enthousiaste du prolétariat italien, qui réagissait aux actes impérialistes de la guerre de Libye par une activité de classe très vive. [...] [Lors du congrès,] Lazzari fit un compte rendu au nom de la direction du Parti, dans un contexte de consensus général, en confirmant sa formule traditionnelle vieille de trente ans : le but des socialistes est l'expropriation économique et politique de la classe dirigeante, et ils doivent combattre dans toutes leurs actions « *le régime politique qui maintient l'ordre établi de la propriété et du capital* ».

« La critique de la gauche soulignait que cette formule, bien que correcte, « ne contenait pas le développement clair des tournants historiques de la lutte politique et économique, c'est-à-dire l'idée et le programme de fait de la dictature du prolétariat, l'organe de la transformation sociale. [...] Déjà dans le débat sur les rapports, les Napolitains [Naples était le foyer d'une situation sérieusement opportuniste qui était l'un des centres d'attention du Congrès et contre laquelle l'extrême gauche, composée en grande partie des jeunes, luttait depuis un certain temps – Ndlr] s'opposèrent [aux positions générales], et la gauche développa le concept selon lequel, puisque l'État bourgeois de Rome était l'ennemi central à renverser, la méthode devait être unitaire, et même encore plus intransigeante là où les conditions de la société locale semblaient exiger une phase supplémentaire de développement du libéralisme. En fait, la masse des députés du Sud était la force de manœuvre de la bourgeoisie italienne au Parlement et la position non classiste du Parti dans le Sud constituait le plus grand danger d'étouffer la force des mouvements ouvriers dans les régions les plus riches. D'où la négation radicale qu'au Sud il fallait suivre une méthode socialiste "spéciale" alors que, dans tout le pays, il n'y avait qu'un seul ennemi à écraser : l'État central. »

Lors de ce congrès, la question de la franc-maçonnerie fut réglée une fois pour toutes. Réagissant à la faiblesse des positions présentes dans le Parti concernant le « **désintérêt** » pour la question, et la « **compatibilité** » de la franc-maçonnerie avec le socialisme, la position révolutionnaire représentée à l'époque par Mussolini l'emporta : la position maçonnique fut finalement éradiquée dans son discours, « Mussolini rappela : « *Le socialisme est un problème de classe. Mieux, c'est le seul et unique problème d'une seule et unique classe, la classe prolétarienne. Ce n'est qu'en ce sens*

que Marx a dit que le socialisme est aussi un problème humain : la classe prolétarienne représente toute l'humanité et, par son triomphe, abolit les classes. Mais nous ne pouvons pas confondre notre humanitarisme avec l'humanitarisme élastique, vide et illogique prôné par la franc-maçonnerie. »

Une autre grande bataille fut livrée, sur la question des élections municipales.

« Les points soutenus par la gauche au congrès furent principalement deux. Tout d'abord, les conditions d'arriération du Midi dans le processus de différenciation des classes sociales non seulement ne justifiaient pas une tactique différente de la tactique générale du Parti, mais en imposaient **une seule** et commune à tout le Parti : en effet, si celui-ci « *veut travailler à briser la structure bourgeoise qui, en utilisant l'absence de conscience politique des populations méridionales, maintient l'exploitation de tout le prolétariat italien, il doit établir une tactique unitaire et s'efforcer d'encadrer même les petites phalanges de l'armée socialiste du Sud dans les limites précises d'un programme de classe.* » Ensuite, il fallait réagir avec la plus grande vigueur à une pratique qui faisait entrer clandestinement dans le Parti, par le biais des élections locales, la fameuse question morale. »

Cette bataille, en pratique, avait pour objectif principal la lutte contre la politique dite des "blocs" (l'union de divers partis), et elle fut gagnée. Le discours prononcé par l'orateur de la gauche (Amadeo Bordiga), représentant les socialistes révolutionnaires de Naples et du *Mezzogiorno* (le Midi) au congrès d'Ancône, que nous reproduisons ci-dessous, est particulièrement significatif.

DISCOURS DE BORDIGA (RAPORTEUR DE LA GAUCHE) AU CONGRÈS D'ANCÔNE (1914)

« La question de la tactique générale de notre Parti aux élections locales, du point de vue de la tendance intransigeante, peut être traitée par d'autres camarades [...]. Mais si vous me permettez un instant d'attention, je soutiendrai la thèse de l'intransigeance par rapport **aux conditions particulières** du *Mezzogiorno*, qui sont invoquées par le rapporteur en faveur de l'autonomie comme la motivation essentielle et principale qui devrait inciter le congrès à laisser une fenêtre ouverte à la conclusion d'accords avec la démocratie. Je crois que cette question a une certaine importance qui pourra modestement vous donner quelques éléments de jugement pour faire en sorte que, si un vote d'intransigeance sort de ce congrès, comme c'est maintenant certain, ce ne soit pas par la presse bourgeoise, qui a intérêt à accréditer la légende des deux socialismes, un socialisme du Nord et un socialisme du *Mezzogiorno*, bêtement interprété comme la suppression des intérêts du *Mezzogiorno*. Je veux vous montrer que les intérêts

Un siècle après

Mezzogiorno seront sauvegardés de la meilleure façon par le Parti socialiste s'il décide d'affronter les prochaines batailles électorales avec une tactique d'intransigeance absolue.

« Je vous épargnerai un exposé sur les questions sociales concernant le *Mezzogiorno* qui ne peuvent pas être développées dans ce congrès. Nous ne mentionnerons donc que les considérations que l'on peut tirer des conditions particulières du *Mezzogiorno* par rapport à la tactique du Parti socialiste. Aucun d'entre nous ne songe à nier que la différenciation des classes sociales dans le *Mezzogiorno* est incertaine : si la bourgeoisie en Italie est dans une phase de développement historiquement retardataire, en particulier dans le Sud, elle n'a pas achevé son évolution : par conséquent, nous n'avons pas de prolétariat au sens marxiste du terme. Mais voyons quelle influence tout cela doit avoir sur la tactique du Parti socialiste.

« Si la bourgeoisie du Midi ne s'est pas développée socialement, politiquement, elle a néanmoins réalisé ses conquêtes de classe presque en même temps que la bourgeoisie du reste de l'Italie, ayant obtenu avec celle-ci le régime démocratique, qui est le régime politique de la classe bourgeoise. De même, si nous considérons le développement du prolétariat en tant que classe, et peut-être aussi celui de ses organisations économiques, nous pouvons expliquer une tactique quelque peu accommodante qui affecte directement l'influence des conditions sociales, mais quand nous en venons à parler de l'attitude du Parti socialiste, l'interprète politique du prolétariat, c'est tout à fait différent. L'influence des conditions économiques des ouvriers sur la direction du Parti, n'est pas comme le voudrait le marxisme du député Treves, si directe et mécanique qu'elle priverait le Parti socialiste de ce caractère d'action sur les conditions de l'environnement et d'aiguillon au développement de la classe, que le marxisme lui-même reconnaît dans sa double conception des faits sociaux.

« Le Parti socialiste ne peut pas s'arrêter devant le cadavre d'une bourgeoisie impuissante, qui se dresse inerte sur notre route. Le Parti socialiste a des buts et des directives précis à partir du moment où il nait jusqu'à son triomphe final, sans quoi il n'aurait pas de raison d'être.

« Si la faiblesse de son développement quantitatif, numérique, peut réellement être rattachée à la formation arriérée de la classe prolétarienne, l'attitude politique de notre Parti, pour le triomphe de notre idéologie révolutionnaire, doit cependant avoir le caractère de la nécessaire continuité, sans laquelle nous nous condamnerions à l'impuissance.

« Nous allons immédiatement passer à l'élaboration de notre thèse d'un point de vue plus pratique et spécifique : le résultat que pouvaient avoir les blocs dans le sud de l'Italie. Permettez-moi cependant de vous faire considérer, d'un point de vue encore général, que la question du *Mezzogiorno* concerne tout le Parti socialiste, parce que c'est précisément sur l'inconscience politique des masses électorales du *Mezzogiorno* que

la bourgeoisie capitaliste italienne fonde sa domination de classe et que la monarchie savoyarde trouve sa force et son appui. Si, par conséquent, vous entendez parfois trop parler des *Camorras* administratives locales habituelles du *Mezzogiorno*, pensez que l'ensemble de ces petites *Camorras* constitue la grande *Camorra* du profiteur bourgeois italien, personnifiée par les agrariens du Sud, par les métallurgistes et les sucriers du Nord. Afin de briser cette structure bourgeoise, le Parti socialiste ne peut pas renoncer à l'adoption d'une tactique unifiée pour le Nord et le Sud, une tactique systématique de lutte contre la bourgeoisie ! Le Parti socialiste présente dans son processus révolutionnaire un caractère de grande simultanéité. La révolution bourgeoise elle-même commence à se produire d'abord dans une nation, puis elle a des répercussions dans d'autres ; au fur et à mesure que le processus historique se déroule, la phase de ces bouleversements sociaux devient contemporaine dans les différentes nations. La révolution de 1848 a eu un écho immédiat dans toute l'Europe. La propagande du Parti socialiste pour l'Internationale prolétarienne devient maintenant de plus en plus universelle, se répandant dans tout le monde habité malgré la disparité des conditions du milieu ; et si nous renoncions à cette simultanéité historique du processus révolutionnaire, nous aurions renoncé à la principale raison d'être de notre Parti.

« Mais je vous épargnerai les questions théoriques parce qu'il y en a d'autres qui s'en occuperont mieux que moi, et aussi parce que nous, qui soutenons l'intransigeance, nous sommes toujours, constamment, accusés d'être des théoriciens, de ne pas avoir les pieds sur terre. Eh bien, descendons sur terre, si vous voulez, et voyons quelles sont les conditions pratiques dans lesquelles se déroulera la politique finale d'accords avec la démocratie dans les communes du *Mezzogiorno*. Le rapport Lucci reflète particulièrement les conditions de vie à Naples, mais nous pouvons considérer que, pour la thèse soutenue à maintes reprises par Lucci et d'autres camarades de sa tendance, il s'étend également aux municipalités du reste du *Mezzogiorno*. Son argument principal est le suivant : il est nécessaire de résoudre certaines questions, considérées comme préalables au développement de la véritable lutte de classe sur le terrain politique. Eh bien, ceci n'est pas exact ; que sur le terrain économique de la lutte de classe le prolétariat méridional se trouve dans des conditions arriérées, nous pouvons, comme nous l'avons dit, l'expliquer, tout en notant l'étrangeté du fait que Lucci et ses amis sont des vétérans des illusions du syndicalisme révolutionnaire qu'ils voulaient transplanter précisément dans cet environnement qui devrait maintenant justifier, selon eux, la transigeance politique, alors que ce n'est pas l'organisation économique, mais le parti politique lui-même qui peut réagir sur les conditions du milieu et recueillir en lui l'énergie révolutionnaire du prolétariat.

« Cette parenthèse étant close, examinons quelles seraient les conclusions pratiques de cette transaction qu'il faudrait engager dans le *Mezzogiorno*. La résolu-

tion d'une question morale dans le *Mezzogiorno*, disent-ils, parce qu'il n'y existe pas ce minimum de moralité qui est quasiment la condition nécessaire de la vie sociale. C'est une erreur, car les épurations morales ne sont pas l'effet de la confusion, mais plutôt de la différenciation des classes et des partis. La moralité du *Mezzogiorno* nous ne pouvons la résoudre qu'en accélérant la délimitation de la position politique des partis qui sont les représentants des différentes classes. Nous n'arriverions jamais par un autre moyen. Nous renverserions notre propagande en tonnant contre la seule bourgeoisie voleuse et malhonnête, et en faisant oublier au prolétariat qu'il est chaque jour victime d'un autre vol bien plus grand que celui qui peut être commis dans les administrations locales, c'est-à-dire le vol continu que la bourgeoisie exerce sur lui en exploitant son travail dans les champs et les entreprises.

« En menant cette propagande moraliste, en faisant trop de distinction entre le bourgeois voleur et le bourgeois honnête, nous renversons ce principe de propagande qui est à la base de notre prosélytisme et qu'aucune condition spéciale ne peut nous faire oublier ; quand la question morale est posée, elle absorbe toutes les autres : elle devient préjudiciable, elle nous conduit **à la solidarité des honnêtes gens de tous les partis et de toutes les classes**, ce qui détruit ou efface notre physionomie d'une manière vraiment indigne.

« Mais admettons aussi qu'il soit toujours possible de faire cette distinction entre la bourgeoisie voleuse et la bourgeoisie honnête du *Mezzogiorno* ; admettons aussi que cette distinction sépare d'un côté les cléricaux et de l'autre les soi-disant démocrates. C'est une grande illusion que l'on nourrit quand on croit que les majorités qui peuvent sortir des blocs puissent faire œuvre de moralisation ! Avec cette tactique, on ne fait que retarder indéfiniment l'affirmation véritablement politique du prolétariat, qui seule peut mettre fin à certains désordres d'ordre administratif. Parce que nous avons l'expérience des faits, messieurs de tendance réformiste, qui nous enseignent comment le prolétariat méridional dans les blocs, tant dans la ville de Naples que dans d'autres petites villes, a tour à tour fait le jeu des Noirs et des Rouges, des Rouges et des Noirs, qui, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, étaient moralistes et dénonçaient les autres qui volaient. Mais lorsqu'ils ont gravi l'échelle tentante du pouvoir, ils sont devenus plus voleurs que les précédents ! Dans la ville de Naples, que le député Lucci cite comme la principale raison de son argumentation, la question morale a été soulevée en 1900 contre l'administration démocratique-maçonnique : l'action morale des socialistes a provoqué la dissolution et la chute de cette municipalité, la dissolution du parti libéral, la défaite de la franc-maçonnerie et, indirectement, le triomphe du parti catholique. Parce qu'aujourd'hui on dit que les catholiques sont au pouvoir depuis dix ans, nous sommes confrontés au fait que les catholiques sont des voleurs, des administrateurs malhonnêtes et incapables, et que les voleurs d'hier sont les moralistes

d'aujourd'hui : voilà les coulisses du bloc napolitain ! Aujourd'hui, donc, le Parti socialiste de Naples devrait faire le jeu de ceux qu'il a autrefois combattus, en facilitant la montée de ce parti libéral organisé par la franc-maçonnerie qui porte visiblement les traces de l'héritage de Casale et Summonte, envoyer ces gens au pouvoir au nom de la morale, tournant ainsi dans un perpétuel cercle vicieux. Je pourrais citer des petites villes du *Mezzogiorno* où la manœuvre a été faite, je n'exagère pas, cinq fois ou plus au détriment d'hommes de droite ou de gauche, en vérifiant le fait que ceux qui étaient dans l'opposition portaient presque toujours un déguisement démocratique, surtout dans les petites villes, parce qu'on sait maintenant que le passage des conservateurs aux démocrates est si facile et simple que l'ascension au pouvoir et le désir de popularité suffisent à renverser la position de ces deux tendances.

« Mais, dit-on, il y a mille problèmes administratifs sur la table. La bourgeoisie du Sud est impuissante à résoudre un certain nombre de questions qui ont été résolues depuis longtemps par la bourgeoisie du Nord : toutes les questions dont on parlera dans la discussion sur le programme municipal qui succédera à celui-ci de la tactique, comme les écoles, les services publics, l'assistance publique, etc. Toutes ces questions communales, la bourgeoisie méridionale est tout à fait incapable de les résoudre, quel que soit le parti : les cléricaux et les démocrates sont précisément au même niveau en cela. L'administration cléricale-moderée de Naples, qui en a fait la démonstration, n'a pas donné de résultats pires que l'administration libérale-maçonnique. Alors, avec qui s'allier, pour hâter la résolution de ces problèmes administratifs ? Les solutions de ceux-ci peuvent-elles par hasard être identiques pour le prolétariat socialiste et pour le commerçant radical ? Non, je le nie.

« Ces problèmes ne sont pris en compte par la soi-disant démocratie du *Mezzogiorno* que pour servir de base à des combinaisons électorales ; mais la bourgeoisie, lorsqu'elle est arrivée au pouvoir avec notre aide, a ouvertement ignoré leur solution. Parce que le prolétariat du Midi ressent beaucoup moins que le prolétariat du Nord la nécessité de ces améliorations civiles de ses conditions ; il a des moments de révolte contre les mauvais administrateurs, mais ensuite il ne persévère pas et se désintéresse également de la solution des questions administratives, n'étant ni conscient ni organisé ; ce dont le parti arrivé au pouvoir profite et abandonne ensuite complètement son programme pompeux.

« Mais, quoi qu'il en soit, devons-nous adapter les directives de notre Parti à l'aménagement du cimetière et des toilettes publiques de Trifouillis-les-oies ? Notre objectif n'est pas un processus patient de reconstitution de l'organisme en décomposition de la société présente, c'est un processus de démolition de toute l'organisation sociale actuelle. Les blocs qui montrent qu'ils se concentrent autour de prétendues questions

Un siècle après

morales, pratiques ou même anticléricales, sont généralement, surtout de la part des partis démocratiques, constitués dans un seul but qui n'est ni moral, ni politique, ni administratif, non pas positif, mais négatif : faire tomber l'équipe municipale de Bidule pour la remplacer par celle de Machin : voilà le but, le caractère profond, essentiel, pour lequel on renonce à tous les principes afin de réussir la politique des blocs dans le sud de l'Italie. Si je pouvais vous faire une comparaison, je dirais que, de même que l'alliage de plusieurs métaux a très souvent une température de fusion inférieure à la température minimale de fusion des métaux de cet alliage, de même la température politique des blocs est inférieure à la température politique du parti le moins subversif qui en fait partie. Parce que lorsque les socialistes, les républicains, les radicaux ont renoncé à certains postulats de leur idéologie pour réussir sur le terrain électoral, alors ils renoncent également au soi-disant plus petit dénominateur commun démocratique et moral, et ils se lancent aussi à la quête des votes des malhonnêtes et des curés, parce qu'ils ne veulent que **gagner** les élections. Une preuve est l'argument avec lequel les blocs sont communément justifiés : si on ne fait pas le bloc, ce sont les cléricaux ou les voleurs qui vont gagner ; puis on perd la tête et, pour éviter la victoire de ses adversaires, on n'hésite pas à s'unir à n'importe qui, même à des éléments qui, comme à Naples, n'accordent aucune valeur ni à la morale ni aux capacités administratives.

« Par conséquent, nous soutenons que si le Parti veut travailler à briser la structure bourgeoise qui, profitant de l'inconscience politique de la population méridionale, maintient l'exploitation de tout le prolétariat italien, le Parti socialiste doit établir une tactique unitaire et doit s'efforcer d'encadrer même les petites phalanges de l'armée socialiste du Midi dans les limites précises d'un programme de classe. Si la classe est en formation, ce n'est pas une bonne raison pour détruire le peu qui s'est déjà formé. Le rapporteur nous dit que les blocs ont été faits dans le nord de l'Italie au cours d'une période récente du Parti socialiste ; et que les socialistes du Midi demandent à réitérer l'expérience. Mais pourquoi voudriez-vous répéter une expérience qui a été désastreuse partout où elle a été faite ? La période des blocs n'a pas été une phase nécessaire au développement socialiste : c'était un mouvement de régression, un phénomène de dégénérescence, non de conquêtes prolétariennes. Le Parti socialiste l'a dépassé, et les leçons de cette expérience doivent être mises à contribution pour que les mêmes conséquences ne se répètent pas dans le sud de l'Italie. Ils seraient encore pires, parce que, là où nous avons des partis solides et délimités comme dans certaines régions du nord de l'Italie, le bloc présente moins de dangers, parce que l'ouvrier socialiste peut se ranger du côté du radical ou du républicain mais ne perd pas de vue la différence qui le sépare d'eux, ne compromet pas sa conscience politique ; mais là où le socialisme est en devenir, là

où l'œuvre de prosélytisme est incomplète, si nous envoyons les ouvriers nouvellement arrivés dans le socialisme au contact avec une certaine démocratie, nous avons un effet beaucoup plus désastreux, car les ouvriers croiront que le socialisme, le radicalisme, la démocratie sont la même chose.

« En conclusion, nous ne contestons pas que les conditions particulières du *Mezzogiorno* le rendent différent du reste de l'Italie, de même que nous ne pouvons pas nier la profonde différence qui existe, par exemple, entre les conditions de la Lombardie et celles du Latium, du Piémont et de la Vénétie, qui sont tout aussi profondes et ressenties ; mais, sans contester toutes ces différences, nous disons que le Parti socialiste doit aborder la question municipale avec une orientation unitaire et une conscience politique : nous ne devons pas chercher à combler les manquements des administrations bourgeoises pourries, mais à faire des municipalités socialistes ordinaires une arme contre l'État capitaliste et bourgeois qui nous exploite.

« C'est la valeur que le socialisme doit attribuer à la conquête des communes : et d'autre part, même sur le terrain des problèmes pratiques, comme je crois l'avoir suffisamment démontré, n'oublions pas que la solution de ces problèmes n'est jamais atteinte par les blocs et reste presque toujours une pure étiquette électorale dans le *Mezzogiorno*. Nous donnons donc des dictats précis de conscience politique et de droiture électorale également dans les sections du Midi de l'Italie, en notant qu'il y a de nombreuses sections du *Mezzogiorno* qui sont venues ici pour soutenir la thèse intransigeante ; nous invitons ces camarades à mettre en pratique les méthodes de la lutte de classe, à aller réellement à la lutte contre toutes les *Camorras* et tous les partis, et surtout contre la plus grande *Camorra* de l'ordre capitaliste et bourgeois : nous aurons accompli une œuvre sacro-sainte, une œuvre socialiste dans l'intérêt du Nord et du Sud, des travailleurs de toutes les régions.

« J'invite donc le congrès, également au nom de mes amis intransigeants du *Mezzogiorno*, à voter sans hésiter pour la thèse intransigeante et à se rappeler qu'il est également illusoire de penser qu'il soit possible d'aborder les luttes municipales à côté d'une certaine démocratie et de maintenir ensuite son intransigeance politique. Non. C'est un grand mensonge. Lorsque des contacts ont été établis, lorsque des ponts artificiels d'intérêts communs ont été créés, ceux-ci ont des répercussions sur la lutte politique, ce qui compromettrait la position et la particularité de notre Parti, reconquises grâce à un effort de réaction courageuse à cette tendance transigeance que nous avons finalement étouffée. Et je suis sûr que le congrès couronnera l'œuvre de Reggio d'Émilie, et celle accomplie lors de la séance d'hier, en votant pour l'intransigeance absolue et pour la lutte de classe dans les élections locales ! »

(Tiré de *Compte-rendu sténographique*, Rome, 1914, pp. 171-177, publié in *Storia della Sinistra comunista*, éditions *il programma comunista*, 1964,

vol. I, pp. 218-224.)

Cette intervention, comme le démontrent toutes les luttes menées par la Gauche au sein du Parti Socialiste Italien, dans la fondation et la direction du Parti Communiste d'Italie et, par la suite, au sein de ce Parti et de l'Internationale Communiste, se réfère constamment aux positions intransigeantes que la théorie marxiste a définies de façon invariante ; intransigeance qui était aussi celle de Lénine, comme l'a amplement démontré le travail de restauration théorique et de bilan des contre-révolutions réalisé par la Gauche Communiste et notre Parti dès ses premiers pas après la Seconde Guerre mondiale.

Sur la première question, il est utile, pour comprendre la claire position marxiste soutenue par la Gauche, la Fraction intransigeante et la Fédération de la jeunesse, de citer quelques extraits d'un article de la Gauche intitulé *L'unité prolétarienne* (*Avanti !*, août 1913). En se référant au précédent Congrès de Reggio d'Émilie, et en critiquant de manière implacable la direction du Parti qui, au nom de l'habituelle "unité", n'avait jamais rappelé à l'ordre le syndicat (CGL) rappelle que :

« *Le vote à Reggio d'Émilie n'était pas le lynchage de quelques personnes, mais la critique d'une méthode encouragée et souhaitée par tous ceux qui ont donné au prolétariat une âme réformatrice et purement égoïste... Que les socialistes encouragent le développement et la montée du mouvement de résistance, qui ne peut être florissant et robuste s'il ne rassemble pas dans ses cadres un nombre croissant de personnes organisées, personne n'en doute. Mais en promouvant le développement des organisations économiques, nous, socialistes, ne devons jamais les considérer comme des fins en soi, mais comme des moyens de propagande et de réalisation future du socialisme. C'est pourquoi notre point de vue ne peut pas coïncider avec celui des dirigeants et des organisateurs du mouvement ouvrier qui (y compris les syndicalistes, d'ailleurs) voient dans le syndicat le but ultime, ne se préoccupent que de son développement et donc aussi de sa préservation, et ne sont pas prêts à la compromettre dans des luttes qui dépassent les objectifs immédiats et catégoriels.* » (10)

Sur la question de l'antimilitarisme, personne au congrès ne pressentait que quelques mois plus tard, la question ne serait pas seulement actuelle, mais carrément tragique. Dans l'assemblée de la faction intransigeante, tenue en marge du congrès, on lit dans la *Storia della Sinistra comunista* (pp. 68-69) que :

« *Les jeunes de la Gauche soulignèrent que les deux rapporteurs avaient été malencontreusement choisis par la direction : le réformateur Treves (sans aucun doute intellectuellement qualifié) et le Napolitain Fasulo, un syndicaliste franc-maçon et bloccard qui, à la suite du vote sur les élections locales, allait quitter le Parti. C'était facile de le prévoir, mais il n'était pas si facile de savoir que d'adversaire déterminé de la guerre en Libye, il allait tomber dans le social-patriotisme. Ce*

n'est pas là quelque chose de très important ; ce qui est beaucoup plus grave, c'est que les protestations de la fraction furent laissées au soin de Mussolini, en qui les jeunes voyaient le guide suprême. On ne put pas arriver à une autre conclusion que de décider que le problème de la guerre et de la patrie serait traité lors du prochain congrès, pour lui donner une expression marxiste radicale comme cela avait été fait pour d'autres questions. [...] Mais il n'y eut pas de congrès. Il y eut la guerre. »

L'ANTIMILITARISME DANS LE PREMIER AVANT-GUERRE

Dans un travail du Parti sur l'antimilitarisme révolutionnaire, on peut lire ce qui suit au chapitre intitulé *Le PSI et l'antimilitarisme dans le premier avant-guerre* (11), après avoir rappelé l'expérience de la révolution russe de 1905 et la critique de Lénine contre les courants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires :

« En Italie comme dans d'autres pays et surtout en France, le mouvement ouvrier avait subi l'influence non négligeable de l'anarchisme d'abord, puis du syndicalisme révolutionnaire, qui ont inspiré pendant une longue période son activité antimilitariste, avec toutes les erreurs et les lacunes combattues [...] par Lénine, Luxemburg, Liebknecht (12) et, en général, par la gauche marxiste internationale.

« Le PSI, tout en réaffirmant dans tous ses congrès, dans le sillage de l'Internationale, les pierres angulaires de l'antimilitarisme révolutionnaire, n'a pas su, dans ses premières années, organiser une propagande et une action antimilitaristes efficaces. C'est avec la formation de la Fédération nationale de la jeunesse adhérent au Parti Socialiste Italien (1907) que l'antimilitarisme révolutionnaire prend l'importance qui lui revient au sein du mouvement ouvrier italien. Dès son premier congrès (Bologne, 25 septembre 1907), il occupe une place importante, ce qui ne s'était jamais produit dans les congrès des partis "adultes". Au deuxième congrès, tenu l'année suivante, il est réaffirmé qu' « un travail préparatoire du prolétariat est nécessaire pour qu'il soit prêt à empêcher la guerre par tous les moyens [...] conformément aux décisions du congrès de Stuttgart. » (13)

« Au moment de l'intervention impérialiste contre Tripoli (1911), le mouvement prolétarien et l'organisa-

(10) cf. *Storia della Sinistra comunista*, vol.1, p. 68.

(11) cf. *Il Programma comunista*, n° 4, 18 février 1978.

(12) K. Liebknecht, *Militarisme et antimilitarisme*, 1907, in *Militarisme, guerre, révolution*, Ed. Maspero, 1970.

(13) cf. *Storia della Sinistra comunista*, vol.1, p. 59 et suivantes.

tion de jeunesse du Parti prirent résolument position contre la guerre : il y eut de nombreuses manifestations contre la guerre et de durs affrontements de rue, en particulier en Émilie et en Romagne. Cependant, le Parti et les syndicats (presque entièrement aux mains des réformistes) ne réussirent pas, mais surtout ne voulaient pas, appeler à la grève générale contre la guerre, dont, quelques jours seulement avant le débarquement à Tripoli, le journal *Lotta di classe* de Forlì avait menacé : « *La fureur héroïque des fauteurs de guerre professionnels est en train de s'évanouir. Le langage des nationalistes a baissé de ton. Le 20 septembre est passé sans que les troupes italiennes n'aient occupé Tripoli. La soi-disant opinion publique est-elle en train de reprendre ses esprits ? Apparemment, oui. En tout cas, l'opinion publique pro-tripolitaine n'est qu'une quantité insignifiante face aux millions de travailleurs italiens qui ne votent pas parce qu'ils ne sont pas électeurs, qui ne lisent pas parce qu'ils sont analphabètes, qui sont absents de la vie politique, mais qui sont instinctivement opposés aux entreprises coloniales africaines. Le massacre d'Abba Garima (14) est encore vif dans la mémoire de la population. Pour beaucoup, l'aventure de Tripoli devait être une "diversion" pour détourner l'attention du pays et l'empêcher de poser et de résoudre ses problèmes internes complexes et très graves. Pour l'instant, on ne va pas à Tripoli. Mais dans l'éventualité à moyen terme ou immédiate d'une occupation, le prolétariat italien doit se tenir prêt à mener une grève générale.* » (15)

« Mais c'est après la guerre contre Tripoli que l'effort antimilitariste de la Gauche révolutionnaire du PSI s'est considérablement accrue. La guerre générale de plus en plus imminente obligeait les révolutionnaires à lutter avec plus de vigueur contre le militarisme et les formes résurgentes de nationalisme et à démasquer le fétiche de la "patrie". La création du *Sou du Soldat* (16) est l'effort le plus évident dans ce sens. L'initiative, lancée organiquement par la Fédération de la jeunesse du PSI au début de l'année 1912, s'étendit rapidement à l'ensemble du pays. La brochure intitulée précisément *Il Soldo al Soldato*, publiée par les Jeunesses du PSI en 1913, définissait précisément ce que doit être l'action antimilitariste. La première partie expose les caractéristiques fondamentales du militarisme ; elle affirme que le militarisme est une émanation directe du capitalisme, visant à défendre tous ses intérêts, tant "intérieurs" qu' "extérieurs", et que la "défense de la patrie" proclamée n'est en fait que le paravent derrière lequel la bourgeoisie cache ses propres intérêts, à savoir « *la défense violente du capital contre les aspirations des travailleurs, la nécessité de satisfaire l'avidité insensée des affairistes, des fournisseurs, des industriels, qui vivent autour du militarisme (et détournent ainsi l'argent extorqué des masses affamées d'autres fins plus civilisées), et surtout, la formation d'un système de défense des droits de l'homme, qui vivent du militarisme (et siphonnent ainsi l'argent arraché aux*

masses affamées pour d'autres fins plus civilisées), surtout, la formation chez les travailleurs de ce sentiment patriotique artificiel qui tend à les soustraire aux effets de la propagande révolutionnaire, et à leur faire oublier, en les jetant avec ivresse contre le soi-disant étranger, la lutte contre le véritable ennemi, proche, terrible, impitoyable, qui se niche à l'intérieur des frontières de la "patrie" et qui s'appelle "le patron". »

« La deuxième partie analyse directement l'activité et la propagande antimilitaristes, ainsi que l'institution du *Sou du Soldat* qui doit servir avant tout à maintenir le lien entre le prolétaire sous l'uniforme (surtout si c'est un militant révolutionnaire) et le Parti de classe. La brochure se termine en rappelant que le Parti a l'obligation de faire de la propagande révolutionnaire partout où il y a des prolétaires : « *Unissons-nous pour montrer à nos ennemis que le socialisme ne recule pas et ne cède pas, mais se relève plus fort et plus sûr de tous les écueils, et prouvons que dans cette société vile et en voie de dissolution, partout, même au cœur de ses dernières défenses, appelés par la sonnerie d'une nouvelle diane, de plus en plus nombreux et déterminés se dressent les rebelles.* »

« Dans un article presque contemporain, Amadeo Bordiga rappelait aux députés socialistes que l'antimilitarisme doit être une déclaration de guerre, qu'il doit préparer le prolétariat à l'affrontement direct avec la bourgeoisie : « *Nous demandons que le Parti prenne l'antimilitarisme au sérieux, nous ne voulons pas d'un pacifisme mou et christianisé, parsemé de phrases sur le "caractère sacré de la vie humaine", la "grandeur bien intentionnée des nations civilisées" et d'autres choses de ce genre. Il ne s'agit pas non plus d'un antimilitarisme patriotique de type garibaldien (qui a désormais célébré sa faillite dans le carnage des Balkans) avec le projet de nation armée qui l'accompagne. Nous appelons les députés socialistes à un programme d'antimilitarisme de classe qui soit l'expression de la ferme résolution du prolétariat de ne plus donner les armes et la force à ses exploités, de ne plus être son propre meurtrier et le forgeron de ses propres chaînes. Un antimilitarisme civil qui n'est pas larmoyant, qui est **une déclaration de guerre**, la déclaration de guerre de classe à la bourgeoisie qui a poussé les ouvriers contre leurs frères, comme à Roc-*

(14) La bataille de Abba Garina en mars 1896 fut une lourde défaite pour l'armée italienne qui eut plus de 7 000 morts et 1 500 blessés tandis qu'il y eut entre 4 000 et 7 000 morts et 8 000 à 10 000 blessés du côté éthiopien.

(15) *Storia della Sinistra comunista*, vol. 1 bis, p. 27.

(16) *Il soldo al soldato*, brochure antimilitariste de la Fédération italienne des Jeunesses socialistes, écrite par Amadeo Bordiga en 1913.

cagorga (17) ou en Tripolitaine (18), l'expression de la volonté des ouvriers de ne plus se laisser massacrer dans l'intérêt des capitalistes. (19) »

« Cependant malgré l'action vigoureuse des marxistes dans le PSI le socialisme italien n'échappa pas à la catastrophe de la Deuxième Internationale. Le mieux auquel il put arriver fut la formule ambiguë et substantiellement impuissante : "Ni soutenir ni saboter" la guerre. »

Nous reproduisons ensuite ci-dessous les chapitres suivants de l'étude du Parti sur l'antimilitarisme révolutionnaire : *La faillite de la IIe Internationale et Pour le défaitisme révolutionnaire* (20).

« Le 4 août 1914 fut l'un des jours les plus noirs de l'histoire du mouvement prolétarien international : les parlementaires des Partis socialistes français et allemands votèrent les crédits de guerre pour leurs gouvernements respectifs. Les Partis socialistes les plus puissants se rangèrent du côté de la bourgeoisie, en soutenant la nécessité de la défense de la patrie, appelèrent les prolétaires à l'union sacrée, les incitant à se massacrer dans l'intérêt de leur ennemi direct : la bourgeoisie. Le socialisme international fut frappé d'un immense désarroi : en un seul jour, des années de propagande et d'action antimilitaristes furent réduites à néant, reniées des dizaines de résolutions adoptées lors des congrès de l'Internationale et des partis nationaux qui condamnaient avec la plus grande fermeté tout soutien à la guerre impérialiste et imposaient non seulement de s'efforcer de l'empêcher par tous les moyens, mais aussi d'« utiliser la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ». Dans ce désarroi général, les résistances furent peu nombreuses et étouffées au sein des partis français et allemand – Liebknecht lui-même, le grand révolutionnaire qui avait lutté toute sa vie contre le capitalisme et le militarisme, vota le 4 août, par respect malencontreux de la discipline, avec ceux qui, quelques années plus tard, allaient être ses bourreaux – et au niveau international la plupart des Partis sociaux-démocrates suivit leur exemple. Le déclenchement de la guerre signa la faillite **définitive** de la IIe Internationale.

« Il ne serait pas marxiste de chercher les raisons de cette catastrophe dans les fautes de certains dirigeants ou dans la trahison de quelques individus. Le 4 août avait en fait mûri depuis un bon moment : la longue période "idyllique" du capitalisme avait permis l'émergence au sein de l'Internationale de l'opportunisme, c'est-à-dire de courants petits-bourgeois et évolutionnistes qui voyaient la possibilité pour le capitalisme d'évoluer vers des formes sociales supérieures sans qu'il soit nécessaire que le prolétariat intervienne révolutionnairement pour renverser le pouvoir bourgeois. L'idée que le capitalisme pouvait se transformer par son propre mouvement en socialisme était donc désormais ancrée, pour des raisons objec-

tives, dans la plupart des Partis socialistes.

« Il serait tout aussi anti-marxiste de prétendre que si les forces saines de la IIe Internationale avaient lutté avec une plus grande rigueur théorique contre le moindre soupçon d'opportunisme, la déviation opportuniste et l'échec de la IIe Internationale auraient été évités. Procéder ainsi, c'est-à-dire imputer la naissance et le développement de l'opportunisme à un manque de rigueur ou à des lacunes théoriques, revient à sous-estimer ou même à nier les véritables causes économiques et sociales de l'opportunisme, ne pas voir que les déformations théoriques sont induites par le développement dialectique de la société ; à tomber, en somme, dans la vieille erreur idéaliste. Cela ne signifie pas que le parti révolutionnaire doive négliger la rigueur théorique et programmatique, bien au contraire ; mais que l'opportunisme **ne se laisse pas emprisonner** par des formules ou des phrases, et qu'il est prêt à utiliser, dans son travail contre-révolutionnaire, tout ce dont il a besoin, allant même jusqu'à accepter – en paroles, bien sûr ! – des "principes" qui lui sont totalement étrangers, pour les rejeter à la première occasion ou, mieux encore, les transformer en icônes inoffensives. Le centrisme, avec son plus grand représentant, Kautsky, fit preuve d'une grande habileté dans ce domaine.

« Un phénomène social tel que l'opportunisme, c'est-à-dire le passage pratique du côté de l'adversaire, ne peut être corrigé par des résolutions, il doit être combattu par tous les moyens et sur tous les terrains, même celui de la confrontation armée. « *Existe-t-il des faits qui montrent comment les partis socialistes, avant la guerre actuelle et en prévision de celle-ci, ont envisagé leurs tâches et leur tactique ?*, demandait Lénine. *Il y en a incontestablement. Il y a la résolution du Congrès socialiste de Bâle [...] qui représente la somme totale des innombrables publications d'agitation et de propagande de tous les pays contre la guerre, qui représente l'énonciation la plus précise et la plus complète, la plus solennelle et la plus formelle des idées socialistes sur la guerre et de la tactique à l'égard de la guerre. On ne peut que qualifier de trahison le simple fait que pas une seule des autorités de l'Internationale d'hier et du social-chauvinisme d'aujourd'hui – ni*

(17) Le 5 janvier 1913 lors d'une manifestation de petits paysans du bourg de Roccagorga, les carabinieri tirèrent sur les manifestants qui voulaient s'emparer du drapeau tricolore de la mairie, faisant 7 morts et 23 blessés (sans compter ceux qui ne voulurent pas aller à l'hôpital). Giolitti, chef du gouvernement ; télégraphia au préfet pour qu'il y ait une « répression exemplaire » de « la révolte de Riccagorga contre la force publique ».

(18) Référence à l'intervention italienne en Libye.

(19) cf. A Bordiga, *L'Inquisizione militare, L'Avanguardia*, 2 mars 1913.

(20) cf. *Il Programma Comunista* n° 5, 4 mars 1978.

Hyndman, ni Guesde, ni Kautsky, ni Plekhanov – n’ait le courage de rappeler cette résolution à ses lecteurs. Ou ils n’en parlent pas du tout, ou bien ils mentionnent (comme le fait Kautsky) les points mineurs, en laissant de côté tous les points essentiels. Les résolutions les plus “radicales”, ultra-révolutionnaires, et la négligence ou l’abandon les plus honteux de ces résolutions, sont une des manifestations les plus évidentes de la faillite de l’Internationale et, en même temps, une des preuves les plus évidentes du fait qu’aujourd’hui, seuls des gens dont l’incomparable naïveté confine à l’astucieux désir de perpétuer l’hypocrisie précédente, peuvent croire à la possibilité de “corriger” le socialisme et de “redresser la barre” par le seul biais de résolutions... Les Partis socialistes ne sont pas des cercles de discussion, mais des organisations du prolétariat militant, et lorsque quelques bataillons passent du côté de l’ennemi, il faut les appeler traîtres et les vilipender comme tels, sans se laisser “prendre” par des discours hypocrites, qui montreraient que “tout le monde” ne comprend pas l’impérialisme “de la même façon” ; que le chauvin Kautsky et le chauvin Cunow sont capables d’écrire des volumes sur le sujet ; que la question “n’a pas été suffisamment discutée” et autres choses du même genre. » (21)

« Face à la trahison des socialistes français, allemands, autrichiens, belges, russes, etc., culminant avec l’entrée de leur chefs parlementaires dans les gouvernements d’union sacrée, la tâche des rares socialistes restés sur des bases révolutionnaires était de dénoncer le caractère impérialiste de la guerre en cours, de démasquer définitivement l’opportunisme contre-révolutionnaire (et surtout ses formes centristes et pacifistes, plus dangereuses que celles ouvertement social-chauvines), de rassembler internationalement, sur la base de l’antimilitarisme et du défaitisme révolutionnaire, tous les militants d’avant-garde restés sur des bases de classe, afin de jeter les bases d’une nouvelle Internationale, totalement communiste et révolutionnaire. Il fallait donc rompre **définitivement** avec le corps pourri de la IIe Internationale et poursuivre la marche sur le fil rouge du parti révolutionnaire. Rompre avec l’ancienne Internationale ne signifiait cependant pas renier toute l’expérience du mouvement prolétarien mondial. Il ne s’agissait pas de “découvrir” de nouveaux principes, ni de “renouveler” et d’“adapter” la doctrine révolutionnaire aux derniers événements, mais de reprendre et de réaffirmer les principes communistes qui, même dans la IIe Internationale, étaient toujours restés vivants grâce aux marxistes authentiques. Ainsi Zinoviev, en polémique avec la gauche néerlandaise, dans son article *La Deuxième Internationale et le problème de la guerre. Renonçons-nous à notre héritage ?* (1916), écrit : « En proclamant la nécessité de créer une IIIe Internationale, renonçons-nous absolument, entièrement, à l’héritage de la IIe Internationale ? La tâche des révolutionnaires marxistes consiste à montrer que, pendant les 25 ans d’existence de la IIe Internationale, deux tendances essentielles s’y sont combattues avec des

alternatives de succès et de revers : le marxisme et l’opportunisme. Nous ne voulons pas effacer toute l’histoire de la IIe Internationale. Nous ne renions pas ce qu’il y avait en elle de marxiste. Les opportunistes et “le centre” pendant les dernières années d’existence de la IIe Internationale, ont obtenu la majorité sur les marxistes. Malgré cela, la tendance marxiste révolutionnaire a toujours existé dans la IIe Internationale. Pas une minute nous ne pensons à renier son héritage. » (22) Lutte donc contre l’opportunisme mais, en même temps, contre toutes les formes de syndicalisme révolutionnaire, d’infantilisme de gauche, d’intellectualisme petit-bourgeois et anarchoïde qui, tout en condamnant l’opportunisme, y retombe en fait en voulant le combattre par des “innovations” et des “révisions” théoriques.

« Quelques jours après le déclenchement de la guerre, alors que Plekhanov s’agitait à Paris pour appeler les prolétaires français à s’enrôler, Lénine présenta à quelques camarades bolcheviks réunis les 6-8 septembre à Berne une série de thèses sur la guerre et les tâches des révolutionnaires. Ces quelques points vont constituer la base de toute l’activité ultérieure de Lénine et des internationalistes de tous les pays (23). Le premier affirme le caractère bourgeois, dynastique et impérialiste de la guerre actuelle ; les trois suivants sont une condamnation sans appel des dirigeants sociaux-démocrates tombés dans les filets du social-chauvinisme ; la cinquième thèse souligne que tous les arguments avancés par les pays belligérants pour justifier leur participation à la guerre sont absolument faux et inacceptables pour des véritables socialistes ; la sixième thèse précise les tâches des révolutionnaires russes, et souligne que pour les classes exploitées de l’empire tsariste, le moindre mal serait la défaite totale de l’armée russe qui opprime les Polonais, les Ukrainiens et bien d’autres peuples de l’empire. Enfin, dans la dernière thèse, les résultats à obtenir par les socialistes de tous les pays sont énoncés : lutte à fond contre le centrisme pacifiste, le social-chauvinisme et les gouvernements bourgeois ; nécessité de propager partout, mais surtout dans l’armée, la révolution socialiste, puis d’organiser illégalement le prolétariat dans ce but ; nécessité de créer une nouvelle Internationale qui ait pour but **la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le renversement de la domination capitaliste.**

(21) cf. Lénine, *La faillite de la deuxième internationale*, Œuvres, tome 21, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500b.htm>

(22) cf. *Contre le Courant*, reprint Maspero 1970, tome I, p. 245.

(23) cf. *Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne*, Œuvres, tome 21. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800.htm>

« Ces thèses ne sont rien d'autre que la réaffirmation de l'antimilitarisme de classe, du défaitisme révolutionnaire. »

Face à la question des positions du socialisme vis-à-vis de la guerre, tout communiste révolutionnaire doit se rapporter à la brochure rédigée par Lénine durant l'été 1915 et distribuée aux délégués de la Conférence de Zimmerwald : *Le socialisme et la guerre*. Dans cette brochure, Lénine résume les thèses fondamentales du marxisme sur les différents types de guerre que la bourgeoisie peut mener au cours de son développement historique, et les conséquences tactiques que le parti révolutionnaire doit en déduire. Lénine traite la question depuis les guerres progressives de la période révolutionnaire de la bourgeoisie jusqu'aux guerres réactionnaires de sa période de conservation et de renforcement du pouvoir de classe, en passant par les guerres impérialistes, telles que la guerre de 1914-1918 ; il passe ensuite à une critique impitoyable du social-chauvinisme et du kautskisme – expressions de la faillite totale de la IIe Internationale – afin de remettre sur pied les positions marxistes correctes et de lancer le véritable et unique mot d'ordre que les socialistes devaient faire leur ; la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile en visant la conquête du pouvoir, la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Bien entendu, les chapitres consacrés à la lutte contre l'opportunisme (pas seulement contre le social-impérialisme ou le social-chauvinisme, mais aussi contre le pacifisme et sa tendance insidieuse à prôner le mot d'ordre “ni victoire, ni défaite”, un peu comme le “ni soutenir, ni saboter” du PSI) et, bien sûr, à la situation en Russie ne manquent pas. Elle se termine par des chapitres consacrés à la reconstitution de l'Internationale.

Il réaffirme donc, après avoir stigmatisé les Plekhanov du monde entier sur les fausses références à Marx et Engels quant à la position de soutien des socialistes aux guerres “progressistes” de la bourgeoisie – en oubliant allègrement les paroles du Manifeste de 1848 : les ouvriers n'ont pas de patrie – qu'à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire, donc à l'époque de la guerre impérialiste, l'opportunisme, développé en social-chauvinisme, a un contenu idéologique bien précis :

« *remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de “son” gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution.* » (24)

Quant aux tâches des marxistes, le clairvoyant Lénine les définit de cette façon :

« *La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravée, à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de tous les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie “nationale”, suscitent*

nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement [souligné par nous – Ndlr] *des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche, et toute lutte de classe conséquente pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'“actions de masse” y mène inévitablement. On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais, de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie* [souligné par nous – Ndlr]. » (25)

Dans ces quelques phrases est condensée une extraordinaire synthèse de l'évaluation marxiste de la situation historique et, au-delà de la possibilité effective pour les révolutionnaires de tirer parti dans tous les pays des situations difficiles dans lesquelles se trouvent les gouvernements bourgeois à cause de la crise de cette guerre, des tâches du parti de classe révolutionnaire. Le mot d'ordre : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, n'est pas inventé sur le moment, il n'est pas le fruit d'une illusion utopique ou intellectuelle ; il est la conséquence cohérente de l'évaluation de la situation créée par la crise de guerre, situation dans laquelle les forces du prolétariat étaient déjà en mouvement depuis de nombreuses années sur le terrain immédiat, en s'appuyant sur des organisations syndicales de classe, et sur le terrain social et politique plus général, avec des partis ouvriers où existaient non seulement des tendances opportunistes mais aussi de fortes tendances révolutionnaires. La tradition de la lutte de classe n'était pas rompue malgré la faillite de la IIe Internationale et des grands partis qui y adhéraient ; l'état d'esprit des masses prolétariennes, malgré les coups portés par la réaction bourgeoise et l'œuvre du social-chauvinisme, se révélait encore combatif, capable de réagir contre la guerre et contre les puissances bourgeoises qui avaient conduit les grandes masses prolétariennes à se massacrer dans la guerre de rapine, et d'être influencées par les positions révolutionnaires.

Évaluation concrète de la situation concrète, loin de tout automatisme ou volontarisme. En effet, Lénine écrit qu'à ce moment de l'histoire, un an après le déclenchement de la guerre impérialiste, « *On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est*

(24) cf. Lénine, *Le Socialisme et la guerre*, Œuvres, tome 21, p. 321, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800.htm>

(25) *Ibidem*, p. 324.

pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. » Plusieurs thèses marxistes sont contenues dans ce passage : l'inévitabilité de la guerre impérialiste sous le régime bourgeois ; l'aggravation inévitable de la crise sociale causée par la guerre impérialiste, à cause de laquelle un fort mouvement révolutionnaire peut se former ; la combinaison matérielle et objective des facteurs économique-sociaux et politiques dont la maturation est à la base de l'état d'esprit révolutionnaire des masses prolétariennes ; la possibilité de profiter des difficultés des pouvoirs bourgeois provoquées par la guerre pour lancer la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir (la guerre civile), ou à la suite de la guerre impérialiste suivante ; le devoir des marxistes, des communistes révolutionnaires, du parti de classe, de travailler pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, **systématiquement et avec persévérance**, donc au-delà de la possibilité réelle que la révolution (la guerre civile) puisse interrompre la guerre impérialiste actuelle en tournant la force des masses prolétariennes vers la guerre de classe.

Pour revenir à la Conférence de Zimmerwald, dont nous avons déjà publié ailleurs le *Projet de Résolution* et le *Projet de Manifeste* proposés par Lénine qui ne furent pas adoptés par la Conférence composée en réalité d'une majorité de pacifistes, il faut souligner que cette réunion internationale des délégués venant des principaux Partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, n'est pas allée au-delà de la dénonciation formelle de la guerre impérialiste et qu'elle n'a en réalité rompu seulement en paroles avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. Il n'y eut aucune indication claire sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cela n'a rien d'étonnant puisque la plupart des délégués étaient d'"honnêtes" pacifistes ; autour de Lénine et des positions marxistes intransigeantes se forma un noyau d'internationalistes cohérents, "7 ou 8 personnes", nous dit Zinoviev dans un article publié dans *Contre le Courant* (26) : ceux qui s'identifieront comme la Gauche de Zimmerwald. Il convient de citer des passages et la conclusion du projet de résolution de la Gauche de Zimmerwald, rédigé aussi par Lénine, car les fondements de la future Internationale Communiste y sont déjà posés :

« L'époque du capitalisme relativement pacifique est révolue sans retour. L'impérialisme apporte à la classe ouvrière une aggravation inouïe de la lutte des classes, de la misère, du chômage, du coût de la vie, de la domination des trusts, du militarisme, ainsi que la réaction politique qui relève la tête dans tous les pays, même les plus libres.

La signification réelle du mot d'ordre de la "défense de la patrie" dans la guerre actuelle, c'est la défense du "droit" pour "sa" bourgeoisie nationale d'opprimer d'autres nations, c'est la politique ouvrière national-libérale, c'est l'alliance d'une infime partie

d'ouvriers privilégiés avec «leur» bourgeoisie nationale contre la masse des prolétaires et des exploités. [...] Le désir de paix qui grandit dans les masses laborieuses traduit leur déception, la faillite du mensonge bourgeois sur la défense de la patrie, le début de l'éveil de la conscience révolutionnaire des masses. En utilisant cet état d'esprit pour leur agitation révolutionnaire, sans se laisser arrêter par l'idée de la défaite de «leur» patrie, les socialistes ne tromperont pas le peuple par l'espoir illusoire d'une paix prochaine et de quelque durée, démocratique et excluant l'oppression des nations, par l'espoir du désarmement, etc., sans un renversement révolutionnaire des gouvernements actuels. Seule la révolution sociale du prolétariat ouvre le chemin à la paix et à la liberté des nations.

La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme. » (27)

Nous compléterons le schéma commencé dans ce chapitre, en examinant la lutte contre le désarmement, les positions de la gauche allemande face à la guerre, et enfin les positions de la gauche marxiste en Italie devant la guerre mondiale et la révolution russe.

LA QUESTION DU DÉSARMEMENT

À une époque où les masses prolétariennes, en Allemagne, en France, en Italie, en Russie même, avaient fait preuve d'une grande combativité et d'une attitude générale de classe dans leurs luttes tant sur le terrain immédiat de la défense économique que sur le terrain politique, inspirées par la perspective de la lutte socialiste révolutionnaire contre le capitalisme et la classe bourgeoise dominante, il y avait parmi les tâches prin-

(26) cf. Zinoviev, *La première conférence internationale*, 11 octobre 1915, *Contre le Courant*, tome II, p. 16.

(27) cf. Lénine, *Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald*, *Œuvres*, tome 21, 1915, p. 358-360, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150820.htm>

cipales des Partis socialistes la propagande socialiste insistante et, dans la mesure du possible, capillaire, pour développer la conscience révolutionnaire parmi le prolétariat ; cette conscience seul le parti révolutionnaire de classe, intransigeamment marxiste, la possède et peut l'**importer** dans les masses prolétariennes. Sur la base de leur expérience directe dans la lutte des classes, ces masses peuvent se révéler disposées à accepter les indications du parti révolutionnaire, à suivre ses orientations et ses conseils, à développer pendant et à travers la lutte la conscience révolutionnaire qui leur permet de comprendre que la voie indiquée par le parti de classe – élargir la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale et tendre à transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre les oppresseurs, de conquérir le pouvoir politique et d'instaurer la dictature du prolétariat à l'échelle de la planète – est la seule voie pour mettre fin à la guerre et arriver à l'émancipation de toute forme d'oppression et d'exploitation.

Il n'en reste pas moins que face à la guerre impérialiste, la lutte contre les déviations opportunistes se durcissait nécessairement. Les courants du marxisme révolutionnaire, représentés à l'époque par Lénine et Zinoviev, par la gauche internationaliste allemande dirigée par Luxemburg et Liebknecht, et par le courant de gauche du Parti Socialiste Italien, dont dérivera la Gauche Communiste qui sera à l'origine du Parti Communiste d'Italie, ont dû mener une bataille extrême contre les courants opportunistes non seulement de Bernstein et des sociaux-démocrates, mais aussi de Kautsky et des pacifistes. Le déclenchement de la guerre impérialiste et son développement, face auxquels le prolétariat européen et international s'était soudain trouvé privé de la direction sûre d'une Internationale qui, quelques mois seulement auparavant le déclenchement du conflit mondial, jurait sur les positions de l'antimilitarisme révolutionnaire appelant le prolétariat de tous les pays à la lutte révolutionnaire contre le pouvoir en cas de guerre, avait profondément ébranlé les masses prolétariennes et les Partis socialistes. La voie était grande ouverte non seulement aux positions de collaboration ouverte avec la bourgeoisie pour la défense de la « patrie en danger », mais aussi aux positions pacifistes qui prônaient le désarmement.

Nous reprenons ci-dessous des extraits de l'étude sur l'antimilitarisme révolutionnaire (28) :

« La poursuite de l'effroyable massacre poussa de nombreux socialistes à adopter des positions de plus en plus pacifistes. La *Jugend-Internationale* – l'organisation internationale de la jeunesse – qui, sous la direction de Liebknecht, avait adopté une position véritablement socialiste non seulement avant mais aussi pendant la guerre, en vint en 1916 à parler de plus en plus souvent du désarmement comme du seul moyen d'arrêter la guerre et d'en empêcher d'autres à l'avenir. Dans *Le Socialisme et la guerre*, Lénine avait déjà montré que les socialistes ne pouvaient pas être contre la guerre

dans l'absolu. C'est une chose de lutter contre la guerre de rapine impérialiste, c'en est une autre bien différente de soutenir toujours et partout un pacifisme verbal et petit-bourgeois. Prétendre que des mesures telles que le désarmement peuvent servir à abolir les guerres dans le cadre du mode de production capitaliste, c'est oublier l'essence même du capitalisme ; mais surtout, c'est oublier que c'est le prolétariat dirigé par son parti qui devra mener la guerre la plus importante de l'histoire, la guerre contre la bourgeoisie pour renverser sa domination politique et ouvrir la voie au communisme.

« *Des socialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre sans cesser d'être des socialistes. Il ne faut pas se laisser aveugler par la guerre impérialiste actuelle. A l'époque de l'impérialisme, les guerres de ce genre entre les "grandes" puissances sont les plus typiques ; mais cela n'exclut pas la possibilité de guerres démocratiques et d'insurrections de la part de nations opprimées, par exemple, qui tenteraient de secouer le joug de leurs oppresseurs. Des guerres civiles du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme sont inévitables. Des guerres du socialisme victorieux dans un pays contre d'autres pays, bourgeois ou réactionnaires, sont possibles.* [c'est ce qui se passera quelques mois plus tard, après la révolution d'octobre 1917 – Ndlr]

« *Le désarmement est l'idéal du socialisme. Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres ; par conséquent, le désarmement sera réalisé. Mais c'est ne pas être un socialiste que d'espérer la réalisation du socialisme en dehors de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. La dictature est un pouvoir d'État qui s'appuie directement sur la violence. La violence, au XXe siècle, comme du reste en général à l'époque de la civilisation, ce n'est pas le poing fermé ni la trique, mais l'armée. Inscrire le "désarmement" au programme, c'est donc dire d'une façon générale : nous sommes contre l'emploi des armes. Il n'y a pas plus de marxisme là-dedans que si nous disions : nous sommes contre l'emploi de la violence !* » (29)

« Lénine souligne que c'est précisément la bourgeoisie qui a été dialectiquement contrainte d'armer le prolétariat – tout comme elle est contrainte de faire du prolétariat son propre fossoyeur – et que c'est la tâche du parti révolutionnaire d'agir pour la constitution de la milice prolétarienne, réitérant ainsi le concept fondamental de l'**insurrection comme "art"** : « *C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne "revendiquons" pas ce genre*

(28) cf. *Il programma comunista* n° 7, 1er avril 1978.

(29) cf. Lénine, *A propos du mot d'ordre du désarmement*, *Œuvres*, tome 23, octobre 1916, p. 105, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/10/vil19161000.htm>

Un siècle après

de développement, nous ne le “soutenons” pas, nous luttons contre lui. Mais **comment** luttons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l’artisanat, au capitalisme pré-monopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà vers le socialisme ! Ce raisonnement, qui tient compte du progrès **objectif**, est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple. Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise non seulement l’ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu’on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l’insurrection armée contre le capitalisme, vers le socialisme ! » (30)

« Mais ce n’est pas tout. Lénine va plus loin : le prolétariat, même après avoir gagné dans **un** pays **capitaliste** (et les révolutionnaires n’ont jamais défendu la simultanéité de la révolution prolétarienne dans tous les pays), a le devoir non seulement de ne pas désarmer, mais de faire la guerre aux pays qui sont encore bourgeois. Un concept très présent dans les écrits de Lénine à l’époque, comme par exemple dans sa *Lettre d’adieu aux ouvriers suisses*, contemporaine des plus célèbres *Lettres de loin* de mars/avril 1917, dans laquelle, faisant l’hypothèse de la prise du pouvoir en Russie par la révolution prolétarienne et envisageant ses toutes premières mesures politiques à l’égard de la guerre, il affirmait :

« 1) Nous proposerions aussitôt la paix à tous les peuples belligérants ; 2) nous publierions nos conditions de paix, qui consistent dans la libération immédiate de **toutes** les colonies et de **tous** les peuples opprimés ou lésés dans leurs droits ; 3) nous commencerions sans tarder et nous achèverions l’émancipation des peuples opprimés par les Grands-Russes ; 4) nous ne nous dissimulons pas un instant que ces conditions seraient **inacceptables** non seulement pour la bourgeoisie monarchique d’Allemagne, mais aussi pour la bourgeoisie républicaine de ce pays, et **non seulement** pour l’Allemagne, mais aussi pour les gouvernements capitalistes de France et d’Angleterre. » (31)

« Et Lénine continue dans sa vibrante revendication d’une attitude révolutionnaire cohérente :

« Nous aurions à soutenir une guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie allemande. [...] **Cette guerre nous la ferions**. Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous sommes les ennemis des guerres impérialistes pour le partage du butin entre capitalistes, mais nous avons toujours déclaré qu’il serait absurde pour le prolétariat révolutionnaire de répudier les guerres révolutionnaires qui peuvent se révéler indispensables **dans l’intérêt du socialisme**. »

« Dans son texte sur le désarmement il affirme :

« La victoire du socialisme dans un seul pays n’exclut nullement, d’emblée, toutes les guerres en général. Au contraire, elle les suppose. Le développement du

capitalisme se fait d’une façon extrêmement inégale dans les différents pays. Il ne saurait d’ailleurs en être autrement sous le régime de la production marchande. D’où cette conclusion inéluctable, le socialisme ne peut triompher simultanément **dans tous** les pays. Il triomphera d’abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou prébourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions, et incitera en outre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l’État socialiste. Dès lors, la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l’émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie [...] C’est seulement après que nous aurons renversé, définitivement vaincu et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier, et non pas simplement dans un seul pays, que les guerres deviendront impossibles. » (32)

« Puissante gifle, non seulement pour les renégats de l’époque, mais aussi pour les partisans ultérieurs de la “coexistence pacifique” et de l’“émulation”. »

LA POLÉMIQUE CONTRE LES POSITIONS DÉFENDUES DANS LA “BROCHURE DE JUNIUS”

S’agissant de la position de guerre anti-impérialiste et des tendances opportunistes, on ne peut manquer d’aborder les positions de la gauche internationaliste allemande par la bouche de ses plus grands représentants, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui au sein du Parti socialiste allemand – le Parti le plus important et le plus influent de la IIe Internationale – ont mené une lutte acharnée contre l’opportunisme, sans oublier que Rosa Luxemburg a été la première à signaler les positions opportunistes de Kautsky et à les combattre. Malgré la lutte contre l’opportunisme, la gauche allemande adopta des positions incorrectes et commit des erreurs théoriques qui, sans annuler sa lutte pour l’antimilitarisme révolutionnaire, en diminuèrent en fait la portée réelle.

Et cela était dû à un ensemble de conditions **objectives** que Lénine mit en évidence : « la gangrène

(30) *Ibidem*, p. 108.

(31) Lénine, *Lettre d’adieu aux ouvriers suisses*, *Œuvres*, mars 1917, tome 23, pp. 399-400 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/04/vil19170408.htm>

(32) cf. *Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, *Œuvres*, septembre 1916, tome 23, pp. 86-87. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/09/pmrp.htm>

(33) Lénine *À propos de la brochure de Junius*, *Œuvres*, tome 22, 1916, p. 330. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/vil191607001.htm>

opportuniste – non seulement sous sa forme la plus ouvertement social-chauvine, mais aussi sous sa forme plus pestilentielle “centriste” et “de gauche” – entourait de toutes parts les révolutionnaires qui, en raison du développement propre au mouvement ouvrier allemand, manquaient d’une “organisation illégale étroitement unie, suivant systématiquement une voie bien à elle et éduquant les masses dans l’esprit des nouvelles tâches : une telle organisation serait obligée de définir nettement son attitude à l’égard de l’opportunisme”. » (33) Et, allant un peu plus loin dans sa critique de la position juste mais insuffisante de Junius, et donc susceptible de tomber dans l’opportunisme, Lénine précise : « *Junius indique très justement, ici même, qu’on ne peut pas “fabriquer” la révolution. La révolution était à l’ordre du jour en 1914-1916, elle était contenue dans la guerre, elle naissait de la guerre. C’est ce qu’il fallait “proclamer” au nom de la classe révolutionnaire en précisant jusqu’au bout, sans crainte, son programme, à savoir : le socialisme, lequel est impossible en temps de guerre sans guerre civile contre la bourgeoisie archi-réactionnaire, criminelle, qui voue le peuple à des calamités sans nom. Il fallait méditer des actions systématiques, coordonnées, pratiques, absolument réalisables quelle que fût la vitesse de développement de la crise révolutionnaire, des actions allant dans le sens de la révolution mûrissante. Ces actions sont indiquées dans la résolution de notre Parti : 1) vote contre les crédits ; 2) rupture de la “paix civile” ; 3) création d’une organisation illégale ; 4) fraternisation des soldats ; 5) soutien de toutes les actions révolutionnaires des masses. Le succès de toutes ces mesures mène inéluctablement à la guerre civile.* » (34)

Mais revenons au texte du parti de 1978 sur les positions de la gauche internationaliste allemande dans la brochure Junius, certainement parmi les plus fermes et les plus cohérentes sur la question de la guerre impérialiste :

« La Brochure de Junius est sans aucun doute le texte le plus complet de la gauche allemande sur la guerre. Rédigée en avril 1915 par Luxemburg (alors détenue à la prison des femmes de Berlin), elle n’a été publiée illégalement qu’en janvier 1916. La première partie contient une analyse magistrale de la guerre en cours et de son caractère totalement impérialiste et montre, sur la base des rapports inter-impérialistes d’avant 1914, comment la guerre a été préparée de longue date, tant sur le plan diplomatique que sur le plan militaire : préparation non pas due à la volonté plus ou moins criminelle des chefs d’État, mais déterminée par le développement même du capitalisme, qui tend inévitablement à s’étendre, créant ainsi en son sein des contradictions irrémédiables, qui ne peuvent être résolues que temporairement par la guerre : celle-ci est donc constamment présente au sein du mode de production capitaliste, même dans les périodes de développement “pacifique”.

« Mais ce fait, affirme Luxemburg, avait été cons-

tamment mis en évidence par les partis sociaux-démocrates de la IIe Internationale, qui avaient dénoncé la politique militariste et impérialiste des puissances européennes comme une menace objective pour la paix. « *Lorsque les bataillons allemands entrèrent en Belgique, lorsque le Reichstag fut mis devant le fait accompli de la guerre et de l’état de siège, il ne s’agit pas d’un coup de tonnerre, d’une situation inédite, d’un événement qui, dans ses connexions politiques, pouvait surprendre le groupe parlementaire social-démocrate. La guerre mondiale, qui a officiellement commencé le 4 août, est celle pour laquelle la politique impérialiste germanique et internationale a travaillé sans relâche pendant des décennies, celle dont la social-démocratie allemande a prophétisé l’approche presque chaque année pendant une décennie, avec la même inlassabilité, celui-là même que les parlementaires, les journaux et les brochures sociaux-démocrates avaient qualifié mille fois de crime impérialiste commis à la légère, qui n’avait rien à voir avec la civilisation ou les intérêts nationaux, qui était en fait exactement le contraire des deux.* » (35)

« Toutes les justifications et arguments « marxistes » des majoritaires sont démolis les uns après les autres : la condamnation des social-chauvins patriotes par Luxemburg est, comme celle de Lénine, sans appel. Ainsi, aux points 11 et 12 des principes directeurs sur les tâches de la social-démocratie :

« 11. *La guerre a fait éclater la IIe Internationale. Sa faillite s’est avérée par son incapacité à lutter efficacement pendant la guerre contre la dispersion nationale et à adopter une tactique et une action communes pour le prolétariat de tous les pays.*

« 12. *Compte tenu de la trahison des représentations officielles des partis socialistes des pays belligérants envers les objectifs et les intérêts de la classe ouvrière, compte tenu du fait qu’ils ont abandonné les positions de l’Internationale pour rallier celles de la politique bourgeoise-impérialiste, il est d’une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale ouvrière qui se charge de diriger et de coordonner la lutte de classe révolutionnaire menée contre l’impérialisme dans tous les pays.* » (36)

« Lorsque Lénine prit connaissance de la brochure, il l’accueillit avec enthousiasme, mais il en releva aussi les insuffisances et les erreurs. Bien entendu, le ton qu’il employa n’était pas celui d’un communiste s’adressant aux social-chauvins, aux opportunistes, aux contre-

(34) *Ibidem*, p. 341.

(35) cf. Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, 1915. <https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/index.html>

(36) cf. Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie. Appendice. Thèses sur les tâches de la social-démocratie*. <https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/rlijf.html>

révolutionnaires en général ; c'était le ton d'un communiste s'adressant à un autre communiste pour tenter de corriger ses "dérapages". La première critique porte sur l'affirmation que «*À l'époque [l'ère] de cet impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme.* » (37)

« Ici aussi, comme, quelques années plus tôt dans *L'Accumulation du capital* Luxemburg sous-estime les poussées anti-impérialistes des populations du monde colonial, dans une tentative de démolir les élucubrations des opportunistes sur la possibilité d'un développement pacifique des puissances impérialistes. Lénine critique sévèrement cette position – qui, d'ailleurs, n'était pas seulement celle de Junius, mais était soutenue non seulement par Radek et Pannekoek, mais aussi par certains bolcheviks comme Boukharine et Piatakov – ; il rappelle qu'en principe, des guerres nationales ne peuvent être exclues même au cœur du capitalisme, c'est-à-dire en Europe (une telle éventualité aurait très probablement un effet négatif sur le mouvement prolétarien, en ce sens qu'elle entraînerait un retard dans le processus historique, bien qu'un effet positif dans le sens d'une accélération de la désintégration des puissances impérialistes elles-mêmes ne puisse être exclu a priori) ; et surtout, il souligne le caractère inévitable des guerres nationales dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, en mettant en évidence le devoir du parti révolutionnaire de les soutenir en tant que facteurs de progrès, et de les lier directement à la lutte révolutionnaire du prolétariat des métropoles dans la perspective de la stratégie planétaire du parti unique visant au renversement du capitalisme.

« Si nous nous sommes arrêtés assez longuement sur l'inexactitude de la thèse suivant laquelle "il ne peut plus y avoir de guerres nationales", ce n'est pas seulement parce qu'elle est manifestement erronée du point de vue théorique. Il serait évidemment bien triste que les hommes "de gauche" se montrent peu soucieux de la théorie du marxisme au moment où la fondation de la IIIe Internationale n'est possible que sur la base d'un marxisme non avili. Mais cette erreur est également très nuisible sur le plan politique et pratique : on en déduit l'absurde propagande du "désarmement", puisqu'il ne peut plus y avoir, dit-on, que des guerres réactionnaires ; on en déduit une indifférence encore plus absurde et franchement réactionnaire envers les mouvements nationaux. Et cette indifférence devient du chauvinisme quand les membres des "grandes" nations européennes, c'est-à-dire des nations qui oppriment une foule de petits peuples et de peuples coloniaux, déclarent sur un ton faussement savant : "Il ne peut plus y avoir de guerres nationales" ! Les guerres nationales **contre** les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et **progressives, révolutionnaires, encore que, naturellement, leur succès** requière ou bien la coordination des efforts d'un

nombre considérable d'habitants des pays opprimés (des centaines de millions dans l'exemple que nous avons cité, celui de l'Inde et de la Chine), ou bien une conjoncture internationale particulièrement favorable (par exemple, que l'intervention des puissances impérialistes soit paralysée par leur affaiblissement, par une guerre entre elles, par leur antagonisme, etc.), ou bien qu'intervienne un soulèvement simultané du prolétariat d'une des grandes puissances contre la bourgeoisie (cette éventualité, la dernière dans notre énumération, vient en fait au premier rang, c'est-à-dire qu'elle est la plus désirable et la plus avantageuse pour la victoire du prolétariat). » (38)

« Cette indifférence à la question coloniale conduit inévitablement à des conclusions paradoxales : à la guerre impérialiste, les révolutionnaires allemands doivent, selon Junius, opposer un « véritable programme national » qui revendique non seulement l'armement populaire, mais aussi l'organisation démocratique de la défense de la patrie. Le programme national, refusé aux pays coloniaux où il a une réelle valeur révolutionnaire, est au contraire revendiqué pour la vieille Europe capitaliste, où il ne peut avoir qu'une signification contre-révolutionnaire : « *L'autre erreur de jugement de Junius concerne la défense de la patrie. C'est la question politique capitale au cours d'une guerre impérialiste. Et Junius nous a confirmés dans la conviction que notre Parti a donné la seule réponse juste : le prolétariat est contre la défense de la patrie dans cette guerre impérialiste étant donné son caractère esclavagiste, réactionnaire et de rapine, étant donné la possibilité et la nécessité de lui opposer la guerre civile pour le socialisme (et de tout faire pour la transformer en guerre civile). Junius, lui, a mis excellemment en lumière le caractère impérialiste de la guerre actuelle, ce qui la distingue d'une guerre nationale, mais en même temps il est tombé dans une erreur fort étrange, en voulant à tout prix accommoder un programme national à la guerre actuelle qui n'est pas nationale [...]. À la guerre du capitalisme hautement développé, ne peuvent objectivement être opposées, du point de vue du progrès, du point de vue de la classe d'avant-garde, que la guerre contre la bourgeoisie, c'est-à-dire avant tout la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir, guerre sans laquelle tout progrès sérieux est impossible, et ensuite, mais seulement dans certaines conditions particulières, la guerre éventuelle pour la défense de l'État socialiste contre les États bourgeois.* » (39)

« La dernière erreur de la brochure de Junius – que Lénine analyse en premier – la plus étroitement liée à

(37) cf. Rosa Luxemburg. <https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/rlijif.html>

(38) cf. Lénine, *À propos de la brochure de Junius*, Œuvres, tome 22, 1916, pp. 335-336.

(39) *Ibidem*, pp. 337 et 340.

la question qui nous occupe ici, concerne l'action politique contre les traîtres, les social-chauvins, les pacifistes, les opportunistes en général, pour la reconstruction de l'Internationale. « *Le principal de ces défauts, [...], c'est le silence de l'auteur sur le lien qui existe entre le social-chauvinisme (il n'emploie ni ce terme, ni l'expression moins précise de social-patriotisme) et l'opportunisme. Il parle très justement de la "capitulation" et de la faillite du parti social-démocrate d'Allemagne, de la "trahison" de ses "chefs officiels", mais il ne va pas plus loin. [...] Il n'est pas question de l'opportunisme ni du kautskisme, pas plus dans la brochure de Junius que dans les thèses ! C'est une faute théorique, car il est impossible d'expliquer la "trahison" sans la mettre en rapport avec l'opportunisme en tant que tendance ayant derrière elle une longue histoire, l'histoire de toute la IIe Internationale. C'est une faute politique pratique, car il est impossible de comprendre "la crise de la social-démocratie" et d'en triompher, sans élucider le sens et le rôle de ces deux tendances : l'une franchement opportuniste (Legien, David, etc.), l'autre, hypocritement opportuniste (Kautsky et Cie). [...] Le plus grand défaut de tout le marxisme révolutionnaire allemand, c'est l'absence d'une organisation illégalement unie, suivant systématiquement une voie bien à elle et éduquant les masses dans l'esprit des nouvelles tâches ; une telle organisation serait obligée de définir nettement son attitude à l'égard de l'opportunisme comme du kautskisme.* » (40)

« L'erreur de Luxemburg – et celle de « tout le marxisme révolutionnaire en Allemagne », comme dit Lénine – a ses racines dans la conception particulière du Parti que la grande révolutionnaire polonaise défendait depuis 1903. Dans son discours au 2e Congrès du POSDR, tout en soutenant les bolcheviks contre les mencheviks dans la revendication du rôle dirigeant du prolétariat et donc de son parti dans la révolution démocratique bourgeoise, elle s'était pourtant rangée contre eux sur la question du parti. En effet, alors que les bolcheviks revendiquaient pour le prolétariat non seulement la préparation **politique** à l'insurrection armée, mais aussi sa préparation "**technique**", Luxemburg soutenait que l'aspect technique ne relevait pas de la compétence du parti, mais qu'il serait traité et résolu **par les masses elles-mêmes** au moment de la révolution : toute préparation "technique" à l'insurrection par le parti entraînerait la transformation de l'organisation de classe en un mouvement purement blanquiste.

« On peut ainsi lire dans son article *Questions d'organisation de la social-démocratie russe* : « *Radicalement différentes sont les conditions de l'activité de la social-démocratie. Elle surgit historiquement de la lutte de classes élémentaire. Et elle se meut dans cette contradiction dialectique que ce n'est qu'au cours de la lutte que l'armée du prolétariat se recrute et qu'elle prend conscience des buts de cette lutte. L'organisation, les progrès de la conscience et le combat ne sont*

pas des phases particulières, séparées dans le temps et mécaniquement, comme dans le mouvement blanquiste, mais au contraire des aspects divers d'un seul et même processus. D'une part, en dehors des principes généraux de la lutte, il n'existe pas de tactique déjà élaborée dans tous ses détails qu'un comité central pourrait enseigner à ses troupes comme dans une caserne. D'autre part, les péripéties de la lutte, au cours de laquelle se crée l'organisation, déterminent des fluctuations incessantes dans la sphère d'influence du Parti socialiste. » (41)

« Et c'est précisément sur la base de cette conception idéaliste que l'on peut comprendre l'attitude de la gauche allemande pendant la guerre : En attendant que les "masses" rompent avec l'opportunisme et régénèrent le parti révolutionnaire, les Spartacistes n'ont pas pris l'initiative de rompre même sur le plan organisationnel avec les social-chauvins, mais ils ont attendu que ces derniers les chassent du SPD ; de même, ils n'ont pas refusé d'adhérer à l'USPD (Parti socialiste indépendant), scission centriste du SPD, qui était d'obédience kautskiste et qui ne les a accueillis que pour avoir une "couverture" à gauche parmi les "masses". Et lorsqu'ils formèrent le Parti Communiste, il était trop tard : le retard du facteur subjectif sur le mouvement instinctif – formidable mais inévitablement chaotique – du prolétariat allemand était désormais impossible à rattraper (42).

« Cette conception du parti, **non comme facteur subjectif** de l'insurrection et de la révolution prolétariennes, **mais comme processus**, comme parti qui suit les masses et qui attend de la classe dans son ensemble l'impulsion pour toutes ses initiatives, **diminuait** inévitablement aussi, comme nous l'avons déjà dit, la signification réelle de la lutte gigantesque et constante pour l'antimilitarisme révolutionnaire menée par la Gauche internationaliste allemande avec Luxemburg et Liebknecht au premier rang. »

(40) *Ibidem*, pp. 329-330.

(41) Rosa Luxemburg, *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, 1904. https://www.marxists.org/francais/luxembur/c_et_d/c_et_d_1.htm

La réponse de Lénine à cet article se trouve dans l'article *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/05/vil19040500.htm>

Lénine envoya cette réponse à Kautsky pour qu'il la publie sur l'organe théorique de la social-démocratie allemande *Die Neue Zeit* où avait paru l'article de Luxemburg, mais Kautsky refusa.

(42) Voir *La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre*, brochure *Le prolétaire*, n° 32, février 2009, sur notre site https://www.pcint.org/40_pdf/18_publication-pdf/FR/32_tragedie-2009-w.pdf

Ce n'est pas le nationalisme, mais la lutte pour la révolution prolétarienne communiste qui permettra d'en finir avec les massacres qui n'ont cessé de ponctuer l'histoire du Moyen- Orient au cours des cent dernières années

Avec la guerre de 1967, Israël, après avoir mis en déroute les armées arabes, avait pris possession non seulement du Golan syrien et du Sinaï égyptien, mais aussi de la Cisjordanie et de Gaza, où les Palestiniens avaient été confinés à la suite des vagues d'expropriations qui avaient commencé en 1948 avec la constitution d'Israël en tant qu'État indépendant ; et tout au long de la période allant jusqu'aux accords de Camp David de 1978 (par lesquels l'OLP a été contrainte de reconnaître Israël comme entité étatique), la lutte armée palestinienne, menée par les différentes formations de l'OLP dans le but d'établir l'État de Palestine en détruisant Israël, s'est achevée de la pire des manières : la Cisjordanie et Gaza sont devenues des cages dans lesquelles les Palestiniens qui n'avaient pas fui vers la Jordanie, le Liban, la Syrie ou l'Égypte étaient en fait emprisonnés, systématiquement réprimés, sous surveillance des forces militaires israéliennes et des forces de répression de l'OLP (qui deviendra plus tard l'Autorité Nationale Palestinienne) elles-mêmes, et généralement réduits à une survie plus que précaire. La guérilla des différentes formations de l'OLP, depuis sa création en 1964, s'est rapidement révélée totalement inefficace et illusoire par rapport à l'objectif poursuivi, et ce, non seulement en raison de la puissante machine de guerre israélienne, mais aussi en raison des actions répressives de tous les États arabes dans lesquels les Palestiniens avaient trouvé refuge (le *Septembre noir* en Jordanie et le *massacre de Tall-el-Zaatar* au Liban sont des emblèmes de la « solution finale » par laquelle chaque État arabe a tenté de « résoudre la question palestinienne »). La solidarité arabe intéressée des différents États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ne s'est pas limitée à tenir éloignés le plus possible les Palestiniens de leurs territoires – tout en nourrissant hypocritement en premier lieu l'idée d'une « Grande Palestine », puis de « deux peuples, deux États » – mais a tendu par tous les moyens à rejeter les Palestiniens dans la gueule de son principal bourreau : Israël.

Dans l'aire moyen-orientale, telle une zone dévastée en permanence par les « séismes », alors que l'illusoire « unité arabe » s'était complètement effondrée et que

le long cycle des luttes anticoloniales en Afrique et en Asie touchait à sa fin, se déclenchait la soi-disant « révolution islamique » de 1979 en Iran, qui a renversé le Shah – gendarme en second après Israël pour le compte de l'impérialisme occidental dans la vaste région du Moyen-Orient. Les événements iraniens sont alors apparus comme une violente secousse qui devait affaiblir les impérialismes occidentaux, et l'impérialisme américain en particulier, et rallumer le feu des révoltes arabes dans tout le Moyen-Orient sur la vague du fondamentalisme islamique qui liait tous les peuples de la région d'une manière ou d'une autre. Il est indéniable que la première puissance impérialiste mondiale a subi un coup dur dans sa course au contrôle total d'une région qui, gorgée de pétrole, constituait un point stratégique de première importance pour tout impérialisme. Au cours de ces décennies, l'impérialisme américain avait remplacé dans cette aire le classique colonialisme britannique et français, il avait écrasé les tentatives de pénétration de l'impérialisme russe et manœuvré le destin des peuples du Moyen-Orient, et bien sûr des Palestiniens, par le biais de dollars et d'armements destinés à Israël, ainsi que par des accords successifs avec l'Égypte et les puissances pétrolières, en particulier l'Arabie saoudite. Mais toutes ces négociations et ces accords faits, défaits, refaits, n'ont pas empêché les régimes des pays du Moyen-Orient de se battre les uns contre les autres pour s'emparer d'une nouvelle tranche de pouvoir par rapport à ce qu'ils avaient déjà obtenu, en utilisant, non seulement les alliances interarabes pour empêcher Israël d'étendre son territoire au-delà de la vallée du Jourdain et du Sinaï, mais aussi la lutte pour l'indépendance palestinienne (financée à dessein), d'une part, pour maintenir Israël occupé dans une guerre interne et, d'autre part, pour empêcher la lutte du prolétariat palestinien de sortir du terrain démocratique-bourgeois pour entrer sur le terrain de la véritable et brute lutte de classe. Ce qu'aucun État ni aucune puissance impérialiste ne souhaitait, c'était que le Moyen-Orient ne devienne le berceau de la lutte révolutionnaire de nature prolétarienne !

Les paysans palestiniens, violemment dépossédés de

leurs terres, ont ainsi été transformés de force en prolétaires, en main-d'œuvre à la disposition de tous les capitalistes qui voulaient les exploiter, qu'ils soient israéliens, libanais, syriens, jordaniens, égyptiens ou palestiniens. Le capitalisme, ce monstrueux système économique et social d'exploitation du travail humain, bien qu'en retard par rapport à l'Europe et à de nombreuses autres régions du monde, était en train de s'enraciner dans les pays arabes avec toute la violence cynique dont il se montrait capable ; mais en se développant, il créait en même temps une masse de travailleurs salariés, de prolétaires, que les événements historiques avaient mis en situation de devoir se battre contre tout et contre tous seulement pour survivre jour après jour.

Après des décennies de massacres par les prétendus "pays frères" et d'oppression directe par la bourgeoisie israélienne, le sort du peuple palestinien et la lutte menée par sa bourgeoisie pour la "libération de la Palestine" ont atteint leur point le plus bas dans l'absolu : la possibilité de formation d'un *État national palestinien*, présentant les caractéristiques matérielles d'un État indépendant issu de la lutte bourgeoise, mais au moins *national-révolutionnaire* (continuité du territoire, gouvernement politique sous forme de république, ressources agricoles et industrielles de base, marché intérieur, etc.), était définitivement révolue. Les masses palestiniennes, véritables "étrangers dans leur patrie", transformées dans leur écrasante majorité en prolétaires, en sans réserve, en salariés sans droits, ont été contraintes de migrer constamment de ce qui était autrefois leur terre à l'intérieur de territoires dont d'autres avaient pris possession. Leur lutte, leur résistance, pendant des décennies, engluée dans les intrigues d'une bourgeoisie palestinienne vendue à l'une ou l'autre puissance régionale ou internationale pourvu de préserver des privilèges de caste, a été mille fois trahie, sabotée, piégée et détournée, contribuant de manière décisive à la réalisation de l'objectif visé par tous les acteurs présents au Moyen-Orient (sionistes, impérialistes euro-américains et russes, potentats arabes), malgré les antagonismes dans leurs relations réciproques : **désamorcer la potentielle lutte de classe du prolétariat palestinien** – la seule qui aurait pu et, hypothétiquement pourrait encore, embraser tout le Moyen-Orient dans l'unique perspective de résoudre tous les problèmes qui se sont développés dans la région, concernant à la fois les questions "nationales" toujours non résolues (palestiniennes, yéménites, kurdes pour ne citer que les principales), ainsi que les relations de dépendance vis-à-vis des puissances impérialistes occidentales et orientales – en bloquant la perspective de la **révolution prolétarienne**, la révolution qui ne connaît pas de frontières et dont le véritable moteur n'est pas l'unité nationale, mais l'**unification de classe** dans la lutte anti-bourgeoise de tous les prolétaires de la région et du monde entier.

Aux massacres qui ont marqué l'histoire des masses

palestiniennes depuis 1920, s'ajoute aujourd'hui l'énorme carnage qu'Israël est en train de perpétrer à Gaza après l'attaque meurtrière menée par les miliciens du Hamas le 7 octobre dernier contre les kibboutzim israéliens à la frontière de Gaza (faisant plus de 1 400 morts, 3 000 blessés et 240 otages cachés dans les tunnels de Gaza). À l'heure où nous écrivons ces lignes, à Gaza, assiégée de toutes parts, on dénombre plus de 11 000 morts, des bombardements quotidiens et des hôpitaux détruits ; depuis plus de vingt jours, depuis le début des bombardements israéliens sur Gaza, la population civile n'a reçu ni nourriture, ni eau, ni médicaments, ni carburant, tandis que l'électricité a été volontairement coupée ; depuis deux semaines, Israël et l'Égypte arrêtent les camions d'aide qui se concentrent au point de passage de Rafah, et les Gazaouis du nord, systématiquement bombardés, sont contraints de se déplacer vers le sud, s'entassant dans ce qui est en train de devenir une immense fourmilière invivable.

Le Hamas, tout comme l'OLP d'Arafat et comme l'ANP d'Abou Mazen, est une organisation politique et armée bourgeoise qui utilise tous les moyens pour se tailler une part de pouvoir dans une région où la loi voyage à coup de fusils et de canons (et aujourd'hui aussi de missiles), en se drapant dans l'idéologie usée d'un nationalisme qui n'a plus historiquement aucune valeur révolutionnaire, mais qui fonctionne malheureusement encore comme une justification de son pouvoir et de sa guerre. D'autre part, on peut difficilement penser que le Hamas ne savait pas que son incursion meurtrière du 7 octobre recevrait une riposte sans précédent de la part d'Israël, massacrant une population civile qui n'a aucune échappatoire, ni au nord vers le Liban, ni au sud vers l'Égypte, et encore moins vers la pleine mer. Ainsi, le cannibalisme israélien va de pair avec le cannibalisme du Hamas.

Au nationalisme palestinien répond le nationalisme juif, au terrorisme du Hamas répond le terrorisme d'État d'Israël, étouffant ainsi l'idée même d'un soulèvement prolétarien à Gaza, comme ce fut le cas dans le ghetto de Varsovie en 1943. Le gouvernement israélien dirigé par Netanyahu a déclenché, après le 7 octobre, l'exécution de la menace attendue : *l'élimination totale du Hamas !*, sachant parfaitement que pour l'éliminer – ou du moins pour le rendre inoffensif pendant longtemps – il devra raser au sol Gaza, comme les nazis l'ont fait avec le ghetto de Varsovie ; à condition que les États-Unis permettent à Netanyahu de poursuivre un tel objectif. Le fait est que le « problème palestinien » ne se limite pas à Gaza, à la Cisjordanie ou à Jérusalem-Est, et qu'il ne concerne pas uniquement Israël. Il est devenu depuis longtemps un problème *international*, tant du point de vue bourgeois que du point de vue prolétarien. Ce sont les événements mêmes, liés aux révoltes palestiniennes et à leur répression, en Israël comme dans tous les autres États arabes, qui montrent comment, dans toute l'aire moyen-orientale, la "question palestinienne" n'est plus seulement une question "pa-

lestinienne”, mais une question internationale.

Certes, l’absence d’un État palestinien indépendant, reconnu par les autres États – et dans lequel se déroule une vie sociale et politique qui ne soit pas régie par un harcèlement constant, par la torture, le racisme, la répression et l’absence de tout droit civil, pour les masses palestiniennes déshéritées et pour le prolétariat palestinien – pèse objectivement comme un bloc de pierre ; que le peuple palestinien aspire donc, comme dans d’autres pays civilisés, à ne pas vivre en tant que réfugié perpétuellement en marge d’une société qui le rejette, est tout à fait naturel. D’autre part, l’aspiration, totalement bourgeoise et démocratique, à un État indépendant n’est pas un fait isolé, elle fait partie de l’histoire de la classe bourgeoise qui, avec la révolution politique et le développement du capitalisme, a démantelé les formes sociales du féodalisme et du despotisme asiatique d’une manière certainement inégale dans les différentes régions du monde, mais de telle sorte qu’aujourd’hui aucun pays, même le plus arriéré économiquement et socialement, n’a la possibilité de réaliser sa propre histoire sans être fortement conditionné par le capitalisme mondial et, surtout après la deuxième guerre impérialiste mondiale, par les puissances impérialistes qui dominent le monde.

RETOURNONS À LÉNINE ET À LA “QUESTION DU DROIT DES NATIONS À DISPOSER D’ELLES-MÊMES”

Cette réalité incontestable conduit certaines formations politiques qui se disent communistes, révolutionnaires ou même liées à (ou héritières de) la Gauche Communiste d’Italie, à nier qu’il existe encore une “question nationale palestinienne” et à soutenir que pour les prolétaires palestiniens, comme pour toute population opprimée par d’autres peuples, ce problème n’est plus d’actualité et qu’ils doivent donc se tourner *uniquement* vers la révolution prolétarienne internationale à laquelle sont appelés tous les prolétaires, de quelque nationalité, de quelque pays qu’ils soient. Une vieille position proudhonienne que celle-ci, déjà combattue par Marx et plus tard par Lénine. En pratique, cela revient à dire que, pour les Palestiniens, le problème de la lutte contre l’*oppression nationale* qu’ils subissent n’existe pas, et pour les prolétaires israéliens (arabes et juifs), comme s’ils n’avaient pas pour tâche, tout d’abord, de lutter contre cette oppression exercée par *leur* bourgeoisie *nationale*. Il y a des nations dominantes et des nations opprimées, et ceci est, pour Lénine, un point central pour tout communiste car il « *représente l’essence de l’impérialisme* » ; cette division entre les nations est « *incontestablement capitale du point de vue de la lutte révolutionnaire contre l’impérialisme. C’est de cette division que doit procéder notre définition du “droit des nations à disposer d’elles-mêmes”, une définition démocratique conséquente, révolutionnaire et conforme à la tâche générale de la lutte immédiate pour le*

socialisme. Agissant au nom de ce droit et en exigeant qu’il ne soit pas seulement reconnu du bout des lèvres, les social-démocrates [terme de 1915 qui équivaut aujourd’hui aux communistes révolutionnaires, NDLR] des nations oppressives doivent revendiquer la liberté de séparation au bénéfice des nations opprimées, car autrement la reconnaissance de l’égalité en droits des nations et de la solidarité internationale des ouvriers ne serait en réalité qu’un mot creux et une tartuferie. Quant aux social-démocrates [c’est-à-dire les communistes révolutionnaires] des nations opprimées, ils, poursuit Lénine, doivent défendre au premier chef l’unité et l’alliance des ouvriers des nations opprimées avec ceux des nations oppressives, sinon ces social-démocrates deviendront forcément les alliés de telle ou telle bourgeoisie nationale, toujours prête à trahir les intérêts du peuple et de la démocratie, toujours prête, pour sa part, à annexer et à opprimer d’autres nations. » (1) Rappelant les positions de Marx et Engels sur la “question irlandaise”, Lénine affirme que « *l’internationalisme du prolétariat anglais aurait été une phrase hypocrite si lui-même n’avait pas réclamé la séparation de l’Irlande.* » D’autre part, Lénine se référerait également à la résolution du Congrès socialiste international de Londres en 1896 qui reconnaissait l’autodétermination des nations, résolution complétée par les indications tactiques que Lénine lui-même a précisées dans les textes consacrés à cette question entre 1914 et 1916. Nos innovateurs du marxisme diront : mais beaucoup d’eau a coulé sous les ponts depuis les années 1860-1870 de Marx et Engels, et 1915 de Lénine ; nous sommes maintenant en pleine phase impérialiste dans laquelle la révolution bourgeoise démocratique n’est plus à l’ordre du jour ; par conséquent, ce qui était valable à l’époque est maintenant dépassé, n’est plus valable. Ils ont eu le courage de dire carrément que Marx, Engels, Lénine ne pouvaient pas prévoir que le capitalisme, dans sa phase impérialiste, rendrait toute question “nationale” totalement anachronique, anti-historique, dépassée, et que le prolétariat de n’importe quelle nation, qu’elle soit *dominante* ou *opprimée*, ne devait plus s’en occuper... Ils “oublient” notamment que Marx a toujours subordonné – mais jamais supprimé – la “question nationale” à la “question ouvrière” à la question de la “révolution prolétarienne”, ce qui a toujours été le cas pour Lénine et la Gauche Communiste d’Italie.

Malgré les positions qui nient le droit à l’autodétermination parce que l’impérialisme conduirait les prolétaires de tous les pays, plus encore que dans les phases précédentes du développement capitaliste, à devoir lutter directement pour le socialisme, Lénine, après avoir

(1) cf. Lénine, *Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d’elles-mêmes*, octobre 1915. *Œuvres complètes*, Éditions Sociales et Éditions du Progrès, 1976, tome 21, pp. 425 et 426.

affirmé que « *L'impérialisme a fait que de nos jours [nous sommes en pleine guerre impérialiste mondiale, NDLR] l'oppression des nations par les grandes puissances est devenue un phénomène général* », il affirme que « *un socialiste [aujourd'hui nous disons un communiste révolutionnaire, NDLR] appartenant à une nation oppressive et qui ne mène pas, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, une propagande en faveur de la liberté de séparation des nations opprimées n'est ni un socialiste, ni un internationaliste, mais un chauvin !* » (2) Lénine insiste et souligne fortement la question de la liberté des nations opprimées de se séparer : « *Cette revendication n'est pas indépendante de notre lutte révolutionnaire pour le socialisme ; au contraire, nous la formulons parce que cette lutte ne serait qu'un vain mot si on ne la rattachait pas étroitement à la prise de position révolutionnaire touchant toutes les questions démocratiques, y compris la question nationale.* » Et, pour éviter toute équivoque, il répète : « *Si nous réclamons la liberté d'autodétermination, c'est-à-dire l'indépendance, c'est-à-dire le droit de séparation pour les nations opprimées, ce n'est pas que nous visions au morcellement économique, ni que nous souhaitons la formation de petits États ; c'est au contraire parce que nous voulons de grands États, parce que nous sommes pour le rapprochement et même la fusion des nations, mais sur une base réellement démocratique, réellement internationaliste, qui est inconcevable sans la liberté de séparation. De même que Marx réclamait en 1869 la séparation de l'Irlande [de l'Angleterre], [...] dans l'intérêt de la lutte révolutionnaire du prolétariat anglais, nous estimons que le refus des socialistes de Russie d'exiger pour les nations le droit à l'autodétermination au sens que nous venons d'indiquer constitue une trahison pure et simple de la démocratie, de l'internationalisme et du socialisme.* » (3)

Ainsi, pour Marx et Lénine, les intérêts de la lutte révolutionnaire du prolétariat ne peuvent pas ne pas inclure, dans le cas de l'oppression nationale, la lutte pour la liberté de séparation de la nation opprimée de la nation oppressive. Il est clairement dit qu'il s'agit d'une revendication politique immédiate et démocratique. Mais précisément parce que la lutte prolétarienne est contre toute oppression capitaliste, d'autant plus à l'époque impérialiste, et bien qu'à l'époque impérialiste les revendications démocratiques puissent être « réalisées », mais de manière incomplète (ce sont les mots de Lénine) et parfois de manière « pacifique » (comme par exemple la séparation de la Norvège et de la Suède en 1905, ou la séparation de la Slovaquie et de la République tchèque en 1993), il ne s'ensuit pas du tout que le communisme révolutionnaire doive renoncer à la lutte immédiate et décisive pour ces revendications ; le vrai problème est de les formuler « *non pas en réformistes, mais en révolutionnaires ; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant ; non pas en se contentant d'interven-*

tions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale [par exemple, du droit de grève au droit à l'autodétermination des nations opprimées, NDLR] jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie. » En bref, le droit des nations opprimées à l'autodétermination n'est que « *l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale* » (4).

Pour que cette position ne rende pas les prolétaires, et les communistes, prisonniers de la logique de la politique nationaliste bourgeoise, les éloignant de leur tâche révolutionnaire historique, il faut soutenir, comme le dit Lénine, que « *Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits États et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion.[...] De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer.* » (5) Tous ceux qui ne sont pas d'accord avec ce qu'affirme Lénine sont libres d'abandonner Lénine, le marxisme et la Gauche Communiste d'Italie et de se jeter dans les bras de l'utopisme petit-bourgeois de « gauche », qui, tout en brandissant le drapeau de la révolution mondiale de demain qui « unira » (on ne sait par quelles actions) les prolétaires de toutes les nations, opprimées et dominantes, abandonne les prolétaires d'aujourd'hui à la division entre ceux qui font partie des nations opprimées et ceux qui font partie des nations dominantes, en favorisant en fait l'oppression nationale.

La petite-bourgeoisie croit au capitalisme « pacifique », à l'équilibre démocratique graduel entre toutes les classes sociales et, par conséquent, à une égalité éthérée des nations sans tenir compte de la réalité de la lutte des classes et de son exacerbation dans n'importe quel régime, même dans un régime démocratique. Sous l'impérialisme, l'oppression des petites nations devient un phénomène général, et s'accroît à mesure que se

(2) *Ibidem*, pp. 427 et 429.

(3) *Ibidem*, p. 430.

(4) cf. Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (Thèses)*, janvier-février 1916. *Œuvres complètes*, Éditions Sociales et Éditions du Progrès, 1977, tome 22, pp. 158 et 159. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm>

(5) *Ibidem*, p. 159.

Massacres Moyen-Orient

développent les antagonismes inter-impérialistes, tout en augmentant les facteurs d'affrontement et de guerre entre nations, entre États. L'union pacifique des nations – pour laquelle les principales puissances impérialistes ont formé en 1919 la Société des Nations, qui a échoué lamentablement avec le déclenchement de la deuxième guerre impérialiste mondiale, et qui est ensuite devenue l'Organisation des Nations Unies en héritant des mêmes objectifs trompeurs de paix mondiale – était et est restée l'illusion typique de la petite bourgeoisie, mais utile à l'idéologie bourgeoise qui veut faire passer le capitalisme pour un système fondamentalement « pacifique ». Une utopie petite-bourgeoise partagée par toutes les forces de l'opportunisme politique et syndical qui influencent négativement les masses prolétariennes du monde, à laquelle les communistes révolutionnaires doivent opposer, comme le dit Lénine, la réalité de la division du monde en nations dominantes et opprimées.

La reconnaissance de cette division, du point de vue prolétarien et communiste, implique une attitude différente pour le prolétariat des nations dominantes et celui des nations opprimées : « *Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement "désagréable" pour la bourgeoisie impérialiste, des frontières des États fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces États ; autrement dit, il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées de "sa" nation. Sinon, [...] ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles* ». Dans le cas qui nous occupe, cela s'applique au prolétariat israélien. Les communistes révolutionnaires des nations opprimées, en revanche, « *doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes [...] ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine* » (6). La tâche des prolétaires des nations opprimées n'est certes pas simple, mais s'ils veulent que leur lutte contre l'oppression nationale soit couronnée de succès, ils

doivent emprunter la voie indiquée par Lénine, faute de quoi ils seront constamment emprisonnés dans les griffes réactionnaires de leur propre bourgeoisie et de celles de la bourgeoisie dominante. Même la tâche des prolétaires des nations dominantes n'est pas facile en ce qui concerne la question des nations opprimées, car ils doivent surmonter les barrières idéologiques, politiques et sociales que les bourgeoisies dirigeantes entretiennent constamment en s'appuyant sur les privilèges économiques et les droits civils qui leur sont accordés (mais pas aux peuples et aux prolétaires des nations opprimées) et qui les privilégient par rapport aux prolétaires des nations plus faibles. Des tâches différentes, puisque les premiers, pendant un certain temps, doivent lutter aux côtés des bourgeoisies des nations opprimées elles-mêmes contre les bourgeoisies dominantes, et ensuite retourner leurs fusils contre leurs propres bourgeoisies nationales, et que les autres doivent lutter contre leurs propres bourgeoisies dominantes pour l'autodétermination des nations qu'elles oppriment, sachant qu'ils peuvent perdre les privilèges qui les distinguent des prolétaires des nations opprimées, mais, précisément parce qu'ils sont prolétaires, qu'ils peuvent compter sur l'unité de classe dans la perspective de la révolution prolétarienne internationale pour lutter contre toutes les oppressions bourgeoises. Un peuple qui opprime d'autres peuples ne peut être libre, disaient Marx et Engels, et Lénine le répétait. Un prolétariat qui, par son attitude passive, permet à sa propre bourgeoisie d'opprimer d'autres nations peut-il être libre ? Évidemment non, car sa propre bourgeoisie ne se contente pas d'opprimer d'autres nations, et d'autres prolétariats, mais continue d'opprimer et d'exploiter aussi son propre prolétariat autochtone, même si elle lui concède quelques miettes tirées de l'exploitation des autres nations ; miettes qu'elle est d'ailleurs prête à reprendre dans les phases de récession de sa propre économie ou lors de crises plus graves.

Mais Lénine ne se contente pas de souligner la nécessité de toujours considérer le point de vue entre nations dominantes et nations opprimées. Il nous donne à lire la réalité impérialiste en en tirant les leçons nécessaires pour la lutte révolutionnaire en toutes circonstances. Il écrit qu'« *il faut distinguer trois principaux types de pays* » (7) :

« *Premièrement, les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et les États-Unis. Les mouvements nationaux progressistes bourgeois y ont depuis longtemps pris fin. Chacune de ces "grandes" nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur de ses frontières. Les tâches du prolétariat des nations dominantes y sont précisément celles du prolétariat de*

(6) *Ibidem*, pp. 160 et 161.

(7) *Ibidem*, pp. 163 et 164.

l'Angleterre, au XIXe siècle, à l'égard de l'Irlande. » Depuis que l'impérialisme a fait de l'oppression des nations par les grandes puissances un phénomène général, ce problème n'a pas disparu de l'horizon de la lutte prolétarienne, il s'est même aggravé. En supposant, et sans le concéder, que toutes les colonies se soient "libérées" de l'oppression nationale exercée par les anciennes puissances colonialistes, quoi qu'il en soit l'oppression nationale au sein des pays capitalistes avancés demeure (les Palestiniens, les Kurdes, etc. sont là pour le démontrer). Les tâches du prolétariat des pays capitalistes avancés par rapport à ce problème n'ont donc pas changé.

« *Deuxièmement, l'Est de l'Europe : l'Autriche, les Balkans et surtout la Russie. C'est au XXe siècle que s'y sont particulièrement développés les mouvements nationaux démocratiques bourgeois et que la lutte nationale y a pris un caractère particulièrement aigu. Dans ces pays, les tâches du prolétariat, tant pour achever la transformation démocratique bourgeoise que pour aider la révolution socialiste dans les autres pays, ne peuvent pas être menées à bien s'il n'y défend pas le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Particulièrement difficile et particulièrement importante y est la tâche consistant à fusionner la lutte de classe des ouvriers des nations oppressives et des ouvriers des nations opprimées.* » La conclusion de la première guerre impérialiste mondiale a entraîné l'effondrement de l'Autriche des Habsbourg et la formation agitée d'une série de nations indépendantes dans toute l'Europe de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Ukraine, tandis que les divers peuples slaves du sud ont fusionné en Yougoslavie et que les Trois Vénéties ont été absorbées par l'Italie) ; en 1917, en pleine guerre mondiale, la révolution du prolétariat en Russie a donné le coup d'envoi au mouvement révolutionnaire européen et mondial dans lequel – comme le résume Lénine dans ce deuxième point – deux tâches historiques s'entremêlaient, la tâche démocratique bourgeoise et la tâche socialiste prolétarienne pour lesquelles Lénine avait magnifiquement esquissé la tactique communiste (dont l'objectif fondamental était la fusion de la lutte de classe des travailleurs des pays dominants et des travailleurs des pays opprimés), comme on peut le voir dans les citations que nous avons données.

« *Troisièmement, les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1 000 millions d'habitants [à l'époque, la population mondiale était d'environ 2 milliards et demi, NDLR]. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les*

plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) contre les puissances impérialistes qui les oppriment. » [les caractères gras sont de nous] Preuve du rattachement au « fil du temps » de notre parti, cette position a également été résolument réaffirmée par nous dans les trente années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale en ce qui concerne les mouvements coloniaux, au point qu'elle a été l'une des raisons de l'affrontement et de la scission avec les camarades qui ont suivi plus tard le groupe de Damen (*Battaglia comunista*) (8). Il est évident que la victoire de la révolution bolchevique en octobre 1917, l'effort pour mettre fin à la guerre même au prix de la perte de territoires importants (voir le Traité de Brest-Litovsk, 1918), la fondation de l'Internationale Communiste (1919), le soutien actif à la lutte des peuples non blancs (voir le Congrès de Bakou, 1920) et la guerre civile contre les armées blanches qui a duré jusqu'en 1921, ont eu une influence significative sur les mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale. Seulement l'alliance entre les forces impérialistes qui tentaient d'étouffer la révolution russe et, avec elle, la révolution dans le monde, ainsi que la contre-révolution stalinienne ont bloqué le mouvement révolutionnaire prolétarien en Europe, en Asie, aux Amériques et en Afrique, au point de le détourner complètement sur le terrain du nationalisme et de l'impérialisme bourgeois, même dans les pays oppresseurs. Le massacre des prolétaires et des communistes chinois qui se sont soulevés à Canton et à Shanghai en 1927, facilité par la politique contre-révolutionnaire stalinienne, a porté le coup de grâce aux possibilités que le mouvement révolutionnaire mondial avait dans le contexte historique ouvert avec la première guerre impérialiste mondiale et la révolution en Russie. Cela ne signifie pas que les indications politico-tactiques de Lénine soient devenues caduques.

Si l'objectif de Marx, sur la question irlandaise, était

(8) Il existe de nombreux textes du parti consacrés à la question nationale et coloniale, mais nous voudrions signaler ici, en particulier, les *Fattori di razza e nazione nella teoria marxista*, de 1953 (dans *il programma comunista*, du n° 16 au n° 20 de 1953 ; puis en volume, Iskra Edizioni, Milan, 1976). Édition française : *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, Éditions Prométhée, Paris, novembre 1979 ; et *Le lotte di classi e di Strati nel mondo dei popoli non bianchi, storico campo vitale per la critica rivoluzionaria marxista* (La lutte des classes et des couches sociales dans le monde des peuples non blancs, champ historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste), 1958 (dans *il programma comunista*, n° 3 à n° 6, 1958 ; puis dans la réimpression *il comunista*, juillet 1985).

Massacres Moyen-Orient

d'éduquer les travailleurs anglais à l'internationalisme prolétarien, le même objectif s'appliquait à Lénine et à la Gauche Communiste d'Italie. Il n'y a aucune raison historique pour que cette tactique doive être effacée des tâches qui incombent, en premier lieu, aux communistes révolutionnaires et, bien sûr, aux prolétaires les plus avancés et conscients de leurs intérêts *de classe*. Répétons-le : avec l'impérialisme, l'oppression des pays dominants sur les populations dominées s'est accrue, elle n'a pas diminué. Le fait que de nombreuses colonies qui existaient en 1920 n'existent plus – ou au mieux, qu'elles ont conquis leur indépendance politique et formé leurs propres États nationaux, mais du point de vue de la dépendance vis-à-vis du marché mondial dominé par les puissances impérialistes, celle-ci n'a pas diminué mais s'est énormément accrue – a montré que dans les pays semi-coloniaux et les colonies, les mouvements démocratiques bourgeois, même s'ils sont révolutionnaires (par rapport aux conditions politiques, économiques et sociales antérieures), le progrès bourgeois et le développement du capitalisme national n'ont pas fait disparaître les contradictions fondamentales du capitalisme : exploitation toujours plus intense du travail salarié, oppression systématique de la femme, oppression systématique des minorités nationales. L'aspect historiquement positif du progrès capitaliste dans de nombreuses régions du monde autrefois très arriérées est la transformation de vastes masses de paysans en prolétaires, renforçant également dans ces pays la principale contradiction sociale : l'antagonisme de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, fournissant ainsi à l'avenir de la lutte des classes des bataillons prolétariens beaucoup plus nombreux et moins intoxiqués par le collaborationnisme opportuniste interclassiste que ne l'ont été et ne le sont encore aujourd'hui les prolétaires des vieux mais puissants pays impérialistes.

Lénine affirmait que pour l'éducation révolutionnaire des masses, les « *socialistes* [c'est-à-dire les communistes révolutionnaires, NDLR] *devront expliquer aux masses que les socialistes anglais qui ne demandent pas la liberté de séparation pour les colonies et pour l'Irlande ; les socialistes allemands qui ne demandent pas la liberté de séparation pour les colonies, pour les Alsaciens, pour les Danois, pour les Polonais, ne font pas de propagande révolutionnaire immédiate et d'action révolutionnaire de masse contre l'oppression nationale [...]; les socialistes russes qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., etc., que ces socialistes agissent en chauvins, en laquais des monarchies impérialistes et de la bourgeoisie impérialiste qui se sont couvertes de sang et de boue.* » (9) Les événements historiques qui ont suivi la première guerre impérialiste mondiale, bien qu'ils aient apporté l'indépendance à de nombreux pays et colonies anciennement dominés, n'ont pas effacé l'oppression nationale exercée par les nations dominantes. Aux anciennes puissances coloniales, qui se sont

ensuite transformées en puissances impérialistes, se sont adjoints d'autres pays qui, comme Israël, ont été spécifiquement créés pour servir de gendarmes régionaux pour le compte des impérialistes dominants.

L'oppression des peuples les plus faibles, qui s'est en général accrue avec l'impérialisme, a ainsi pris, dans certaines régions de la planète, le visage de la nation qui s'est substitué au rôle direct du colonialisme/impérialisme antérieur, permettant ainsi aux puissances impérialistes qui dominent réellement le monde, de jouer la carte diplomatique de la négociation entre deux peuples qui, sur un même territoire – comme justement les Palestiniens et les Israéliens –, se disputent l'indépendance réciproquement. L'ONU, dès 1947, a adopté la résolution pour la constitution de deux États pour les deux peuples dans le territoire appelé Palestine, et l'a présentée comme la solution au conflit judéo-palestinien pour laquelle elle a impliqué deux pays arabes, l'Égypte et la Jordanie (qui occupaient militairement les territoires habités par les Palestiniens). Pour qu'une telle résolution soit mise en œuvre, il aurait fallu que l'Égypte et la Jordanie contribuent de manière décisive à la création de l'État palestinien ; en réalité, ni eux ni Israël – qui est devenu en 1948 un État internationalement reconnu – n'ont souhaité la naissance de cet État, sabotant systématiquement toute initiative visant à en faire un fait accompli. Au fil des décennies, non seulement Israël, mais aussi tous les États arabes dans lesquels les Palestiniens se réfugiaient pour fuir les persécutions et les massacres, ont continué à saboter la naissance de cet État, transformant la population palestinienne en une masse de prolétaires à exploiter et, le cas échéant, en chair à canon. Tout cela en dit long sur les déclarations des puissances impérialistes qui, en plus de contrôler l'ONU, contrôlent directement et indirectement les forces politiques (et militaires) impliquées dans l'éternel conflit du Moyen-Orient. L'objectif des pays comme l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie, c'est-à-dire des pays arabes les plus directement impliqués dans la lutte des Palestiniens contre l'oppression nationale, n'a jamais été de contribuer à la naissance d'un État palestinien indépendant, mais de "détruire" Israël, de prendre possession d'une partie du territoire de Palestine et de soumettre la population palestinienne qui de paysanne était en train de se transformer en prolétaire.

Détruire Israël ? Ils ont bien essayé quatre fois en 25 ans (en 1948-49, 1956, 1967 et 1973), soit directement, soit par le biais de la guérilla menée par l'OLP. Ils n'ont pas réussi, non seulement parce qu'ils se sont heurtés à un État moderne, militairement bien organisé et soutenu par les impérialismes occidentaux les plus

(9) cf. Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (Thèses)*, op. cit., tome 22, p. 167.

puissants, en particulier les États-Unis, mais aussi parce que, tant dans les plans de l'impérialisme que dans ceux des États arabes déjà formés après la première, et surtout après la deuxième guerre impérialiste mondiale, la constitution d'un État palestinien n'était pas réellement envisagée. La petite histoire de "deux peuples, deux États", qui revient sur le tapis encore en ces jours où Israël est en train de raser au sol une partie non négligeable de Gaza sous prétexte d'éliminer le terrorisme représenté par le Hamas, ils n'y ont jamais cru, eux, et personne n'y croit plus désormais. La bourgeoisie palestinienne qui, après l'OLP, s'est organisée dans l'ANP avec la bénédiction des puissances impérialistes, attend des États-Unis – les vrais maîtres d'Israël – et des pays arabes qui sont encore intéressés à la financer, la possibilité d'obtenir un privilège supplémentaire par rapport à la dérisoire "autonomie" qui lui a été accordée jusqu'à présent. Les prolétaires palestiniens ne peuvent attendre de cette bourgeoisie corrompue, qui se vend désormais facilement à l'un ou l'autre "acheteur", autre chose que ce qui leur a été donné jusqu'à présent : l'illusion d'une pacification avec Israël grâce à l'intervention des grands impérialistes et, surtout, la réalité d'une oppression qui se décline sous toutes les formes les plus horribles qui soient.

C'est pourquoi la perspective que doivent adopter les prolétaires palestiniens – s'ils ne veulent pas continuer à être systématiquement massacrés soit par leur propre bourgeoisie, soit par une bourgeoisie étrangère, à commencer par la bourgeoisie israélienne – n'est pas celle du terrorisme nationaliste et de la guérilla, n'est pas celle de s'appuyer sur les rivaux temporaires d'Israël, tels que l'Arabie saoudite, la Turquie ou l'Iran, mais celle de la *lutte de classe*, terrain sur lequel attirer la solidarité des prolétaires arabes des autres pays du Moyen-Orient, en s'adressant au prolétariat israélien comme à des *frères de classe* et non comme à une population ennemie. C'est le prolétariat israélien, dans sa majorité ou dans sa partie décisive – vers lequel les communistes révolutionnaires doivent se tourner, comme l'indiquait Lénine, en luttant contre leur propre bourgeoisie pour la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination – qui devra répondre sur le terrain de la lutte de classe prolétarienne. De deux choses l'une : soit les prolétaires israéliens, à un moment donné du long conflit israélo-palestinien, **rompent la collaboration avec leur propre bourgeoisie** et se battent aux côtés des prolétaires palestiniens de la manière indiquée par Lénine, soit ils continueront à être complices de l'exploitation bestiale des prolétaires palestiniens et de l'oppression nationale du peuple palestinien exercées par leur propre bourgeoisie, se déclarant ainsi *ennemis* non seulement des prolétaires palestiniens, mais de la lutte prolétarienne en général, de la lutte prolétarienne et révolutionnaire pour l'émancipation générale du prolétariat mondial. Tant que les prolétaires israéliens n'auront pas rompu avec leur bourgeoisie, ils continueront à être esclaves des in-

térêts capitalistes, *en temps de paix comme en temps de guerre*, et à être transformés eux aussi en chair à canon dans le seul but de défendre les intérêts de la bourgeoisie israélienne.

“DEUX PEUPLES, DEUX ÉTATS” ?

Comme indiqué plus haut, la devise "deux peuples, deux États" a été renouvelée, en particulier par Israël, chaque fois que l'oppression des Palestiniens portait la tension entre les deux peuples au déclenchement de la guerre : cette revendication est apparue comme la "solution" aux tensions causées par la question nationale qui n'a jamais été résolue. Aujourd'hui encore, face à l'attaque terroriste du Hamas contre les kibboutzim israéliens, avec l'horreur de sa violence, de ses morts, de ses blessés, des otages emmenés à Gaza, et face à la réponse meurtrière d'Israël avec l'horreur de ses bombardements, le décuplement des massacres de civils, de vieillards, de femmes, d'enfants, il est de nouveau de bon ton de lancer cette devise. Qui la lance ? Les pacifistes, bien sûr, les opportunistes de toutes tendances politiques, les mêmes puissances impérialistes et les mêmes puissances régionales qui ont agi pendant toutes ces décennies pour que cette "solution politique" ne soit pas mise en œuvre. Toutes les bourgeoisies, qu'elles soient directement impliquées ou non dans le conflit israélo-arabe, attendent que l'intervention des grandes puissances impérialistes – États-Unis d'Amérique, Russie, Chine, Union européenne – donne le signal pour que les massacres cessent, pour que "finalement", après tant de massacres, les populations palestinienne et israélienne trouvent un terrain d'entente et commencent à vivre en paix chacune dans son propre "État". Par conséquent, Israël devrait accorder aux Palestiniens la liberté de décider eux-mêmes de leur indépendance, en traçant les frontières de leur État sur le territoire qui avait déjà été fixé par l'ONU en territoires séparés (Cisjordanie et Gaza) au cours des dernières décennies et qui a jusqu'à présent fait l'objet d'affrontements violents, d'une occupation militaire par l'armée israélienne et de spoliations de la part des colons israéliens ; un territoire sans continuité qui serait en fait constitué de deux enclaves distinctes à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël. Dans la pratique, même si hypothétiquement la constitution formelle d'un État palestinien se réalisait, une grâce accordée par les puissances impérialistes et par Israël (mais on ne sait pas pour combien de temps), il s'agirait toujours d'un État dont l'économie continuerait à dépendre de la concession du passage de marchandises à travers les frontières israéliennes avec le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte ; dont l'économie serait facilement asphyxiée par la concurrence non seulement d'Israël, mais aussi des autres États arabes de la région, habitués jusqu'à présent à traiter le prolétariat palestinien – qui forme l'écrasante majorité du peuple palestinien – comme une

Massacres Moyen-Orient

force de travail bon marché et comme de la chair à canon dans leurs guerres de survie, ainsi que l'ont montré le Liban, la Syrie et l'Irak, dont les États sont pourris jusqu'à la moelle et sont maintenus en place par les impérialistes euro-américains et russes qui se combattent par tous les moyens pour des raisons d'influence sur la région moyen-orientale qui est stratégiquement trop importante pour chacun d'entre eux.

Si les bourgeoisies impérialistes n'ont aucun intérêt à accorder aux Palestiniens – directement ou par l'intermédiaire des autorités locales – la liberté de se constituer en république indépendante (si elles l'avaient voulu, elles en auraient facilité la formation comme elles l'ont fait pour les autres États), c'est encore moins le cas de la bourgeoisie israélienne et des bourgeoisies arabes qui, après des décennies d'affrontements et de guerres perdues avec Israël, se sont fait une raison, estimant qu'il est plus avantageux d'avoir de bonnes relations avec Tel-Aviv plutôt que de s'affronter militairement.

Dans ces conditions, avec un prolétariat palestinien qui s'est épuisé dans une lutte de résistance bourgeoise sans issue, avec un prolétariat israélien uni dans la défense de l'existence d'Israël, et avec les prolétariats des pays arabes fortement conditionnés par les luttes à caractère islamiques, il est en effet difficile d'imaginer qu'un mouvement prolétarien révolutionnaire puisse surgir de cette terre tourmentée qui serait également capable de prendre en charge les conquêtes démocratiques que les bourgeoisies respectives n'ont pas été en mesure de faire aboutir. Il semble donc que le mot d'ordre de liberté d'autodétermination des peuples soit historiquement dépassé pour toujours à cause de l'absence de la lutte prolétarienne qui aurait la force de le mettre en avant et de l'utiliser pour pouvoir ensuite l'écarter de ses objectifs révolutionnaires historiques après avoir prouvé que, pour l'avenir, le plus important et le plus fructueux dans l'affrontement avec la bourgeoisie est la lutte internationaliste, et non la lutte nationaliste.

Certes, si l'on considère comme établi que la dépression sociale et politique que traverse le prolétariat des pays qui dominent le monde depuis plus de quatre-vingts ans n'est pas près d'être surmontée, et que les défaites des prolétariats des pays dominés ont paralysé les mouvements révolutionnaires qui ont surgi dans les colonies et les pays opprimés, rendant ces prolétaires encore plus esclaves du capital et de leurs bourgeoisies respectives qu'ils ne l'étaient auparavant, alors la préparation révolutionnaire du prolétariat international envisagée par le marxisme doit être classée aux archives, en se fiant alors aux petits pas théorisés par le réformisme classique grâce auxquels, peu à peu, par petits bouts, on se fait l'illusion de pouvoir... changer le monde. En revanche, si l'on examine le cours historique du développement du capitalisme dans le monde et que l'on met en lumière les forces et les faiblesses de sa phase impérialiste – ce que l'on ne peut faire qu'en maniant le marxisme en tant que théorie de l'évolution de la

société humaine, en tant que théorie de la lutte des classes qui a, historiquement, un débouché *déterminé* par l'ensemble de son cours antérieur – alors la foi des communistes révolutionnaires dans l'avènement futur du socialisme ne se fonde pas sur l'espoir que, par une combinaison astrale particulière, naîtra le grand leader qui fascinera les vastes masses prolétariennes du monde et les conduira vers "l'avenir radieux" ; ni sur l'idée que les très nombreuses masses prolétariennes existant dans le monde n'attendent rien d'autre qu'un "parti" qui illuminera leur conscience et les convaincra que leur voie n'est pas celle indiquée par les bourgeoisies et les forces opportunistes, mais celle indiquée par les communistes révolutionnaires ; et que, en particulier, les masses prolétariennes ne doivent penser qu'à leur révolution et ne pas gaspiller leur énergie, leur force et leur temps à s'occuper aussi des questions *politiques immédiates* – comme par exemple la question « nationale » qui, en l'occurrence, ne concerne d'ailleurs plus directement les peuples blancs chez qui s'est développé en premier lieu le capitalisme, mais les peuples non blancs, colonisés et opprimés par les peuples blancs – parce que ces questions seront automatiquement résolues par la révolution internationale elle-même...

Nous, dans les réunions du parti, à partir de 1951-1952, nous avons systématiquement abordé la grande question nationale et coloniale en nous référant aux Thèses du IIe Congrès de l'Internationale Communiste – thèses que nous n'avons jamais considérées comme dépassées – qui, elles-mêmes, étaient le fruit d'un travail théorique pour lequel Lénine avait consacré de nombreux écrits concernant justement l'autodétermination des peuples et le comportement que devaient avoir les prolétaires des pays colonisateurs et les prolétaires des pays colonisés par des peuples blancs. Le thème était et reste que nous ne pouvons pas considérer comme dépassée la question "nationale", et donc l'autodétermination des peuples, même si elle n'est posée par la lutte contre l'oppression nationale que dans un cas sur mille. C'est pourquoi, en abordant la "question palestinienne" (mais aussi la "question kurde" et les autres), nous, en tant que communistes révolutionnaires conséquents, nous ne l'effacerons pas de notre propagande, en l'encadrant nécessairement dans la lutte générale contre le fractionnement des nations, mais au contraire pour leur fusion.

POUR L'UNITÉ ENTRE LES PROLÉTAIRES DES NATIONS DOMINANTES ET LES PROLÉTAIRES DES NATIONS OPPRIMÉES

Que la révolution prolétarienne, si elle est dirigée par le parti communiste révolutionnaire – comme elle l'a été en Russie par le parti bolchevique de Lénine – ouvre la voie à la solution de toutes les contradictions et de tous les problèmes que la société bourgeoise n'a pas résolus – mais qui, au contraire, les a aggravés au fil du temps – est une grande et magnifique affir-

mation, car grâce à elle, et la dictature du prolétariat à laquelle la révolution doit conduire, il sera possible de réaliser la tâche historique, qui incombe exclusivement à la classe prolétarienne mondiale, de surmonter toutes les contradictions de la société bourgeoise et du capitalisme, de mettre fin à toute exploitation de l'homme par l'homme, à toute oppression, et de conduire l'humanité vers la société de l'espèce, vers le communisme intégral.

Mais quels sont les vrais problèmes politiques des prolétaires qui subissent, en plus de l'oppression salariale, l'oppression nationale et raciale de la part des peuples des pays oppresseurs ? Comment en viendront-ils à la révolution contre leur propre bourgeoisie et contre la bourgeoisie du pays dominant ? Quels *rappports de classe* doivent-ils établir avec le prolétariat du peuple oppresseur ? Comment le prolétariat du peuple oppresseur peut-il montrer au prolétariat du peuple opprimé qu'il est un allié en qui il peut avoir confiance, et avec lequel il peut s'engager dans la *même* lutte d'émancipation ?

Puisque toute action politique des classes sociales est enracinée dans la réalité économique et sociale existante, et que l'action politique des classes inférieures est inévitablement influencée et conditionnée par la politique des classes dominantes, il est tout aussi inévitable que l'action politique des classes dominées – pour être efficace et correspondre à leurs intérêts de classes dominées – soit matériellement antagoniste aux intérêts des classes dominantes. Dans un monde où la classe bourgeoise domine, ses intérêts spécifiques, d'une part, se heurtent aux intérêts spécifiques des bourgeoisies étrangères (la lutte de concurrence et les guerres entre elles l'ont toujours démontré), et d'autre part, poussent chaque bourgeoisie à lutter contre ses propres classes subordonnées. Mais la lutte que les paysans pauvres, les prolétaires, les masses déshéritées mènent contre l'ordre établi pour échapper à la domination féroce qui met quotidiennement leur vie en danger, n'a aucune chance de succès, même partiel, si elle n'est pas menée sur le terrain de l'affrontement violent, sur le terrain de la **lutte des classes**. Comme l'a toujours soutenu le marxisme, la lutte des classes est une lutte *politique*, elle pousse les classes antagonistes à se battre sur le terrain où se joue le sort du pouvoir politique. Et sur ce terrain, la bourgeoisie d'un pays – comme l'a montré l'histoire de la lutte des classes, des révolutions et des contre-révolutions – dans sa lutte contre le soulèvement des masses déshéritées, et plus encore contre l'insurrection prolétarienne, non seulement utilise tous les moyens économiques, sociaux, religieux, politiques et militaires à sa disposition, mais peut compter sur l'alliance avec les bourgeoisies des autres pays chaque fois que l'incendie social qui s'est déclaré dans "son" pays est susceptible de s'étendre dans les autres pays. Pour le prolétariat, en un sens, il en va de même : la lutte qu'il mène dans un pays contre sa bourgeoisie nationale a une chance de succès à condition qu'elle soit épaulée

par la lutte prolétarienne dans les autres pays, en particulier dans les pays capitalistes plus forts et qui utilisent leur force pour aider la (ou les) bourgeoisie(s) attaquée(s) par le prolétariat.

Un exemple pratique : le prolétariat palestinien – en supposant que les facteurs objectifs locaux et internationaux provoquent l'éclatement des contradictions accumulées en Israël et au Moyen-Orient, et que de cet éclatement naissent des étincelles de classe dans son mouvement de lutte qui conduiront même une petite minorité d'éléments prolétariens à la formation du parti communiste révolutionnaire –, comment doit-il agir pour que sa lutte emprunte la voie de la révolution ? Comment doit-il se positionner par rapport au prolétariat israélien qui fait partie du peuple qui l'opprime depuis des décennies, et qui, grâce à cette oppression, bénéficie en retour d'un traitement privilégié par rapport au prolétariat palestinien et au prolétariat arabo-israélien ? Il est évident que tant que les prolétaires des pays qui oppriment systématiquement les Palestiniens, en tant que Palestiniens et en tant que prolétaires – à commencer par les prolétaires d'Israël –, ne démontreront pas **par des actes** qu'ils luttent eux aussi contre l'oppression nationale anti-palestinienne, les prolétaires palestiniens ne pourront jamais considérer les prolétaires israéliens, et ceux des autres pays, comme leurs alliés ; ils verront toujours comme des complices de leurs ennemis, en fait comme des ennemis au même titre que les dirigeants d'Israël et d'autres pays dominants. Le peuple israélien, depuis qu'Israël s'est constitué en État indépendant, a fondé sa "liberté", sa "démocratie", son "indépendance" sur l'oppression du peuple palestinien ; il a développé son économie sur cette oppression ; il a joué et joue le rôle de gendarme pour le compte de l'impérialisme américain et de ses alliés dans toute la région du Moyen-Orient, se montrant en mesure d'opprimer et de réprimer toute force qui s'oppose à son rôle de gendarme de l'impérialisme : c'est en fait l'un des principaux bastions de la réaction bourgeoise. Mais, comme le disait Marx, un peuple qui opprime d'autres peuples ne peut pas être libre ; c'est un peuple esclave du capitalisme, esclave d'un mode de production qui conditionne toute l'activité économique, politique et sociale au point de le transformer en un instrument de l'oppression capitaliste. La seule "liberté" dont jouissent les classes dominantes des peuples oppresseurs est la liberté d'exploiter les classes subordonnées, de les écraser et de les réprimer chaque fois qu'elles se rebellent contre l'état de choses existant, c'est la liberté d'opprimer, précisément, les peuples les plus faibles. Quelle "liberté" ont les classes subordonnées, les classes dominées, les peuples opprimés ? Aucune, si ce n'est celle conquise avant tout par la lutte de la classe prolétarienne dans la mesure où elle contraint les classes bourgeoises dirigeantes à céder sur certaines revendications démocratiques, dont l'*autodétermination* fait également partie. Les communistes révolutionnaires sont parfaitement conscients que ces revendications

Massacres Moyen-Orient

politiques *ne* sont pas un absolu, mais, comme le dit Lénine : « une parcelle de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) **mondial**. Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout : elle est alors à rejeter. » (10) Il s'agit d'évaluer ces « certains cas concrets », et là, seule la méthode marxiste, qui examine tous les aspects économiques, sociaux, politiques, historiques et des rapports de force des diverses situations, peut nous aider.

Renouant avec Marx et Engels, Lénine a repris la question de l'autodétermination des peuples, en donnant au parti bolchevique et aux communistes de tous les autres pays une directive politico-tactique qui, comme nous l'avons répété, n'a pas perdu de sa valeur puisque, avec le développement de l'impérialisme, l'oppression nationale exercée par les pays les plus forts sur les peuples et les pays les plus faibles n'a pas disparu, mais s'est aggravée. Dans les années de la Première Guerre mondiale et de la révolution prolétarienne qui a remporté la victoire en Russie, la question "nationale" était encore très présente et historiquement décisive dans la plupart des régions du monde dominées par le colonialisme européen. Il en a été de même dans les années de la Deuxième Guerre impérialiste mondiale et de l'après-guerre, comme l'ont montré les luttes de "libération" contre les puissances coloniales européennes, en particulier en Asie et en Afrique. Le grand projet révolutionnaire de Lénine et de l'Internationale Communiste, qui voyait une connexion extrêmement positive entre la révolution prolétarienne en Europe et en Amérique – c'est-à-dire dans les pays impérialistes les plus développés – et la lutte des peuples coloniaux pour l'indépendance politique contre ces mêmes pays impérialistes, qui étaient aussi les principales puissances coloniales, a marqué l'aube de la révolution mondiale guidée par le prolétariat sur tous les continents. Que la contre-révolution ait vaincu le mouvement prolétarien révolutionnaire et le parti communiste qui était à sa tête est un fait incontestable ; cela n'enlève rien au fait que dans les leçons à tirer de la contre-révolution, on ne peut effacer l'existence de l'oppression nationale que de nombreux peuples, et donc de nombreux prolétariats, subissent sous le talon de fer des puissances impérialistes et de leurs ramifications régionales.

Pour nous, il est indéniable qu'aujourd'hui, avec le développement du capitalisme dans de nombreuses régions du monde qui étaient totalement sous-développées il y a quatre-vingts ans, et avec la formation de nombreux États au moins formellement "indépendants", la question "ouvrière", la question "prolétarienne", prend le pas sur toute autre question sociale. Et il est indéniable, précisément parce que le développement du capitalisme a entraîné la formation de masses prolétariennes beaucoup plus importantes que par le passé, que la question de la "révolution prolétarienne" est devenue plus actuelle dans de nombreux pays qui, historiquement, avaient encore le problème de la mise en œuvre

de la révolution bourgeoise sur le plan économique et politique. Cependant, les conflits inter-bourgeois et inter-impérialistes se sont étendus à un plus grand nombre de pays, même en termes de force militaire, comme l'ont montré en tout cas les guerres locales, régionales et territoriales au cours des quatre-vingts dernières années. Inévitablement, les conflits inter-bourgeois affectent également les différentes méthodes d'oppression, exacerbant tous les types d'oppression, y compris l'oppression nationale et raciale. Il est donc absurde que ceux qui se proclament communistes, révolutionnaires de surcroît, prétendent que la "question nationale" n'est pas un problème dont les communistes doivent se préoccuper aujourd'hui, alors qu'il est évident, même pour un aveugle, que les Palestiniens, les Kurdes, les Yéménites, les Ouïgours et une centaine d'autres populations sont systématiquement écrasés sous l'oppression nationale.

Les prolétaires palestiniens, kurdes, yéménites, ouïgours et autres populations opprimées ont également la tâche historique de lutter pour la révolution prolétarienne communiste, parce qu'ils souffrent des mêmes conditions, en tant que travailleurs salariés sous l'exploitation capitaliste, et même plus encore que les prolétaires des pays oppresseurs, et aussi parce que la lutte entre les classes qui s'est développée au cours des deux derniers siècles dans les pays les plus avancés sur le plan capitaliste est la même que celle qui s'est développée et qui se développe aussi dans ces pays. Mais l'oppression spécifiquement *nationale* qu'ils subissent domine inévitablement leur vie quotidienne et conditionne leur lutte d'opposition car cette oppression touche aussi matériellement toutes les autres couches sociales de leur nationalité, bourgeoises et petites-bourgeoises, urbaines et rurales ; et c'est cette division spécifique qui unit objectivement dans l'immédiat prolétaires et bourgeois de la population opprimée.

La lutte des prolétaires palestiniens, ou ceux d'autres nationalités, contre l'oppression nationale pouvait (et pourrait) avoir une perspective historiquement plus valide et décisive en luttant, certes, sur un terrain *immédiatement national-révolutionnaire*, mais inséré dans la perspective de la *révolution prolétarienne*, une perspective qui a toujours exigé une organisation politique et pratique complètement indépendante de toute autre force sociale parce que, comme Lénine le soutenait, leur tâche ne s'achève pas dans la lutte contre la bourgeoisie *étrangère* pour l'indépendance nationale, mais se poursuit dans la lutte contre *leur propre* bourgeoisie qui – arrivée éventuellement au pouvoir dans le nouvel État indépendant grâce à la victoire de la lutte

(10) cf. Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, juillet 1916, *op. cit.*, tome 22, p. 367. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700.htm>

nationale-révolutionnaire – exploitera elle-même et réprimera directement les masses prolétariennes et paysannes pauvres, prenant la place de la bourgeoisie étrangère chassée du pays. La révolution russe de 1917 l’a prouvé de manière irréfutable, de même que, plus tard, les révolutions chinoise, algérienne, cubaine, congolaise, etc. L’alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie de la nationalité opprimée avait sa raison d’être dans la mesure où cette bourgeoisie luttait sur le terrain national-révolutionnaire contre l’oppression exercée par la bourgeoisie étrangère ; mais elle n’avait plus aucune raison de se prolonger lorsque les événements de cette lutte montraient par les faits que la tâche première de cette bourgeoisie était d’écraser le prolétariat et la paysannerie pauvre, dans des conditions d’exploitation pires, si possible, que les conditions antérieures. Et il ne fait aucun doute que, depuis un certain temps, les luttes menées par la bourgeoisie palestinienne ou kurde, ou celles de toute autre nation opprimée, n’ont plus les caractéristiques des luttes nationales-révolutionnaires comme celles de l’Algérie ou du Vietnam ; cela n’exclut pas que l’oppression nationale exercée par les bourgeoisies des pays dominants se poursuive également à leur égard, et que, dans une future situation de crise générale de l’impérialisme, dans certaines régions où l’oppression nationale pèse depuis de nombreuses décennies sur des populations qui continuent à se rebeller contre elle, des conditions sociales réapparaissent dans lesquelles non seulement le prolétariat, mais aussi certaines fractions bourgeoises seront poussés sur le terrain de la lutte nationale-révolutionnaire.

La situation que l’Allemagne a connue en 1850, la Russie en 1917, la Chine en 1927 puis à nouveau en 1949, et les pays coloniaux dans les années 1950-1970, pourrait se reproduire, certes avec des aspects particuliers différents, mais en confrontant les communistes révolutionnaires et les prolétaires principalement aux mêmes problèmes de fond : si le monde est divisé en nations dominantes et dominées – et avec le développement de l’impérialisme, cette division s’est aggravée, rendant de plus en plus intolérables toutes sortes d’oppressions sociales, y compris l’oppression “nationale” – quelles sont les tâches du prolétariat des pays dominants et quelles sont les tâches du prolétariat des pays dominés ? Comment le prolétariat des pays dominants pourra-t-il *démontrer* aux prolétaires des pays dominés qu’il n’est pas complice de l’oppression nationale exercée par sa propre bourgeoisie impérialiste, si ce n’est en luttant contre elle pour qu’elle reconnaisse avant tout le droit à la séparation de la nation opprimée ? Reprenons le cas de la lutte pour l’augmentation du salaire et celle pour son abolition : il y a eu et il y a des communistes qui sont convaincus que les prolétaires ne doivent pas lutter pour une revendication immédiate comme l’augmentation du salaire parce que cela cautionnerait le régime capitaliste d’oppression salariale, alors qu’ils devraient lutter directement et uniquement

pour la revendication ultime, c’est-à-dire pour l’abolition du salaire, ce qui signifie lutter directement et uniquement pour le socialisme. Ces “communistes” oublient l’un des enseignements marxistes fondamentaux de la lutte prolétarienne pour la défense immédiate des conditions d’existence : le résultat le plus important de cette lutte n’est pas l’augmentation du salaire en soi, ou toute autre revendication immédiate, que la bourgeoisie peut toujours reprendre, mais la **solidarité de classe** générée par cette lutte lorsqu’elle est menée avec des moyens et des méthodes classistes, donc la conscience de faire partie d’une classe qui a le potentiel et la force de se fixer des objectifs plus élevés face à une classe dominante qui impose sa domination sociale par la violence de la répression pour la défense d’intérêts antagoniques à ceux des prolétaires : la conscience, précisément, de l’**antagonisme de classe**, sur laquelle le parti de classe s’appuie pour éduquer le prolétariat à lutter non seulement pour les revendications immédiates, non seulement contre la concurrence entre les prolétaires, mais pour des objectifs politiques plus élevés, jusqu’à la conquête révolutionnaire du pouvoir politique central. Sans ces étapes matériellement obligatoires, dictées par les rapports de force existants entre la classe dominante bourgeoise et la classe prolétarienne, le prolétariat sera toujours prisonnier non seulement de l’idéologie bourgeoise, mais aussi des méthodes et des moyens politiques et sociaux que la bourgeoisie adopte et fait adopter, de sorte que les prolétaires abandonnent la perspective classiste et révolutionnaire, ou ne soient même pas près de l’envisager, et embrassent la perspective démocratique et réformiste, parce qu’elle se situe dans le cadre de la domination de classe de la bourgeoisie dominante.

POUR L’INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Le développement du capitalisme après la Première Guerre impérialiste mondiale et, surtout, après la Deuxième Guerre impérialiste mondiale, a permis à de nombreux pays, autrefois très arriérés, de dépasser la phase où la révolution bourgeoise était à l’ordre du jour sur le plan économique et politique et où les bourgeoisies respectives avaient pour rôle de diriger les masses prolétariennes et paysannes dans cette révolution. Mais dans de très nombreux cas, les bourgeoisies des petites nations, des nationalités opprimées ont été *achetées* par les bourgeoisies des grandes nations dominantes, ou se sont louées à eux, devenant en fait une force d’oppression et de répression supplémentaire de leur prolétariat, confirmant ainsi la perspective de Lénine selon laquelle le prolétariat doit avoir sa propre organisation de classe et sa propre perspective politique de classe, complètement indépendante de toute autre force sociale, interne et externe, et la suivre au coude à coude, dans la même lutte émancipatrice, uniquement avec les pro-

létariats de tous les autres pays. Une perspective pour laquelle était née l'Internationale Communiste, détruite ensuite par la contre-révolution stalinienne.

En tant que communistes révolutionnaires, nous défendons l'internationalisme prolétarien, nous propagons l'internationalisme prolétarien et nous devons, par notre programme, notre politique et notre tactique, donner à l'internationalisme prolétarien une démonstration pratique, en particulier en ce qui concerne les prolétaires des nations dominées, des nations opprimées. En tant que communistes révolutionnaires, nous sommes contre l'oppression des petites nations par les grandes bourgeoisies impérialistes et, en même temps, contre l'étroitesse des petites nations, leur isolement, leur particularisme ; nous luttons pour que chaque intérêt particulier, y compris l'intérêt national, soit subordonné à l'intérêt général du mouvement prolétarien mondial, auquel les prolétaires des pays impérialistes sont tenus d'apporter la plus grande contribution, précisément parce qu'ils font partie des nations qui dominent le monde.

Ces concepts sont clairement exprimés par Lénine, qui ne manque pas de souligner que : « *L'important n'est pas de savoir si c'est un cinquantième ou un centième des petites nations qui se sera affranchi avant la révolution socialiste ; ce qui importe, c'est qu'à l'époque impérialiste, et par suite de causes objectives, le prolétariat s'est divisé en deux camps internationaux, dont l'un est corrompu par les miettes qui tombent de la table de la bourgeoisie des grandes puissances – en raison, notamment, de la double et triple exploitation des petites nations – tandis que l'autre ne peut s'affranchir lui-même sans affranchir les petites nations, sans éduquer les masses dans un esprit anti-chauvin, c'est-à-dire anti-annexionniste, c'est-à-dire favorable à l'“autodétermination”* ». Et voici sa critique cinglante des communistes révolutionnaires internationalistes en paroles, mais complices de l'impérialisme et de sa politique d'oppression des petites nations dans les faits : « *L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister, en tout premier lieu, à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme. Nous avons le droit et le devoir de traiter d'impérialiste et de gredin tout social-démocrate [tout communiste, NDLR] d'une nation oppressive qui ne fait pas cette propagande. Cette revendication doit être posée d'une façon absolue, sans aucune réserve, quand bien même l'éventualité de la séparation ne devrait se présenter et être “réalisable”, avant l'avènement du socialisme, que dans un cas sur mille* » (11). Et nous insistons trois fois : **Cette revendication doit être posée d'une façon absolue, sans aucune réserve, quand bien même l'éventualité de la séparation ne devrait se présenter et être « réalisable », avant l'avènement du socialisme, que dans un cas sur mille !!!** Lénine parle de l'avènement du socia-

lisme, qui, comme nous le savons, concerne le mouvement prolétarien international, la révolution mondiale, tous les pays du monde, et d'un objectif qui n'a encore été atteint nulle part ; il parle de la liberté de séparation des pays opprimés comme d'une **revendication inconditionnelle**, une revendication à soutenir même si elle n'était réalisable que dans **un cas sur mille** ! Évidemment, et Lénine continue à mettre en garde chaque communiste, parce que le soutien du mot d'ordre de la liberté de séparation, de l'autodétermination d'un peuple opprimé, doit toujours être subordonné à la lutte générale du prolétariat pour le socialisme, et doit en tout cas être calibré en fonction d'une évaluation de la situation historique des conditions *particulières* du ou des pays opprimés dans lesquels l'indépendance et la liberté de séparation sont revendiquées, et si cet objectif peut ou non être atteint par des guerres ou des révolutions. Par conséquent, au-delà des particularités de telle ou telle petite nation, ce qui doit guider l'attitude des communistes révolutionnaires, du parti de classe, dans cette question, c'est précisément l'**internationalisme**, donc la lutte qui unifie les prolétaires des nations opprimantes et des nations opprimées, une lutte – comme nous l'avons déjà mentionné – par laquelle le prolétariat de la nation opprimante doit montrer dans les faits qu'il n'est pas un membre actif de l'oppression nationale, ou indifférent à cette oppression exercée par sa bourgeoisie sur les peuples les plus faibles.

LES TÂCHES DES PROLÉTAIRES DES PAYS IMPÉRIALISTES

Bien que la grande phase des luttes anticoloniales des trois premières décennies après la Deuxième Guerre mondiale soit terminée, les questions « nationales » dans de nombreuses régions du monde sont encore bien présentes et constituent certainement un obstacle à l'affirmation de la perspective prolétarienne classiste. La force idéologique et politique de la bourgeoisie – condensée dans la revendication de l'indépendance nationale et de la démocratie à travers laquelle toutes les couches du peuple sont illusionnées en croyant avoir la possibilité d'exprimer leurs exigences et de les satisfaire en les soutenant à travers les différentes institutions démocratiques – s'appuie sur la force économique du capitalisme national et international. Mais sous l'impérialisme capitaliste, la démocratie libérale a complètement perdu sa valeur politique ; cependant, en s'appuyant sur la puissance économique et militaire des puissances impérialistes du monde, elle maintient encore son influence idéologique en faisant croire aux masses prolétariennes non seulement des pays impérialistes, mais aussi des pays opprimés,

(11) *Ibidem*, pp. 369 et 373.

qu'elle peut éliminer ou atténuer sensiblement les diverses formes d'oppression sociale grâce, précisément, à la négociation, au marchandage, au "dialogue" civilisé et pacifique avec lesquels il serait possible, selon la bourgeoisie, de surmonter les antagonismes les plus aigus et de mettre un terme aux guerres. Depuis plus de cent ans, l'histoire des affrontements entre bourgeoisies s'est déroulée à travers des guerres commerciales, de fortes oppositions politiques et des conflits militaires entre elles, pesant avant tout sur les conditions d'existence des masses prolétariennes, qui tendent à empirer de plus en plus, démontrant qu'aucun dialogue entre les classes ne "résout" les contradictions sociales et qu'aucun dialogue entre États n'annule ou ne réduit substantiellement les frictions et les antagonismes que le développement même du capitalisme génère continuellement.

C'est une raison *de plus*, et non des moindres, pour que les prolétariats des pays impérialistes – qui, bon gré mal gré, profitent, ne serait-ce que des miettes, de l'oppression de plus en plus aveugle et violente exercée par leurs propres bourgeoisies impérialistes sur des pays plus faibles – *doivent montrer* aux prolétaires de ces pays et des nationalités opprimées qu'ils sont du côté des opprimés, en luttant pour mettre fin aux formes d'oppression de leurs propres bourgeoisies impérialistes, en commençant par les plus intolérables comme l'oppression nationale, qui est, avec l'oppression religieuse et celle exercée contre la femme, l'une des plus profondément enracinées dans la longue histoire des sociétés divisées en classes.

Par conséquent, soutenir que la classe ouvrière ne doit plus s'occuper aujourd'hui de la question "nationale" – et donc de politique immédiate – revient à ce que Marx affirmait en 1870, dans une lettre adressée à Paul et Laura Lafargue : c'est-à-dire nier devoir s'occuper de la question des salaires, à la manière des anciens socialistes, sous prétexte que « *vous voulez abolir le travail salarié. Lutter contre le capitaliste pour le relèvement du salaire signifierait admettre le salariat !* » Ce qui n'est pas compris ici, c'est que « *tout mouvement de classe en tant que tel est toujours et a toujours été nécessairement un mouvement politique* .» (12) Traiter de *politique*, pour les communistes, pour les marxistes, c'est considérer la réalité dialectique dans toute question concernant la société, qui est une réalité contradictoire qui se développe, comme le rappelle Lénine, par bonds, de manière catastrophique, révolutionnaire, donc non linéaire, non graduelle, non rectiligne. Tout comme dans la lutte économique de défense immédiate, le prolétariat ne développe pas son mouvement graduellement, linéairement, dans la lutte sur le plan politique général *de classe*, il fait de même, mais dans la mesure où, dans l'affrontement avec la bourgeoisie et grâce à l'intervention et l'influence décisive du parti de classe dans son mouvement, il acquiert la perspective de la rupture sociale et révolutionnaire comme la seule et

unique perspective de développement historique ; ainsi, dans la lutte sur le plan *politique immédiat*, pour des revendications politiques qui ne sont pas absolument incompatibles avec le système politique bourgeois – du droit de s'organiser en syndicats, en partis politiques, de se réunir et de manifester, de faire grève, d'avoir accès à la presse, au droit à l'autodétermination des peuples et à leur séparation en États indépendants (droits qui, dans certaines conjonctures historiques, peuvent même être conquis sans affrontements violents entre les classes) –, le prolétariat a tout intérêt à éliminer du terrain de sa lutte *classiste* tous les obstacles idéologiques et politiques que la bourgeoisie construit à dessein pour détourner, affaiblir, paralyser et anéantir son mouvement de classe. Et il ne fait aucun doute que la question "nationale", précisément en raison de l'oppression spécifique que continuent d'exercer les bourgeoisies les plus puissantes, constitue aujourd'hui encore un énorme obstacle à la reprise et au développement de la lutte de classe du prolétariat, tant dans les pays capitalistes les plus faibles que dans les pays impérialistes.

Le saut de la lutte immédiate, économique et politique au niveau de l'entreprise et de la nation, à la lutte politique *de classe*, donc générale et au niveau supranational et mondial, ne se fait qu'en correspondance avec une profonde **rupture sociale** qui peut être assurée non seulement par la lutte de défense économique menée avec les moyens et les méthodes de la lutte de classe (donc incompatible avec la paix sociale et la collaboration interclassiste), mais encore par le développement de la lutte politique visant à l'unification de la classe prolétarienne au-delà non seulement des catégories, des secteurs, des sexes et des âges, mais aussi des nationalités et des frontières dans lesquelles chaque État bourgeois s'efforce d'emprisonner ses prolétaires. Lutter contre l'oppression nationale des pays dominants signifie également lutter dans la perspective de l'unification des prolétaires de chaque pays contre la domination de chaque bourgeoisie en particulier et de l'ensemble des bourgeoisies unies dans la lutte contre les prolétaires du monde entier.

L'objectif révolutionnaire historique du prolétariat n'est pas de remplacer l'État bourgeois, après l'avoir renversé, par un autre État de classe ; il est au contraire d'éliminer de la surface de la terre toute division sociale en classes, donc tout État, toute force armée érigée pour défendre la classe dominante, tout privilège de classe, toute oppression. Mais pour y parvenir, non pas dans son seul pays, ce qui n'est pas historiquement possible, mais à l'échelle internationale, le prolétariat doit mener la lutte révolutionnaire pendant une période assez lon-

(12) cf. *Marx à Paul et Laura Lafargue à Paris*, Londres, le 19 avril 1870. Éditions Sociales, Paris, 1984, *Correspondance*, tome X, p. 364.

Massacres Moyen-Orient

gue, uni aux prolétariats des autres pays – dominants et opprimés – pour imposer sa propre domination de classe, sa dictature de classe, pour pouvoir intervenir avec toute une série de mesures politiques, économiques et sociales visant à la transformation totale de l'ensemble de la société humaine en combattant de manière décisive la résistance que les classes bourgeoises et petites-bourgeoises opposeront inévitablement et violemment à leur disparition.

La thèse marxiste affirme que la préparation révolutionnaire, la direction de la révolution et l'exercice de la dictature du prolétariat doivent se faire sous la direction du parti de classe, le parti communiste révolutionnaire, le plus haut organe révolutionnaire historiquement préposé à ces tâches. Et fait partie de cette préparation révolutionnaire l'application d'une tactique politique qui considère les questions sociales non résolues par la bourgeoisie – comme, par exemple, la question nationale pour les peuples opprimés – comme des questions pertinentes pour la lutte révolutionnaire du prolétariat à laquelle il faut donner des orientations qui favorisent l'unité des prolétaires des nations dominantes et des nations opprimées.

Le parti de classe – et l'histoire des luttes de classe, des révolutions et des contre-révolutions le prouve – ne possède pas de baguette magique qui lui permettrait de soulever le prolétariat d'un pays particulier ou de tous les pays dans un seul mouvement révolutionnaire mondial ; le parti de classe du prolétariat n'est pas un apprenti sorcier comme l'a été la bourgeoisie en ce qui concerne le développement incontrôlé des forces productives dans son système économique. Il devra diriger la lutte anticapitaliste et anti-bourgeoise dans tous les domaines et sur toutes les questions sociales que la société bourgeoise n'a pas résolues, qu'elle ne pouvait et ne pourra résoudre compte tenu des contradictions congénitales de son système économique et social.

Et s'il s'avérait nécessaire, dans l'intérêt de la dictature prolétarienne conquise dans un pays donné – comme ce fut le cas en Russie pendant les années de la révolution bolchevique dirigée par Lénine, de prouver aux prolétaires des nations opprimées, encore influencées par leurs bourgeoisies respectives, que l'auto-détermination des peuples n'est pas une promesse bidon, mais une promesse que la dictature prolétarienne (à la différence de la dictature bourgeoise) tiendra concrètement : que la séparation nationale ne sera pas entravée. Il n'en reste pas moins que, parallèlement à cette promesse, les communistes révolutionnaires de ce pays, n'ont jamais cessé de promouvoir parmi les masses prolétariennes la nécessité de leur préparation politique et de leur organisation indépendante de toute autre force sociale ; qu'ils auraient continué à lutter aux côtés du prolétariat contre la bourgeoisie dans le même but que les prolétaires des autres pays : renverser le pouvoir bourgeois, même s'il venait d'être établi avec leur propre contribution, et établir leur propre

dictature de classe aux côtés de la dictature prolétarienne qui peut éventuellement déjà exister dans d'autres pays. L'exemple a été donné par la "révolution double" en Russie durant la période du "double pouvoir" : d'un côté, le gouvernement de Kerensky et ses partisans (bourgeoisie russe, Européens, gardes blancs et opportunistes) et de l'autre, les soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres sous la direction du parti bolchevique, rivalisant pour la victoire sur le tsarisme ; le gouvernement bourgeois de Kerensky s'était arrêté à l'*étape nationale bourgeoise*, bien sûr, et avait poursuivi la guerre impérialiste commencée par le tsarisme ; le prolétariat, dirigé par les bolcheviks, était prêt à aller beaucoup plus loin dans la révolution et à lutter contre le gouvernement bourgeois pour instaurer sa propre dictature de classe, mettre fin à la guerre impérialiste et œuvrer en faveur de la révolution prolétarienne *internationale*. Aujourd'hui encore, bien que la question de la "révolution double" ne soit plus à l'ordre du jour dans les mêmes termes qu'après les Première et Deuxième Guerres impérialistes, il est important de ne pas cacher le fait que les prolétaires des nations opprimées subissent toujours un très fort conditionnement idéologique et politique de la part de leurs propres classes bourgeoises et ont tendance à considérer aussi les prolétaires des pays oppresseurs comme leurs ennemis. Tant que cette situation ne sera pas clarifiée, tant que les prolétaires du pays oppresseur ne rompent pas radicalement avec leur bourgeoisie en se rendant indépendants d'elle sur le plan organisationnel et politique, il sera pratiquement impossible aux prolétaires des nationalités opprimées de réussir là où les prolétaires des pays oppresseurs ont échoué.

Et c'est là que réside la grave responsabilité des prolétaires des pays impérialistes, des pays oppresseurs. Tant qu'ils n'auront pas rompu nettement avec la collaboration de classe avec leurs bourgeoisies, ils continueront à apparaître, et à être, les complices de l'oppression, et donc des massacres ordonnés par ces bourgeoisies dans le seul but d'imposer leur domination à la fois sur les masses des nations opprimées et sur les masses prolétariennes indigènes. C'est pourquoi, pour la bourgeoisie israélienne et les bourgeoisies arabes qui partagent avec elle la crainte de l'éclatement d'une **lutte de classe** qui pourrait avoir le prolétariat palestinien comme principal protagoniste, les prolétaires palestiniens sont la cible privilégiée de toutes les oppressions, de tous les massacres. Ce n'est pas le Hamas que la bourgeoisie israélienne, par la bouche de Netanyahu, veut réellement éliminer : elle a utilisé le Hamas contre l'ANP dans les années précédentes et le fera encore à l'avenir, même s'il change de sigle, parce que son but est de diviser les prolétaires palestiniens, de les dresser les uns contre les autres, de monter les prolétaires palestiniens contre les autres prolétaires arabes et, surtout, de les tenir éloignés de la possibilité – qui semble aujourd'hui à

vrai dire lointaine – de contaminer par leur lutte le prolétariat israélien, le prolétariat arabo-israélien en particulier, en augmentant ainsi le potentiel de la lutte des classes et en contaminant également les prolétaires des autres États arabes.

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas savoir dans quel(s) pays les conditions objectives et subjectives seront mûres pour que la révolution prolétarienne non seulement éclate, mais aille jusqu'au bout victorieusement. Mais les communistes révolutionnaires, dans la reconstitution vitale du parti de classe sans lequel aucun mouvement prolétarien révolutionnaire n'aura d'avenir, ne peuvent et ne doivent échapper à aucune question politique que la société bourgeoise pose sur le terrain social des rapports de production et de force capitalistes. Et comme le montrent les guerres et les affrontements armés qui ont ponctué les cent dernières années, opposant les grands pays impérialistes à la multitude des petits pays opprimés de ce monde capitaliste, la question "nationale" reste une question politique à laquelle on ne peut pas donner une réponse du type : l'impérialisme a vaincu, donc nous ne devons plus nous occuper de questions politiques immédiates comme celles-ci ; occupons-nous de la grande question politique de la révolution prolétarienne mondiale...

Le parti de classe est la conscience historique de la lutte de classe du prolétariat international, c'est l'organe-guide qui unit dialectiquement la conscience de classe et la volonté révolutionnaire sans laquelle le prolétariat de n'importe quel pays du monde, même en luttant avec acharnement contre les classes dominantes qui l'oppriment, tant sur le plan économique immédiat que sur le plan politico-militaire plus large, ne parviendra jamais à se transformer de classe *pour le capital en une classe pour soi*, en une classe révolutionnaire. Sur le chemin tourmenté et accidenté de la révolution prolétarienne mondiale, les problèmes économiques, sociaux et politiques immédiats ne disparaissent pas, mais s'imposent avec un poids et une

force toujours plus grands, tendant à paralyser et à briser la lutte prolétarienne dès sa base matérielle : la lutte de résistance à la pression capitaliste, la lutte de défense économique immédiate qui, si elle est menée avec des moyens et des méthodes classistes, représente la base même de la potentielle lutte politique révolutionnaire. C'est sur le terrain de la lutte de défense immédiate, économique et politique, que le prolétariat mesure sa force, sa solidarité de classe, et s'organise indépendamment de la bourgeoisie et de toute autre force de conservation sociale (en premier lieu les forces opportunistes) ; que le prolétariat, d'une part, teste sa capacité d'endurance dans l'affrontement avec la bourgeoisie dominante par-delà les batailles perdues, d'autre part, qu'il ait la possibilité de connaître le parti de classe, ses indications, son programme, sa volonté de développer la lutte de classe sur le terrain immédiat et d'unifier les prolétaires en combattant la concurrence entre eux, son dévouement à la cause historique de la classe prolétarienne sans jamais abandonner les objectifs finaux de la lutte prolétarienne, tout en luttant aux côtés des prolétaires dans la lutte quotidienne de résistance au capitalisme. Malheur au parti de classe qui embrasse l'idée de faciliter sa tâche révolutionnaire en omettant la longue phase des batailles sur le terrain immédiat qui n'ont pas seulement un caractère économique et syndical mais aussi politique, comme dans la question de l'oppression nationale et d'un internationalisme qui, s'il ne veut pas rester un vain mot, doit se concrétiser dans des actions et des orientations pour lesquelles il ne faut pas inventer une nouvelle politique, une nouvelle tactique : il suffit de suivre Marx, Engels, Lénine et, ajouterions-nous, Bordiga comme exemple d'intransigeance théorique dont émanent des indications politiques et tactiques confirmant le marxisme, en luttant contre toute actualisation, toute innovation, toute adaptation aux situations particulières...

(*il comunista*, n° 179, septembre-novembre 2023)

Histoire de la Gauche Communiste

La question du Front Unique (5)

Le Deuxième “Exécutif Elargi” (Moscou, 7-11 juin 1922)

(Les chapitres précédents de cette étude sont parus sur les n°102 et 103, 104 et 105 de cette revue)

Les “Exécutifs Elargis” (EE) étaient des sortes de mini Congrès convoqués pour traiter de problèmes particuliers et de questions politiques particulières. Le premier EE avait eu lieu en février 1922 ; la question de la nouvelle tactique du front unique avait été un des thèmes centraux. Le deuxième EE se tenait à quelques mois avant le IVe Congrès de l’Internationale Communiste. Il devait tirer notamment un bilan de la Conférence des trois Internationales qui était une expression majeure de la tactique du front unique. Ce rapprochement avec les Internationales réformistes avait été présenté comme une habile manœuvre pour démasquer ces derniers aux yeux des masses ; mais en réalité ce furent les réformistes qui profitèrent de la manœuvre. Ils utilisèrent cette initiative pour se réunifier, après avoir reçu implicitement de l’Internationale Communiste un brevet d’anticapitalisme qui leur était bien utile pour masquer leur rôle contre-révolutionnaire en faveur de l’ordre établi. Les derniers mois avaient vu l’apparition d’un nouveau mot d’ordre : le “gouvernement ouvrier”, inauguré par le parti allemand. Ce mot d’ordre était pour le moins lourd d’ambiguïté car il autorisait, comme la suite le montrera malheureusement, une interprétation non révolutionnaire mais pacifiste et parlementaire, c’est-à-dire complètement illusoire, de la prise du pouvoir. Les *Thèses de Rome* sur la tactique que venait d’adopter au mois de mars à son

Congrès le PC d’Italie étaient à l’opposé de ces dérives. (Voir les n° 105, 104, 103 et 102 de notre revue pour les chapitres précédents de cette étude).

Plusieurs thèmes étaient à l’ordre du jour de ce deuxième “Exécutif Elargi” de l’Internationale Communiste : Information sur le procès des Socialistes révolutionnaires (1), Conférence de Berlin (réunion des trois Internationales) et le Front unique ; les problèmes du PC de Tchécoslovaquie, du PC de France, du PC de Norvège, du PC d’Italie, du PC d’Allemagne ; rapports avec les syndicats ; session de mars de l’Internationale des Jeunes ; préparation du IVe Congrès Mondial.

Nous avons parlé dans l’article précédent de la Conférence des trois Internationales début avril à Berlin, proposée par l’Internationale “deux et demi” et acceptée par l’Internationale Communiste au nom de la tactique du front unique sur le plan politique (2). Cette réunion était censée préparer la tenue d’un Congrès Ouvrier Mondial et un “comité des neuf” (3 par Internationale) avait été désigné à cet effet ; il avait été décidé que seraient organisées des grèves et des manifestations le même jour, au moment de l’ouverture de la Conférence internationale prévue à Gênes pour régler les problèmes économiques et financiers issus de la guerre ; 34 États ayant participé au conflit allaient y participer, à l’exception des États-Unis qui avaient refusé, mais la Russie sovié-

tique était invitée pour la première fois : les États bourgeois reconnaissent ainsi leur échec à renverser le régime par les armes et lui offraient en quelque sorte un “armistice” (3).

Mais rien de ce qui avait été décidé à Berlin ne se réalisa ; le comité des neuf ne dura qu’un mois, la journée internationale n’eut lieu qu’en Allemagne et sans la participation des “Socialistes majoritaires” SPD ; la perspective du Congrès Ouvrier Mondial s’évanouit aussitôt, les deux Internationales réformistes trouvant le prétexte que

(1) 47 membres du Parti socialiste révolutionnaire de droite furent jugés pour leurs actions contre le pouvoir soviétique (assassinat de divers dirigeants bolcheviques, tentative d’assassinat de Lénine...). Les médias bourgeois occidentaux, relayés par les journaux socialistes, lancèrent une campagne de soutien aux accusés tandis que le pouvoir soviétique voulait en faire le procès du soutien des impérialismes à la contre-révolution. Lors de la Conférence de Berlin la délégation communiste accepta que les accusés soient défendus par des personnalités de la Deuxième Internationale et que la peine de mort ne soit pas appliquée.

(2) Voir *programme Communiste* n° 104. L’Internationale deux et demi regroupait des partis qui avaient rompu avec la Deuxième Internationale discréditée aux yeux

les communistes voulaient en réalité soutenir la diplomatie de la Russie ; en réalité elles n'avaient jamais eu l'intention de se lancer dans une quelconque lutte. Mais la Conférence de Berlin ouvrit la voie du rapprochement des Internationales 2 et 2 et demi qui fusionnèrent l'année suivante : la tactique du front unique politique avait abouti, non à démasquer, mais à renforcer les adversaires de l'émancipation prolétarienne... Dans son discours, Radek tenta de justifier la participation à la Conférence et les concessions faites par les communistes (notamment sur le procès des Socialistes Révolutionnaires), en expliquant : « *Nous avons fait les concessions qu'on nous a demandées et nos opposants ont dû grossièrement détruire la Conférence avec des prétextes que maintenant personne ne pourra croire* » (4).

Mais le problème n'était pas de démontrer sur le papier la bonne foi des communistes dans la recherche de l'unité d'action avec les "agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier" comme Lénine avait qualifié les réformistes, ni même de savoir si le prix à payer

pour cette unité d'action était trop élevé (5) ; le problème était de savoir si cette unité d'action, ce front unique avec des adversaires de l'émancipation prolétarienne, était bénéfique et souhaitable pour le prolétariat. Pour démontrer la validité malgré tout de cette tactique Radek relata qu'en dépit de la rupture du comité des neuf, le gouvernement régional de Saxe, dirigé par les Socialistes majoritaires (SPD) et les Socialistes indépendants (USPD) demanda à une délégation communiste de faire une tournée dans plusieurs villes de la province ; il expliqua que le SPD et l'USPD voulaient ainsi renforcer leur position car leur gouvernement dépendait de l'appui du Parti communiste – ce dernier continuant à le soutenir au nom du front unique. Qui profitait véritablement de cette tactique ? L'année suivante lorsque la crise économique et politique en Allemagne atteignit son apogée, le Parti communiste franchit le pas et entra dans ce gouvernement. Mais quand le pouvoir central fit appel à l'armée pour le renverser, le PC fut immédiatement abandonné par ses alliés et, en dépit d'un appel à la grève

générale, ses ministres furent destitués manu militari et un nouveau gouvernement SPD, sans les communistes, fut constitué conformément à l'ultimatum des militaires (6).

Dans ses conclusions, comme le fit Zinoviev un peu plus tard, Radek attribua une part de responsabilité de l'échec de la Conférence aux opposants au front unique qu'étaient les partis français et italien. Mais si effectivement le PC français refusa d'organiser des manifestations unitaires avec le PS (comme cela se réalisa en Allemagne entre le PC et les Indépendants), en Italie ce fut le PS qui refusa de le faire malgré les engagements pris à Berlin.

Nous dirons quelques mots sur la question norvégienne ; la section de l'Internationale Communiste avait été constituée par la grande majorité du Parti du Travail de Norvège (*Norske Arbeiderparti*), dont elle avait conservé le nom ; c'était l'un des plus importants partis du parlement norvégien et, en proportion de la population du pays (2,5 millions d'habitants environ), le plus grand parti de l'Internationale ! Le président de la Confédération syndicale, Ole Lian, qui était

des larges masses prolétariennes en raison de son alignement avec la bourgeoisie pendant la guerre, mais qui refusaient de rejoindre la Troisième Internationale communiste : le Parti Social-Démocrate Autrichien, le Parti Social-Démocrate Indépendant Allemand (USPD), les Mencheviks russes, le PS français et le PS suisse. Ils avaient en réalité les mêmes positions et ils jouaient le même rôle antirévolutionnaire que les partis de la Deuxième Internationale.

(3) Expression utilisée par le PC d'Italie. On peut ainsi lire dans la revue du parti : « *Les camarades russes ont bien fait d'accepter l'armistice. [...] Tant que le capitalisme, bien que frappé à mort, continue à exister ; tant qu'il continue à détenir dans le monde entier, à l'exception de la Russie, la propriété des moyens de produc-*

tion, les communistes russes sont contraints de traiter avec lui pour obtenir les moyens de production dont ils ont besoin pour rétablir l'économie russe.

[...] *La Russie soviétiste devra payer l'armistice par des sacrifices plus ou moins grands en consentant au capitalisme mondial une sphère d'exploitation plus ou moins étendue y compris en Russie. Soit. Le capitalisme n'aura cependant pas fait une bonne affaire politique. Il aura dû admettre non seulement l'existence, mais le renforcement de l'État des ouvriers et des paysans, espoir aujourd'hui, demain centre d'action du prolétariat mondial en lutte contre ses oppresseurs. A l'heure actuelle le prolétariat, à cause de la trahison et de l'œuvre d'affaiblissement moral accomplie par les social-traitres, n'est pas encore*

capable de venir directement à l'aide des camarades russes.

Mais partout où existent des travailleurs conscients, ils peuvent et doivent faire ce qui est possible pour soutenir les camarades qui à Gênes lutte ouvertement sur le dangereux terrain du tapis vert contre le capitalisme impérialiste [...] ». cf. *La Conférence de Gênes et les devoirs du prolétariat, Rassegna Comunista*, n° 19, 15 avril 1922, in *Storia della sinistra comunista*, Milan, 2017, vol. V, pp. 291-292.

(4) cf. *The Communist Movement at a crossroad. Plenums of the Communist International's Executive Committee 1922-1923*, Haymarket Books, Chicago, 2019, p. 279.

(5) Titre d'un article de Lénine : voir *programme communiste* n° 104.

(6) cf. *programme communiste* n° 103.

Le Front Unique

aussi un des dirigeants du parti, avait fait partie de la délégation gouvernementale norvégienne à la Conférence de Gênes et il avait pour cette raison été exclu de l'Internationale Communiste en mai 1922. En outre le parti venait de voter au parlement une loi sur l'arbitrage obligatoire restreignant le droit de grève (après que le pays ait connu une grève générale massive du 25 mai au 6 juin 1921).

Au cours de la discussion les représentants du parti expliquèrent que s'il ne l'avait pas fait, cela aurait entraîné la chute du gouvernement bourgeois de gauche et son remplacement par un gouvernement de droite encore plus anti-ouvrier : « *s'il est permis de soutenir des gouvernements socialistes de droite en Saxe et en Suède, alors nous sommes justifiés de soutenir en Norvège un gouvernement qui mène une politique bourgeoise de gauche plus radicale que ce que ferait un gouvernement social-démocrate. Les travailleurs n'auraient pas compris si nous avions suivi une politique radicale qui aurait conduit à la chute immédiate du gouvernement* » (7) : la tactique du front unique et du "gouvernement ouvrier" était ainsi invoquée pour justifier le soutien à un gouvernement bourgeois... La résolution votée sur la "question norvégienne" où cette politique était dénoncée comme une "erreur" et qui décidait la réintégration d'Ole Lian parce que la direction du parti, informée de sa participation à la délégation gouvernementale, n'y avait pas élevé d'objection, affirmait aussi : « *il n'y a aucun doute que les perspectives sont excellentes en Norvège pour que la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat remporte des succès grâce à cette politique [du front unique – NDLR].* » (8) Mais bien que ses délégués aient affirmé que le parti avait compris ses erreurs et qu'il allait revoir sa politique, l'année suivante il préféra rompre avec l'Internationale Communistes plutôt que rompre avec sa praxis et ses traditions opportunistes...

La séance sur le parti tchécoslovaque, récemment unifié par la fusion des anciens groupements par nationalité, porta sur les conflits internes au parti. La conclusion fut qu'ils n'avaient pas de fondements politiques. Cependant la délégation italienne soutint "l'opposition de gauche" qui affirmait que le parti ne faisait pas un travail communiste (9). Sur le parti allemand, il n'y a pas de compte-rendu du rapport présenté par ses représentants et seulement quelques mots sur les autres thèmes prévus.

Les problèmes du PCF tinrent une place importante lors de cet EE, avec notamment plusieurs interventions de Trotsky. Le parti était dans un état de crise permanente, alimenté par l'incapacité de la direction à combattre les traditions politiques et organisationnelles héritées du vieux Parti socialiste ; cela se traduisait en particulier par l'absence d'orientation du travail syndical, ou le laxisme envers des éléments qui

publiaient des organes de presse combattant les orientations de l'Internationale (10). Au cours des discussions, même si elle ne fut pas centrale, la question du front unique fut bien évidemment abordée, Trotsky reprochant aux représentants de la direction du parti d'avoir laissé diffuser de fausses interprétations de cette tactique. La résolution adoptée tirait une série de conclusions politiques et pratiques pour tenter de donner au parti une structure organisationnelle adéquate et préparer son futur Congrès (octobre 1922) (11). Bordiga était intervenu "*activement*" dans les débats surtout pour critiquer la faiblesse du travail syndical du parti, dont les militants agissaient de façon autonome dans les syndicats, souvent à la remorque des "syndicalistes révolutionnaires" ; il vota pour la résolution rédigée par Trotsky, avec la réserve qu'il était en désaccord avec le mot d'ordre du "gouvernement ouvrier".

LA "QUESTION ITALIENNE"

Les désaccords avec l'Internationale sur les orientations tactiques s'étaient envenimés au cours des derniers mois, surtout avec l'adoption fin mars par le PC d'Italie des *Thèses de Rome* sur la tactique. La délégation italienne (12) voulait dissiper les "malentendus" qui avaient cours à Moscou sur l'action du parti et ses objections au "front unique". Pour préparer l'EE le PC d'Italie avait rédigé un rapport sur l'activité du

parti (13). Bordiga y réfutait la légende selon laquelle le PC d'Italie aurait des tendances "putschistes" [à l'instar des partisans allemands de la "théorie de l'offensive" – NDLR] : c'était les nécessités vitales qui l'avaient conduit à constituer un "*encadrement militaire*" et à "*mener des actions de guérillas contre les forces bourgeoises*" ; cela n'avait rien à voir avec le "*révolutionnarisme romantique de certains*

(7) cf. *The Communist Movement...*, *ibidem*, pp. 323-324.

(8) *Ibidem*, p. 360.

(9) cf. Lettre de Bordiga du 13 juin 1922 au Comité exécutif du PC d'Italie.

(10) Henri Fabre éditait son propre quotidien, *Le journal du Peuple*, Pierre Brizon publiait un hebdomadaire, *La Vague*, tandis que Daniel Renoult, membre du « Comité directeur » du Parti, dirigeait le quotidien du soir *L'Internationale*.

Ces publications ouvraient leurs colonnes aux courants hostiles aux décisions de l'Internationale.

(11) Voir la résolution à : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/06/lt19220600.htm>

(12) La délégation italienne se composait de Bordiga, Gramsci, Ambrogi, avec Graziadei qui représentait la petite minorité de droite du Parti. Gramsci participa aux commissions sur les questions tchécoslovaque et syndicale et fut délégué

groupes extrémistes”. Si le PC d’Italie repoussait la formule de la “conquête de la majorité” du prolétariat, il était tout à fait en accord avec la tactique de la conquête des masses définie au IIIe Congrès de l’IC. D’ailleurs avant même celui-ci il avait lancé le premier une campagne pour le front unique prolétarien dans les luttes. La formation de l’ “Alliance du Travail” (AdT, principalement, entre le syndicat ferroviaire, l’Union Syndicale Italienne et la CGL) était un fruit de cette campagne et elle constituait un pas en avant par rapport à la situation antérieure de rivalités entre les syndicats. Le PC d’Italie avait refusé de participer à une réunion préparatoire des partis (ce qui lui était vivement reproché par l’Internationale – NDLR) pour des “raisons concrètes” et non par un refus de principe de contacts avec les dirigeants d’autres organisations : il y avait déjà eu de telles réunions dans le passé et il y en aura d’autres à l’avenir ; les socialistes (divisés en “maximalistes” et réformistes ouverts, dirigeaient le principal syndicat, la CGL) avaient accepté la formation de l’Alliance pour s’en servir dans leurs manœuvres en faveur d’un gouvernement avec les partis bourgeois de gauche. L’indépendance du PC d’Italie permettait de combattre ces manœuvres, sans rompre l’unité syndicale ; si la formation d’un gouvernement de gauche pouvait avoir un résultat positif pour faire disparaître les illusions existant sur les réformistes, c’est à condition d’avoir

dénoncé et combattu cette perspective, et non de la soutenir. Le parti faisait campagne pour la formation de comités de base de l’AdT et il militait pour le déclenchement d’une grève générale pour la défense des intérêts immédiats des prolétaires, base pour la future lutte finale à laquelle il ne renonce jamais.

Sur la question du fascisme, « *la propagande des socialistes se base sur le principe du refus de la résistance directe et armée en répandant l’illusion qu’il existe des moyens pacifiques et légaux pour affaiblir le fascisme. [...] Ce n’est qu’en soutenant la nécessité de l’action armée du prolétariat contre le fascisme et la réaction qu’on peut s’opposer à leur campagne collaborationniste. Ce mot d’ordre est intensément populaire, et comme l’indignation contre les fascistes croît de jour en jour, il faut l’organiser. Un mot d’ordre qui laisserait entrevoir aux masses la possibilité de conquérir le pouvoir autrement que par les armes ne ferait que favoriser le jeu des socialistes et des maximalistes, et dans un certain sens l’œuvre négative des anarchistes qui mènent une propagande contre une organisation des forces armées prolétariennes tendant vers la constitution d’un pouvoir politique de classe, contre le “militarisme rouge”. »*

L’opposition au mot d’ordre du gouvernement ouvrier, innovation des derniers mois, comme à la conception du front unique politique qui avait cours, se basait notamment sur ce qu’avait écrit Radek dans sa

lettre de critique des *Thèses de Rome*, au nom de l’Exécutif : il demandait au parti de faire campagne pour la dissolution du parlement et pour la constitution d’un “bloc” avec le Parti socialiste pour élaborer le programme d’un nouveau gouvernement ; cette tactique (déjà mise en œuvre par le PC allemand) était censée entraîner des “combats qui ne se développeront pas sur le seul terrain parlementaire” (14) ; cette tactique était en opposition à l’action du PC d’Italie telle que la décrivait Bordiga.

Le rapport continuait : « [...] ce que nous avons relaté est suffisant pour faire tomber les deux critiques [contre notre parti et sa tactique] étrangement contradictoires : la première que nous serions un parti qui se consacre à la spéculation théorique et pas à l’action pratique ; la seconde qu’il s’occuperait de travail syndical et pas de travail politique. Les luttes et les problèmes syndicaux en Italie sont aujourd’hui spécifiquement politiques et quand nous proposons des formules d’organisation et d’entente sur le terrain syndical, nous ne le faisons pas pour mettre de côté nos objectifs politiques, mais pour les atteindre précisément dans l’esprit de la tactique du front unique, c’est-à-dire en faisant notre politique contre celle des autres après les avoir poussés à mettre leurs forces sur un terrain commun avec les nôtres. [...] c’est raisonner sur des a priori que de voir une contradiction entre les deux pratiques

au procès de Socialistes Révolutionnaires (qui se tenait en même temps que l’EE), mais ne put y assister pour cause de maladie. Comme nous l’avons déjà signalé, il n’existe pas de compte-rendu des travaux des commissions.

(13) cf. *Rapporti sulla tattica del partito e il fronte unico, il programma comunista* n° 18-19, 1980. https://pcint.org/40_pdf/250_II-PC/1974-1983/1980/1980-ilpc-18.pdf

(14) Voir *programme commu-*

niste n° 105.

(15) Radek avait déclaré dans son discours : « nous devons constater que nous avons combattu pour le front unique du prolétariat sans que le front des communistes soit unitaire. Nous aurions pu procéder de façon assez différente si nos ennemis n’avaient pas eu la possibilité de nous opposer l’attitude des camarades français et, en partie, du parti italien. Le devoir de l’Exécutif est aujourd’hui de dire que nous

ne pouvons plus nous contenter d’une discipline formelle, qu’il faut une discipline interne qui permette de réaliser ce qui a été décidé », cf. *Amadeo Bordiga, Scritti 1911-1926*, vol. 7, Fondazione Amadeo Bordiga, Formia, 2017, p. XXXVI. La délégation italienne avait voulu éviter que les discussions aient lieu lors des séances plénières de l’EE car elle ne voulait pas que le PC d’Italie se retrouve sur le même plan des opposants au front unique que le PCF.

Le Front Unique

du “front unique syndical” et du “front unique politique”. [...]

Nous croyons que les communistes font une action politique non en valorisant «les partis» mais en valorisant leur Parti qui est né précisément parce que seules ses directives peuvent être la base d'une politique de classe. Déplacer les forces des autres partis et chercher à influencer sur leur action, est une tâche tactique du PC et de sa politique ; mais personne ne peut en conclure que ce soit une action politique de conclure un compromis avec les socialistes alors qu'il serait apolitique de les attaquer quotidiennement [...] ; il est faux de dire que l'action qui vise à arracher les masses à l'influence des réformistes n'est pas politique alors que seule serait politique la recherche de compromis avec eux. »

Les séances en petit comité de la commission italienne permirent d'établir un climat plus serein avec la direction de l'Internationale, notamment en réfutant les accusations

d'indiscipline du PC d'Italie présentes dans le discours de Radek sur le bilan de la Conférence des trois Internationales (15). Zinoviev déclara que le “gouvernement ouvrier” n'était qu'un synonyme plus facile à être compris par les masses, de la dictature du prolétariat et qu'il n'était pas question d'y voir une manœuvre parlementaire, mais un appel à la lutte jusqu'au renversement de l'ordre bourgeois. La délégation italienne prit l'engagement que le parti agirait selon les décisions de l'Internationale, y compris en reprenant le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, entendu dans ce sens. Elle accepta une “résolution confidentielle” (c'est-à-dire non destinée à être publiée sur la presse du parti) de Zinoviev, qui prescrivait au PC d'Italie d'agir selon les orientations prescrites. Lorsqu'elle fut présentée à la séance plénière de l'EE, elle suscita l'opposition des Allemands, mécontents des “concessions” faites aux Italiens (16).

GOVERNEMENT OUVRIER ET GRÈVE GÉNÉRALE

Le premier juillet, à l'occasion de la réunion du Conseil général de la CGL (17), fut lancé sur les journaux du parti un appel à la lutte pour un gouvernement ouvrier. Mais pour illustrer comment le PC d'Italie concevait la propagande sur ce mot d'ordre, nous pouvons nous reporter à un numéro d'*Il Comunista*, le quotidien central du parti, qui arborait le 18 juillet le titre suivant sur toute sa une :

« De la crise de l'État à la lutte pour le gouvernement ouvrier. Ouvriers, paysans, soldats, soyez prêts à prendre les armes ! »

L'article disait :

« Gouvernement ouvrier

Il y a un élément qui dans la très sombre situation politique actuelle, peut être enregistré avec satisfaction. Il s'agit de la capacité de résistance montrée par les masses de

la région de Novare et de Ligurie. Dans un endroit comme dans l'autre, l'offensive des fascistes n'a pu prendre tout le développement voulu par leurs chefs, parce que du côté du prolétariat s'est fait jour la possibilité de la constitution d'un solide front de défense.

Dans les deux cas il s'est vérifié ce qui s'est passé depuis quelques temps dans toutes les régions d'Italie lors de toutes les attaques fascistes. La résistance a été tardive et il a manqué la direction d'un organisme central qui lui donne le caractère d'une action générale.

Nous insistons pour exposer notre point de vue : l'attaque anti-prolétarienne des fascistes se déroule selon un plan d'ensemble, consciemment calculé et préparé pour obtenir un but. On doit le combattre en se plaçant sur le même terrain, c'est-à-dire sur le terrain de l'organisation d'actions de contre-offensive s'inscrivant dans un plan général de lutte prolétarienne. Chaque

région, chaque ville chaque province conserve une certaine quantité d'énergies qui doivent être utilisées au maximum, et elles peuvent l'être lorsqu'elles sont jetées au moment opportun dans le brasier de la lutte armée.

Pour cela la première lutte à faire est celle qui conduit à l'unification de toutes les forces et de toutes les capacités directives existantes dans les rangs prolétariens. L'appel aux comités locaux de l'Alliance du Travail, l'appel à la constitution d'organismes inter-régionaux, les requêtes au comité central de l'Alliance doivent être insistants et continus.

En l'absence d'une direction venant des organes centraux qui ont encore la responsabilité de diriger tout le mouvement prolétarien, partout où c'est possible, partout où la terrible école des faits fournit des enseignements cent fois plus précieux que toute polémique, que surgisse par en bas le front unique du prolétariat, le rendant apte à se lancer à tout moment dans l'action.

Les développements politiques de la crise, pas celle du gouvernement, qui pourrait aussi bien ne pas exister, mais celle de l'État italien qui devient chaque jour plus profonde, peuvent en arriver au point que

(16) Nous publions plus loin cette résolution.

(17) Ce Conseil enregistra la poursuite de la progression de l'influence communiste, qui restait cependant encore minoritaire. Le résultat officiel des votes donnait 537 000 voix à la direction (liée au courant « collaborationniste » du PS), 284 000 aux communistes, 250 000 aux « maximalistes » (courant majoritaire du PS). Dans le rapport au secrétariat de l'IC du 23 juillet, Bordiga écrit que les bonzes avaient volé au moins 150 000 voix aux communistes, au point qu'à un certain moment « nous étions décidé à envoyer les brigades communistes envahir la salle et faire sauter le congrès. »

l'action du prolétariat s'impose à tous comme la seule issue, y compris à ceux qui l'ont jusqu'à hier dédaignée et méprisée. Il faut être prêt pour ce moment par l'esprit et par les armes.

Par les armes parce qu'il s'agit de défendre la vie et la liberté de tous les prolétaires contre une attaque suprême et par l'esprit parce qu'il ne faudra pas que le sang des prolétaires, des paysans, des soldats, coule en vain.

Il peut se faire que certains pensent à ce moment se servir de la révolte des travailleurs pour se hisser au pouvoir et trouver des postes ministériels. Face à cette possibilité, la parole du Parti Communiste est plus claire que jamais.

Ouvriers, paysans, soldats soyez prêts à lutter jusqu'à l'extrême pour votre libération, mais rappelez-vous que votre sacrifice et votre sang doivent servir pour un but garantissant solidement l'avenir, non pour la social-démocratie équivoque et traîtresse qui demain vous tirera dessus, pour un gouvernement des ouvriers, des paysans et des soldats qui sera capable de mener jusqu'au bout la lutte armée contre la réaction.

En attendant que les développements de la situation politique entraînent l'entrée en lutte des grandes masses des travailleurs, les communistes savent quel est leur devoir ; ils doivent être une avant-garde audacieuse, et là où cela arrive une avant-garde désespérée. Leur œuvre d'encouragement, de renforcement et de soutien des masses ne doit pas cesser même un moment par les voies que nous avons déjà indiquées plus d'une fois.

Asséner les plus grands coups et causer les plus grands dommages possibles à l'armée ennemie et à son plan d'attaque, voilà le mot d'ordre.

Les camarades des zones où l'on combat savent le reprendre, ils savent le comprendre dans toute sa portée et l'appliquer avec courage, avec audace et avec le sacrifice de leurs personnes et de leurs intérêts individuels. »

Deux autres articles avaient pour titre : *Le prolétariat ligure prêt à se battre dans la rue* qui expliquait que les prolétaires de Gênes se préparaient à répondre aux directives de leur "comité d'action" ; et *Héroïque résistance du prolétariat de la région de Novare*.

Après un affrontement avec des militants communistes qui avait fait un mort parmi les fascistes, ces derniers envahirent par milliers la ville, où ils commirent diverses exactions pour intimider la population. Pendant 2 semaines ils détruisirent de nombreux sièges d'organisations ouvrières et occupèrent une quarantaine de municipalités de gauche. En réponse, la grève générale fut décrétée le 19 juillet dans tout le Piémont et le mouvement commença à s'étendre à certaines localités de Lombardie. Les affrontements avec les fascistes se soldèrent par des morts et des blessés. En même temps qu'il faisait pression sur les directions syndicales pour le déclenchement d'une grève générale dans toute l'Italie, le PC d'Italie envoya des brigades de militants armés depuis Turin et Milan pour venir en aide aux prolétaires de la région (18) ; le but n'était pas tant de se lancer dans des actions de guérillas que d'aider à la défense des locaux ouvriers (chambres du travail, coopératives, etc.), des sièges des Partis Communistes ou Socialistes, etc., tandis que le PS restait passif, uniquement intéressé par les manœuvres parlementaires en cours.

La chute du gouvernement Facta le 20 juillet fut le prétexte utilisé par les dirigeants de l'Alliance du Travail pour décréter l'arrêt des grèves, qui se terminèrent le 21 malgré l'opposition des communistes, abandonnant à leur sort les prolétaires de Novare.

Quelque temps plus tard, les fascistes occupèrent Ravenne et des affrontements éclatèrent dans diverses localités de Romagne ; les Jeunes républicains combattirent aux côtés des communistes infligeant des pertes aux fascistes, jusqu'à ce que le Parti Républicain signe un

accord avec ces derniers ; dans ce cas aussi l'Alliance du Travail se refusa à appeler à une grève générale en soutien aux prolétaires de la région.

Entre-temps s'était constitué un "comité technique" secret entre l'Alliance du Travail (représentée par un délégué du syndicat ferroviaire), le PC d'Italie, le PSI, les anarchistes et les Républicains (qui s'en retirèrent après les événements de Ravenne) ; il était censé préparer l'organisation d'une riposte ouvrière, mais, selon le PC d'Italie, il ne servait en réalité qu'à empêcher l'action prolétarienne (19).

Dans le cadre des pourparlers pour la formation d'un nouveau

(18) cf. *Le rapport de Bordiga au secrétariat du Comintern, 23 juillet 1922, Storia della sinistra..., op. cit.*, pp. 349-343. Les détachements armés du PC d'Italie ne disposaient que d'armes légères alors que les fascistes pouvaient compter sur l'appui des forces de police et de l'armée si la résistance prolétarienne était trop forte. Le rapport disait à ce sujet : « nous avons pris soin de ne pas nous engager dans des luttes sans débouché et sans issue en faisant un usage attentif de nos forces, nous avons cependant effectué des actions contre les fascistes surtout à Novare en envoyant des forces depuis Milan et Turin qui ont rempli de manière satisfaisante leurs tâches. Maintenant, après la fin de la grève, la lutte continue contre les fascistes qui cherchent à détruire les communes et les municipalités socialistes et communistes pour réduire cette province qui est au centre de la zone la plus industrielle de l'Italie dans les conditions des provinces agricoles de Rovigo, Ferrare, etc. Notre mot d'ordre est de suspendre toute attaque ouverte de nos cadres quand il n'y a pas d'action ni de mouvement des grandes masses, en continuant cependant les actions de représailles et les attaques par surprise. »

(19) cf. *Le rapport..., op.cit.*

Le Front Unique

gouvernement, les députés socialistes votèrent pour la participation à un gouvernement, quel qu'il soit. C'est alors que les dirigeants de l'AdT se résolurent enfin à décréter la grève générale le premier août, en formant un "comité d'action secret" pour la diriger. Mais l'absence de préparation, l'usure de certains secteurs ouvriers comme les métallurgistes dont la longue lutte avait été sabotée et laissée isolée par les directions syndicales, et le fait que la décision soit annoncée à l'improviste, tout cela fit qu'au départ la grève ne fut que partiellement suivie ; le deuxième jour le mouvement s'amplifia et se généralisa.

Mais dès la nouvelle de la grève, un nouveau gouvernement Facta était formé avec uniquement des partis de droite et les fascistes lui lançaient un ultimatum pour qu'il fasse cesser la grève dans les 48 heures sinon ils le feraient eux-mêmes. Le lendemain, les dirigeants syndicaux appelaient à reprendre le travail : pour eux la grève n'avait été conçue que comme un mouvement "légalitaire" qui devait faciliter la formation d'un gouvernement de gauche. Cette alternative n'ayant pas eu lieu, ils n'envisageaient d'autre perspective que d'arrêter la grève. Galvanisés par cette décision les fascistes, qui avaient attendu la fin officielle du mouvement, se lancèrent à l'assaut des bastions ouvriers encore en lutte, avec l'aide de la police et de l'armée comme à Bari, Parme, Ancône, Gênes ou Milan (20) ; ils se présentaient ainsi comme les véritables garants de la défense de l'ordre établi face aux menaces de subversion. Dans une déclaration du 6 août, après avoir stigmatisé le rôle des chefs syndicaux, le PC d'Italie affirmait :

« Le Parti Communiste réaffirme que la tactique à appliquer en permanence par le prolétariat dans la période et la situation présente est coup pour coup, violence contre

violence. Il revendique fièrement sa lutte au milieu des masses qui ont si magnifiquement combattu malgré leur infériorité marquée face à un ennemi plus fort et mieux équipé. Le Parti Communiste donne une nouvelle fois à ses membres le mot d'ordre, d'ailleurs superflu, de soutenir par leur action le combat défensif sacré des travailleurs, en leur fournissant les éléments de stratégie et de tactique qui leur manquent encore, et en fraternisant avec les prolétaires de tous les partis. Mais le Parti Communiste ne peut pas ne pas lancer aussi un nouvel appel aux autres organisations qui ont une influence sur une grande partie de la masse prolétarienne et qui devraient comprendre qu'il faut désormais abandonner toute vision pacifiste et légalitaire. Il ne sera pas dit que les travailleurs des centres encore en lutte et les victimes des représailles contre les grévistes de ces derniers jours seront abandonnés aux coups de l'ennemi dans une position d'infériorité évidente et que celui-ci pourra frapper impunément les journaux prolétariens, aujourd'hui que la grande masse a été retirée de la lutte. [...] Le drapeau rouge de la lutte de classe n'a pas été et ne sera jamais abaissé ! Travailleurs d'Italie, debout encore et toujours pour une guerre sans quartier contre la réaction et le régime bourgeois ! Vive le communisme ! » (21)

Une vague de répression suivit les attaques fascistes, d'abord dans les services publics (Poste, Chemins de fer) puis dans les entreprises privées. L'échec de la grève générale, dû non à un manque de combativité des masses, mais au sabotage des dirigeants, entraîna un affaiblissement général du mouvement prolétarien. Le Syndicat ferroviaire fut le premier à rompre avec l'AdT (alors même que des milliers de cheminots étaient en butte à la répression), il fut suivi par les libertaires de l'USI, tandis

que la CGL annonçait la rupture de son pacte avec le PS. Le PC d'Italie proposa début septembre une réunion aux gauches syndicales ; elle déboucha sur la constitution d'un comité indépendant des structures officielles mais qui ne put se maintenir dans la situation de recul des luttes et d'accentuation de la répression patronale et fasciste.

(À suivre)

(20) cf. *Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste*, 3e partie, programme communiste n° 47.

(21) *Aux travailleurs italiens !*, Manifeste, *Il Comunista*, 6 août 1922, cf. *Storia... op.cit.*, pp. 194-195.

Algérie : La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste

(Brochure «le prolétaire» ;
n° 40 ; Août 2025 ; format A4 ;
72 pages ; Prix : 6 € ; 8 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste



Août 2025

40

— ANNEXE —

“Résolution confidentielle” du Comité Exécutif de l’Internationale Communiste sur l’action du Parti Communiste d’Italie (PCd’I)
(Exécutif Élargi de juin 1922)

À l’issue des discussions avec la délégation italienne, à côté d’une résolution publique qui affirmait que le comité exécutif de l’Internationale considérait les *Thèses de Rome* sur la tactique comme “*inexactes*” et demandait qu’au prochain Congrès du Parti des positions “*en parfaite concordance avec la ligne tactique de l’Internationale Communiste*” soient adoptées, Zinoviev proposa une résolution “confidentielle” sur ce que devait faire le PCd’I. Elle fut acceptée par la délégation italienne. Dans un rapport au comité exécutif du Parti, daté de Moscou le 13 juin, Bordiga explique que « *les Allemands voulaient s’opposer au texte de Zinoviev parce qu’ils trouvaient qu’il nous faisait trop de concessions. Nous n’avons pas jugé opportun de revenir sur les termes utilisés, par crainte qu’une révision le rende moins favorable* ». Sur le mot d’ordre du gouvernement ouvrier, « *la résolution donne une définition qui nous a paru acceptable. Dans son discours Zinoviev a dit que ce n’était qu’un synonyme de la dictature du prolétariat* ». Il est clair que ceci n’était pas dans la ligne tactique sur le gouvernement ouvrier suivie en Allemagne. Bordiga terminait en disant : « *au premier abord vous pourriez avoir une appréciation défavorable du texte mais je ne suis pas mécontent* ».

La majorité de la délégation (Graziadei, représentant de la petite minorité de droite, ne s’y as-

socia pas) demanda cependant que soit rajoutée au procès-verbal une déclaration où elle revenait sur certaines accusations et où aussi elle tempérait la vision trop optimis-

* * *

« Le CE de l’IC estime absolument indispensable :

1) Que le PCI en finisse immédiatement et catégoriquement avec ses hésitations sur la question de la tactique du front unique. En aucun cas on ne peut admettre une distinction de principe entre le front unique sur le terrain syndical et le front unique sur le terrain de la lutte politique. Toutes les tentatives du PCI pour faire cette distinction ne font que condamner ce parti à des demi-mesures, manifestent une impuissance doctrinale, facilitent la campagne des réformistes et des serratiens des communistes pour regrouper les masses ouvrières autour de leur Parti, et enfin affaiblissent la position de l’IC dans sa campagne pour le front unique.

2) Que le PCI lance dans les plus brefs délais le mot d’ordre du gouvernement ouvrier et fasse en sa faveur la campagne la plus énergique dans la presse, dans les réunions, dans les relations avec d’autres partis, etc. La situation en Italie, l’instabilité du gouvernement bourgeois, les crises parlementai-

te sur la situation italienne (dans une intervention Zinoviev l’avait qualifiée d’“*objectivement révolutionnaire*”) ; nous la publions à la suite de la résolution (1).

res continuelles, la lutte sourde des deux tendances dans le PSI, l’offensive toujours plus vive du capital, les explosions incessantes de guerre civile, la recherche passionnée d’une issue caractérisant le moral de la masse prolétarienne – tout cela crée au PCI un terrain extrêmement favorable pour sa propagande pour le gouvernement ouvrier. Il va de soi que cette idée de gouvernement ouvrier ne doit absolument pas être considérée comme une combinaison parlementaire, mais comme la mobilisation révolutionnaire de tous les ouvriers pour le renversement de la domination bourgeoise.

3) Que le PCI prenne l’initiative du front unique prolétarien contre le fascisme. Pour cela le PCI doit faire hardiment et catégoriquement la proposition que soient constitués dans toute l’Italie des Comités

(1) Ces documents furent publiés sur *Il Stato Operaio* n° 7, 24 avril 1924. cf. https://www.quinterna.org/archivio/1921_1923/internazionale_tattica.htm

Résolution confidentielle

Ouvriers locaux de tous les partis ou sans-partis. Il est bien entendu que la tâche essentielle du Parti reste

d'armer ses militants et d'avoir partout ses groupes pour combattre le fascisme. »

* * *

Déclaration de la majorité de la délégation du parti sur la résolution confidentielle

« La majorité du Parti italien tient à affirmer qu'elle a élaboré une conception de la tactique communiste en général et de son application au front unique en particulier, dans un cadre précis et complet où la distinction de principe entre le front unique dans le domaine de la lutte économique et dans le domaine de la lutte politique ne peut être trouvée. Selon cette conception, l'application de la tactique du front unique a une valeur et des objectifs clairement politiques et vise à intensifier l'influence du Parti dans la lutte politique. La tâche prévue pour le Parti communiste dans l'ensemble du mouvement devait éviter les coalitions avec d'autres partis politiques comme base d'un organe commun pour la direction de la lutte prolétarienne, sans pour autant diminuer en rien l'importance de cette fonction et le caractère politique fondamental de la lutte. La majorité du Parti Communiste d'Italie conteste avoir eu des hésitations dans l'orientation de la tactique du Parti et s'être contentée de demi-mesures, ayant toujours suivi un plan nettement formulé, dans le seul but d'exploiter au maximum la situation concrète pour la lutte contre les socialistes et tous les autres adversaires du Parti et de l'Internationale. Elle ne conteste pas, évidemment, qu'elle ait pu commettre des erreurs, ni le droit de l'IC d'exiger toute modification de la tactique du Parti italien,

selon les résolutions de la majorité de ces organes suprêmes et sous leur responsabilité. La majorité de la délégation italienne estime également que le tableau de la situation italienne contenue dans la résolution Zinoviev pourrait conduire à un jugement inexact sur l'instabilité du gouvernement bourgeois. Les événements survenus sur la scène parlementaire ne doivent pas nous amener à conclure que la classe dirigeante italienne ne dispose pas d'un solide appareil d'État préparé pour une formidable lutte contre-révolutionnaire, avec le soutien de bandes fascistes irrégulières. Il faut également souligner le danger que représente la politique combinée des réformistes, d'une part, et des serratiens et autres groupes faussement révolutionnaires, d'autre part. Les uns et les autres avec une campagne de tolstoïsme et de critique défaitiste du "militarisme rouge" empêchent l'organisation révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne, et tandis que les premiers visent au compromis avec la bourgeoisie, les seconds couvrent leur trahison par le jeu d'une démagogie qui détourne le prolétariat de ses véritables tâches de lutte. Il faut étudier les effets de ces influences qui pourraient préparer l'action prolétarienne qui s'approche à une issue indésirable, alors que les communistes cherchent à en faire une étape vers l'élévation du niveau de préparation

idéale et matérielle de la classe ouvrière pour la lutte révolutionnaire finale. Compte tenu de la situation actuelle en Italie, il est évident que le moment où le mot d'ordre du gouvernement ouvrier devra être lancé, tant du point de vue des objectifs réels que de la réalisation de la discipline complète des mouvements d'ensemble du Parti, doit correspondre à un tournant concret de la situation. Ce tournant peut consister dans la réalisation de la grève générale déclenchée par un épisode spectaculaire de l'offensive bourgeoise, ou dans la convocation d'un Congrès national de l'Alliance du Travail, comme résultat de la campagne menée par le Parti Communiste depuis longtemps.

Pour ce qui est du point 3, la majorité de la délégation italienne déclare que l'initiative dont il y est question a déjà été prise par le parti italien depuis un certain temps. Des comités locaux existent, ce sont les comités de l'Alliance du Travail, dont le développement doit être suivi selon la campagne du Parti Communiste, qui atteint son maximum en ce moment. La situation actuelle exclut totalement qu'on puisse proposer de nouveaux comités en dehors de l'organisation de l'Alliance du Travail.

En ce qui concerne la date limite du 15 juillet, le parti italien, prêt à la respecter dans le sens le plus strict, se réserve le droit de présenter au Comité exécutif des propositions concrètes sur le moment opportun pour lancer le mot d'ordre du gouvernement ouvrier dans l'intérêt du succès de la lutte révolutionnaire, en fonction des conditions énoncées ci-dessus et de la situation pratique que la délégation trouvera à son retour en Italie. »

L'intersectionnalité : un réformisme racialiste contre la lutte de classe

La théorie de l'intersectionnalité a, depuis quelques décennies déjà, fait la fortune d'innombrables plumitifs, escrocs intellectuels et charlatans en tous genres, désireux de se faire une place parmi les contingents de la théorie sociale dont nous élaboussent chaque jour l'université et les diverses institutions culturelles bourgeoises. Il va de soi que cette relativement récente trouvaille du modernisme académique devait nécessairement rejaillir sur certaines formations militantes féministes, anti-racistes ou autres avatars du démocratisme et de l'interclassisme dont notre courant a fait depuis longtemps sa principale bête noire et auxquels il a déjà administré quelques cognées.

De telles organisations, qui ne manquent décidément aucune occasion pour se parer des habits neufs de théories à la mode, ne pouvaient évidemment pas rester les bras ballants face à la théorie intersectionnelle : il fallait nécessairement qu'elles s'en saisissent en prétendant trouver là le nouveau souffle censé gonfler la voile de la critique et palier enfin au vulgaire réductionnisme de la conception marxiste dans lequel nous nous vautrons et dont nous tirons toute notre fierté (le "réductionnisme", le "simplisme" : existe-t-il des mots davantage honnis par les tenants de l'interclassisme sophistiqué ?).

Auréolés de la panique morale que cette théorie a causé dans les rangs de la droite française la plus réactionnaire, qui n'a pas manqué de la présenter – y compris au travers de la bouche d'un récent ministre (1) – comme une invention améri-

caine accusée de miner dangereusement un universalisme républicain prétendument irréprochable, les partisans de l'intersectionnalité, tant du côté de ses théoriciens que de ses militants proprement dits, ont pu se présenter comme porteurs d'un nouveau projet radical censé favoriser la fameuse "convergence des luttes" nécessaire à l'instauration d'une soi-disant plus grande "justice sociale". Tout ce vacarme n'a également pas manqué de tomber dans l'oreille de prétendus marxistes avides de jouer les stratèges "contre-hégémoniques", tout armés qu'ils sont désormais de leur toute nouvelle pseudo-science.

L'objectif de ce texte sera de présenter brièvement la théorie intersectionnelle, sa manière d'envisager la question sociale et la nature du remède politique qu'elle propose. Nous montrerons qu'elle constitue non seulement une diversion à la reprise du combat de classe indépendant du prolétariat dont nous défendons partout et aux yeux de tous la nécessité, mais que son orientation théorique et politique s'attaque en réalité à l'essen-

tiel de ce que défend la conception communiste marxiste.

Si l'on met de côté le flou dont elle s'entoure bien volontiers et dont nous nous rendrons compte bien assez tôt, que désigne exactement la notion d'intersectionnalité ? Dans un texte-plaidoyer en faveur de son usage dans les sciences sociales, deux universitaires écrivent :

« *Le concept d'intersectionnalité a été élaboré il y a plus de trois décennies par des théoriciennes féministes racisées pour désigner et appréhender les processus d'imbrication et de co-construction de différents rapports de pouvoir – en particulier, la classe, la race et le genre.* » (2)

S'il revenait à la juriste afro-américaine Kimberlé Crenshaw d'avoir employé pour la première fois le terme dans un article juridique datant de 1989 (3), la conception intersectionnelle constituerait en réalité une reprise, quoique sous une forme présentée comme "scientifique" et disponible tant à l'usage des sciences sociales et qu'à celui des "gens ordinaires" (4), de conceptions provenant prin-

(1) <https://www.ouest-france.fr/politique/jean-michel-blanquer/jean-michel-blanquer-lance-un-club-politique-pour-defendre-sa-vision-de-la-republique-a0100ca4-2cc5-11ec-9285-f388b2ea32b0>

(2) E. Lépinard et S. Mazouz, *Pour l'intersectionnalité*, Paris, Anamosa, 2021, p. 11.

(3) K. Crenshaw, *Demarginali-*

zing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics, *U. Chi. Legal F.*, vol. 1989, 1er Janvier 1989, p. 139. Une traduction en français est disponible sur internet ici : <https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2021-2-page-465.htm>

(4) Voir note page suivante.

L'intersectionnalité

cipelement de théoriciennes et de militantes féministes américaines des années 1970.

« *L'intersectionnalité part donc d'un constat, d'une observation, historique et sociale. Kimberlé Crenshaw n'est pas la première à le dresser, loin de là. Dès les années 1970, des écrivaines, militantes, activistes noires américaines soulignent la situation de marginalité dans laquelle se trouvent les femmes noires aux États-Unis.* » (5)

En tant qu'ancêtre de l'intersectionnalité, le féminisme noir (*Black Feminism*) se distinguerait du mouvement féministe en général par sa dénonciation de la situation « à la marge » dans laquelle seraient plongées les femmes noires, à la fois par rapport au mouvement des féministes blanches, plutôt petites-bourgeoises et aveugles et/ou indifférentes à la question de l'oppression raciale, mais encore par rapport au mouvement de libération noir en général, majoritairement masculin et reproduisant l'oppression sexuelle au sein des communautés et organisations noires.

Pour cette raison, le féminisme noir serait le premier courant politique à exposer clairement la dimension spécifique de l'oppression subie par les femmes noires, et à avoir montré que cette oppression était façonnée à la fois par le sexisme propre à la communauté noire et par le racisme propre à la société dominée par les Blancs. En tant que cette discrimination ou oppression particulière se situerait à « l'intersection » de deux discriminations, les femmes noires ne pourraient logiquement pas recourir aux deux mouvements (le féminisme et l'antiracisme) de façon simultanée afin de tenter de « résoudre » la double situation d'oppression raciste et sexiste dont elles feraient l'objet, du fait que les deux mouvements reproduiraient chacun de leur côté la discrimination opposée qui n'entrant pas directement dans leur champ de vision (le racisme pour le mouvement féministe, le sexisme pour l'antiracisme noir). Parce que les organisations militantes féministes ser-

vent principalement les intérêts des femmes blanches plutôt petite-bourgeoises et que les organisations antiracistes correspondent d'abord aux intérêts des hommes de couleur, les femmes noires ne pourraient s'identifier absolument à ces deux luttes incapables d'apporter une solution à leur situation de double peine. Le féminisme noir serait alors le résultat programmatique de la prise de conscience de la dimension imbriquées de deux discriminations articulées de manière spécifique. C'est ce qu'on peut lire dès le début de la « Déclaration » de l'organisation Combahee River Collective, fondé en 1977 à Boston et regroupant des militantes féministes noires et lesbiennes, dont bon nombre de théoriciens intersectionnels continuent de se réclamer :

« *La définition la plus générale de notre politique actuelle peut se résumer comme suit : nous sommes activement engagées dans la lutte contre l'oppression raciste, sexuelle, hétérosexuelle et de classe et nous nous donnons pour tâche particulière de développer une analyse et une pratique intégrées, basées sur le fait*

(4) L'idée que l'intersectionnalité serait un « outil » ou un « instrument » disponible à l'usage de tout un chacun est une constituante à part entière de cette théorie. Voir par exemple : « ... non seulement l'intersectionnalité est partout, mais elle est polyglotte : elle parle la langue du militantisme et du travail de terrain autant que celle de l'Université et des institutions. Elle s'adresse aux jeunes gens, à travers les réseaux sociaux et la culture populaire, comme aux chercheurs.se.s bien établis.e.s, via des revues et des colloques spécialisés. » (S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité : une introduction*, Paris, Amsterdam, 2023, p. 19.) « *On emploie habituellement l'intersectionnalité comme instrument d'analyse pour résoudre des problèmes auxquels soi-même ou des proches doivent faire face.* »

que les principaux systèmes d'oppression sont imbriqués [interlocking]. La synthèse de ces oppressions crée les conditions dans lesquelles nous vivons. En tant que femmes Noires, nous voyons le féminisme Noir comme le mouvement politique logique pour combattre les oppressions multiples et simultanées qu'affronte l'ensemble des femmes de couleur. » (6)

On remarque donc que si de nombreux textes intersectionnels parlent parfois de « discriminations cumulées », il est pourtant clair que le terme de « cumul » est mal choisi, puisque l'idée est précisément d'affirmer que cette situation d'oppression spécifique n'est en rien réductible à une addition d'oppressions particulières qui pourraient être traitées séparément. Ces femmes noires sont discriminées non pas en tant que femmes et en tant que noires, mais en tant que femmes noires, et c'est justement pour cette raison que leur féminisme est un féminisme spécifiquement noir. De la même manière, ces femmes noires subissent des oppressions non pas en tant qu'elles sont des lesbiennes, en plus

(Ibid., p. 24) « *Les gens ordinaires peuvent utiliser l'intersectionnalité comme instrument d'analyse quand ils prennent conscience que des cadres plus appropriés leur sont nécessaires pour traiter les problèmes sociaux auxquels ils sont confrontés.e.s.* » (Ibid., p. 25).

(5) M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? Dominations plurielles sexe, classe et race*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2021, p. 11.

(6) C. R. Collective, *Déclaration du Combahee River Collective*, J. Falquet (trad.), *Les cahiers du CEDREF*. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes, n° 14, Université Paris Diderot – Paris 7, 1er janvier 2006, p. 53-67. Disponible ici : <https://journals.openedition.org/cedref/415#bodyftn6>

du fait qu'elles soient des travailleuses pauvres, mais la discrimination qu'elles subissent du fait de leur orientation homosexuelle est en elle-même façonnée par le fait qu'elles sont extraites d'une communauté pauvre noire. De la sorte, l'oppression vécue par une femme lesbienne noire travailleuse pauvre ne peut être saisie qu'à partir de certaines coordonnées spécifiques qui lui donnent naissance : le fait que cette oppression particulière apparaisse toujours située de telle ou telle manière ne la rendrait donc pas identifiable à la forme de discrimination que subirait une lesbienne blanche, par exemple, et encore moins si celle-ci est une petite-bourgeoise (7).

Ce constat que les "oppressions" ou les "discriminations" sont "imbriquées" ou se "synthétisent" pour former une situation à chaque fois spécifiques à une catégorie sociale particulière est une idée reprise en tout point par la théorie intersectionnelle. Dans sa présentation de son article de 1989, "Démarginaliser l'intersection race/sexe : critique féministe de la doctrine antidiscriminatoire, de la théorie féministe et des politiques antiracistes", Kimberlé Crenshaw affirme :

« Mon souhait ici est de partir de l'expérience des femmes noires et d'en faire valoir la multidimensionnalité. [...] Ce point de départ mettra en évidence combien les conceptions dominantes de la discrimination nous conditionnent à penser la subordination selon un prisme factoriel singulier. [...] En d'autres termes, dans les affaires de discrimination liée à la couleur de peau, seuls sont considérés les membres les plus privilégiés en termes de sexe ou de classe ; et dans les cas de discriminations liées au sexe, seules sont considérées les femmes plus privilégiées en termes de race ou de classe. [...] Parce que l'expérience intersectionnelle déborde celle du seul racisme et du seul sexisme, toute analyse qui ne prend pas en compte cette intersectionnalité ignore la manière dont les femmes noires, en particulier, sont

subordonnées. » (8)

Crenshaw part donc d'une série de situations judiciaires, dont la première met aux prises l'entreprise américaine General Motors et cinq plaignantes noires mises à la porte dans les années 1970. Dans une période marquée par des vagues de licenciements, General Motors renvoyait les employés qui avaient le moins d'ancienneté dans la boîte, les cinq femmes ayant été employées après 1970. Crenshaw met en avant le fait que les cinq employées poursuivant General Motors pour "discrimination à l'ancienneté" choisirent de faire valoir leurs droits "non pas en tant que Noires, ou en tant que femmes, mais en qualité de femmes noires", "en tant que catégorie spécifique à protéger contre la discrimination" (9). La décision de la cour, s'appuyant sur la jurisprudence en vigueur, rejeta la plainte des cinq femmes noires et donna raison à General Motors, en soutenant qu'il n'y avait pas lieu d'affirmer que les employées licenciées aient fait l'objet de la moindre discrimination raciale (même si General Motors refusait d'employer des travailleurs noirs... jusqu'en 1964) ou d'une discrimination sexuelle (du fait que des femmes étaient employées avant 1964, même si aucune d'entre elles n'étaient noires), tout en refusant de reconnaître la discrimination spécifiquement attachée à la catégorie de femme noire. Dès lors, affirme Crenshaw :

« Un tel refus aboutissait dès lors à réduire les concepts de discrimination sexuelle et discrimination raciale à l'expérience des femmes blanches d'une part, et des hommes noirs de l'autre. Dans ce contexte, les femmes noires ne sont protégées que pour autant que leurs expériences coïncident avec celle de l'un ou de l'autre groupe spécifiquement. Là où leurs expériences s'en distinguent, elles ne peuvent attendre que peu de protection de la loi, totalement aveugle aux questions d'intersectionnalité. » (10)

Tout comme la loi serait aveugle à ces situations de discriminations imbriquées (alors qu'elle serait cen-

sée y remédier, ou même les prévenir, selon Crenshaw !), les mouvements féministes et antiracistes participeraient du même genre d'occultation, en rabattant la situation des catégories les plus "dominées" sur la situation de groupes considérés comme "privilégiés".

Là encore, la théorie intersectionnelle nous est présentée comme devant permettre de résoudre ce déficit d'attention à la situation spécifique des groupes les plus "défavorisés" ou "discriminés", en tant qu'elle permettrait de localiser la manière dont les discriminations s'interpénètrent pour former des discriminations spécifiques à tel ou tel groupe, correspondant à chaque fois à des situations d'oppressions singulières et non-réductibles aux discriminations sexuelles, raciales ou de classe subies par les catégories jugées les mieux loties. Ce constat d'imbrication de différents rapports d'oppressions est présentée par les théoriciens intersectionnels comme l'"intuition centrale" sur laquelle repose toute leur conception :

« Cette définition opératoire restitue l'intuition centrale de l'in-

(7) On lit dans le premier article de Crenshaw : *« Quand le féminisme décrit l'expérience des femmes au prisme du patriarcat, du genre ou de la théorie des sphères séparées, il tend à oublier celui de la couleur. Les féministes oublient ainsi comment leur propre couleur influe sur certains aspects du sexisme, mais aussi comment elle les place en position privilégiée et contribue à leur propre domination. En conséquence, le féminisme demeure blanc et peine à s'élargir à la situation des femmes non privilégiées, ce qui lui permettrait pourtant d'en renforcer les fondements. »* (cité dans M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité/ ?*, op. cit., p. 307.)

(8) *Ibidem*, pp. 283-284.

(9) *Ibidem*, p. 286.

(10) *Ibidem*, p. 289.

L'intersectionnalité

tersectionnalité : dans une société donnée, à une époque donnée, les rapports de pouvoir de race, de classe et de genre (pour ne mentionner que ces exemples) ne sont pas des réalités séparées et mutuellement exclusives ; au contraire, ils s'appuient les uns sur les autres et fonctionnent conjointement ; et, bien qu'ils soient souvent invisibles, ces rapports de pouvoir imbriqués affectent tous les aspects du monde social. » (11)

Mais il est clair qu'un tel constat de l'existence de rapports d'oppressions s'imbriquant les uns les autres et se renforçant mutuellement n'a absolument rien de nouveau – et ce même si l'on fait abstraction des thèses afro-féministes antérieures dont l'intersectionnalité tire toute sa substance (12).

Nous autres, matérialistes vulgaires, avons depuis longtemps pris note de cet état de fait : nous l'avons tiré non seulement de ce que nous donne à voir l'expérience quotidienne de la lutte de classe, mais encore de l'enseignement de nos propres textes classiques. Depuis les longues descriptions d'Engels sur la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, le communisme marxiste sait que le prolétariat n'est pas une masse uniforme subissant une même domination unilatérale, mais que

l'action du capital, soucieuse de la plus grande extraction possible de plus-value, mobilise au contraire toutes les différences de sexe, d'âge, de religion et de nationalité pour morceler, diviser, et jeter les uns contre les autres les membres de la classe. Si donc, sous l'aspect de l'extraction de la plus-value, et en tant qu'ils viennent fournir les quantités de travail abstrait et socialement égal qui viendront gonfler les comptes des entreprises capitalistes, les prolétaires constituent bien une même masse *égale* (la plus frêle des modistes, dit Marx, occupe la même position que le rugueux forgeron vis-à-vis du capital, à qui elle vient, en dépit de la taille de ses bras, apporter un *même* travail abstrait), ils sont pourtant, en ce qui concernent leur être individuel et en tant qu'ils sont des créatures de chair et d'os, évidemment traversées de part en part par d'innombrables divisions naturelles et historiques.

« *Dans la foule bigarrée des travailleurs de toute profession, de tout âge et de tout sexe qui se pressent devant nous plus nombreux que les âmes des morts devant Ulysse aux enfers [...] saisissons encore au passage deux figures dont le contraste frappant prouve que devant le capital tous les hommes sont égaux – une modiste et un*

forgeron. » (13)

Si l'on met de côté cet être de classe identique et invariant, résultat de l'égalisation des travaux particuliers dans la production de valeur, les pages du *Capital* sont remplies de longues évocations concernant l'exploitation sans merci non seulement des enfants, chair fraîche et jugée plus docile dont la force de travail "suffit juste", mais encore des femmes, que l'exposition au travail expose à des symptômes tout particuliers compte tenu de leur sexe et de leur constitution biologique. De la même manière Engels, dans *l'Origine de la famille, de la propriété et de l'État*, à la suite de Flora Tristan (14), ose porter les termes de la lutte de classe jusque dans le foyer et la tranquillité tout apparente de la sphère domestique, en proclamant que "dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du Prolétariat" (15).

Cependant, la différence fondamentale qui sépare d'une ligne infranchissable la conception marxiste radicale et la conception intersectionnelle est que, pour le communisme marxiste, la femme prolétaire est toujours envisagée comme une catégorie particulière du sujet plus large qu'est le prolétariat en général : quoiqu'elle soit un membre particulier de la classe, et

(11) S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité : une introduction*, Paris, Amsterdam, 2023, p. 24.

(12) La théoricienne afro-féministe Bell Hooks notait déjà en 1981, soit presque 10 ans avant l'article inaugural de Crenshaw : « *Lorsqu'on parle des personnes noires, le sexisme a un effet négatif sur la reconnaissance des intérêts des femmes noires ; lorsqu'on parle des femmes, le racisme a un effet négatif sur la reconnaissance des intérêts des femmes noires. Lorsqu'on parle des Noirs, le regard a tendance à être tourné vers les hommes noirs ; et lorsque l'on parle des femmes, le regard a tendance à être tourné vers les fem-*

mes blanches » (cité dans R. Bachand, *L'intersectionnalité : dominations, exploitations, résistances et émancipation, Politique et Sociétés*, vol. 33, n° 1, Société québécoise de science politique, 2014, pp. 3-14.)

(13) K. Marx – *Le Capital* Livre I : X.3, s. d. (en ligne : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-10-3.htm> ; consulté le 17 avril 2024).

(14) « *L'homme le plus opprimé peut opprimer un être, qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même.* » (Flora Tristan, *L'Union ouvrière*, 2e édition).

(15) Engels : *L'origine de la famille de la propriété privée et de*

l'État (II.3), s. d. (en ligne : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000h.htm> ; consulté le 17 avril 2024). Voir aussi : « *La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules. De nos jours, l'homme, dans la grande majorité des cas, doit être le soutien de la famille et doit la nourrir, au moins dans les classes possédantes ; et ceci lui donne une autorité souveraine qu'aucun privilège juridique n'a besoin d'appuyer.* » (*Ibid.*)

marquée en conséquence par une condition spécifique qui l'expose à une situation de double exploitation (économique et domestique), la femme prolétaire partage les intérêts fondamentaux de la classe prolétarienne en général, parce que les conditions de sa libération, tant comme esclave salariée que comme esclave domestique, passe nécessairement par la destruction des fondements même de la société mercantile : le rapport d'exploitation, la séparation entre la sphère de la production sociale et la sphère de la reproduction domestique de la force de travail, la famille elle-même.

Nous autres marxistes savons bien que le rapport de classe est nécessairement articulé avec d'autres rapports sociaux et que ces rapports se déclinent à l'infini, parfois même au sein de la classe (différences existantes dans le taux d'exploitation, travail manuel/intellectuel, âge, sexe, religion, race, nationalité, etc.). Cette centralité de la classe, que nous défendrons contre tous, ne veut évidemment pas dire que la classe est le *seul* rapport social, mais signifie que la position de classe, les intérêts qui découlent de cette position et, en définitive, la capacité de ce prolétariat combien bigarré à se constituer en parti capable de mener la guerre de classe pour la défense de *ses* intérêts de classe sont les conditions nécessaires à la destruction des fondements de la société de classe elle-même, à l'abolition des conditions matérielles nécessaires à l'accumulation tautologique de valeur, à l'existence même de la propriété privée et de l'exploitation – et que, sans la destruction complète de ces conditions matérielles, les autres formes d'oppressions ne sauraient *jamais* disparaître totalement.

Toute notre conception repose par conséquent sur l'idée que le racisme, la xénophobie, les préjugés de race, de couleur, de religion, l'oppression sexuelle et toutes les autres formes de discrimination sont des produits spécifiques à la société de classe elle-même, des formes

réifiées et réfléchies dans la conscience des hommes, de séparations qui constituent l'armature matérielle de la société de classe : séparation entre la sphère domestique et la sphère de la production sociale, concurrence organisée entre les travailleurs sur le marché de la force de travail pour leur propre subsistance au seul profit du capital, séparation des nations entre États impérialistes prédateurs avides de débouchés.

Cette conception est niée en tout point par l'intersectionnalité. Sous prétexte que le rapport de classe ne saurait être tenu pour le seul rapport social, les diverses formes réifiées d'oppressions, nécessairement multiformes et potentiellement infinies que les marxistes font découler de l'existence de l'antagonisme de classe, accèdent, dans la théorie intersectionnelle, à leur plus totale autonomie. Parce que les diverses oppressions se trouvent coupées de leur racine, et de la raison qui explique la permanence de leur reproduction, la question même de leur origine, et, par conséquent, les conditions de leur disparition, ne se trouvent jamais posées dans la théorie intersectionnelle. Chez celle-ci, cette sainte trinité contemporaine de la race, du sexe et de la classe semble comme tombée du ciel et on ne s'étonne même pas qu'il puisse exister des rapports d'oppressions entre les communautés de couleur, entre les sexes et les classes (que la théorie intersectionnelle ne définit jamais que par la distinction platement sociologique entre riches et pauvres). Dans une telle conception, les catégories ou facteurs innombrables à partir desquels se déterminent les rapports oppressifs sont purement et simplement juxtaposés les uns à côté des autres, sans qu'aucun d'entre eux n'ait – du moins à première vue – une position déterminante par rapport aux autres. Cette mise sur le même plan de toutes les catégories et de toutes les oppressions (racistes, sexistes, validistes, classistes, etc.) se voit bien entendue justifiée au nom d'une prise en compte de la plus grande diversité

des situations et d'un souci de plus grande complexité d'analyse :

« *L'intersectionnalité invite à un décentrement du regard, et à une prise en compte des diversités. À une représentation prédéfinie des catégories socio-culturelles, elle préfère l'observation des réalités, et la prise en compte des situations au croisement de divers facteurs – de classe, de genre, de couleur, d'origine ethno-raciale, de religion, d'âge, d'aptitudes, de santé, la liste est longue.* » (16)

C'est peu dire que la liste est longue : elle est infinie. Cet éclectisme sans principe, devant servir à faire la "cartographie" (selon un terme installé par Crenshaw dans son deuxième article de 1991 (17) et repris par ses disciples) des différents rapports d'oppressions dont chaque segment de la population est susceptible de faire l'objet à tel ou tel moment de sa vie et à peu près sur n'importe quel sujet fait évidemment les choux gras de toute la glose universitaire avide de "chantiers permanents" à explorer à longueur d'articles académiques et de colloques.

« *Si l'intersectionnalité est une carte de navigation de la complexité, précisément celle de l'architecture du pouvoir dans un espace-temps donné, elle doit en être une*

(16) M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?*, op. cit., p. 16.

(17) K. Crenshaw, *Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color*, *Stanford Law Review*, vol. 43, n° 6, juillet 1991, p. 1241. Une traduction en français est disponible ici : K. W. Crenshaw, *Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur*, *Cahiers du Genre*, vol. 39, n° 2, Association Féminin Masculin Recherches, 2005, pp. 51-82 (<https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2005-2-page-51.htm>).

L'intersectionnalité

qui reste continuellement provisoire, en chantier permanent, jamais transformé en carte définitive mais nécessairement ajustée en fonction des spécificités historiques contextuelles et des enjeux émergents. C'est cette ouverture à l'ajustement et aux formations à venir, qui est aussi une position d'humilité intellectuelle, que signifie justement cet "etc." tant raillé par certains. Un "etc." qui refuse de clore l'énumération des catégories opératrices du pouvoir – la race, la classe, le genre, la sexualité, l'âge, le handicap, etc. » (18)

Parce qu'elle peut s'atteler à l'envi à croiser ce qu'elle appelle les "rapports de pouvoirs" (19) multiples (ou "multidimensionnels", comme disent les pédants), la théorie intersectionnelle aboutit en définitive en un véritable culte de la diversité pour la diversité, au nom d'un plus grand respect porté à la situation des marges. À en relire Sirma Bilge et Patricia Hill Collins, deux professeures de sociologie théoriciennes de l'intersectionnalité et autrices d'un ouvrage introductif sur cette notion, cette religion de la différence atteint des niveaux proprement stupéfiants :

« À la suite de cela, nous avons engagé une conversation qui s'est poursuivie lors d'une visite au Musée de l'art brut, lieu modeste mais remarquable où sont exposées

les œuvres de personnes considérées comme des outsiders, tel.le.s les patient.e.s interné.e.s en hôpital psychiatrique. C'est au cours de cette visite que nous avons constaté nos idées communes, au sujet du congrès mais aussi de l'intersectionnalité. Nous avons découvert que Sirma fait de la peinture, que Patricia pratique la danse et que les arts imprègnent notre sensibilité intersectionnelle. Nous ne le savions pas encore, mais le travail commun sur ce livre avait déjà commencé. » (20)

Mais cet éclectisme a évidemment des conséquences plus profondes que la simple logorrhée académique ou la non moins pathétique célébration de soi. Car du fait de cette mise sur le même plan de tous les facteurs d'oppression et de discrimination, où tous sont proclamés comme également vecteurs de rapports de pouvoir, la classe devient un simple rapport d'oppression parmi d'autres, et ne fait que s'ajouter à d'autres "discriminations" tout aussi dignes d'intérêt, sinon plus. En tant qu'elle étend l'analyse des rapports de pouvoir à tous les aspects de la vie sociale, en refusant de trancher explicitement sur le caractère déterminant du rapport de classe, la théorie intersectionnelle s'inscrit pleinement dans la tradition de la théorie postmoderne (21). Car, si comme le voudrait la conception

postmoderne, le pouvoir est partout, si ce dernier se loge dans l'intégralité des rapports intersubjectifs, cela signifie il n'est plus nulle part, puisque le moindre rapport social est toujours susceptible de réintroduire ou de reproduire de telles rapports de domination ou d'oppression. Le résultat le plus immédiat de cette dilution du rapport fondamental d'exploitation dans l'océan infini de rapports présentés comme multidimensionnels et traversant chaque aspect de la vie sociale est bien évidemment la négation du programme révolutionnaire communiste : si les rapports de pouvoir sont partout, il n'y a plus de pouvoir à abattre, ou du moins, ce pouvoir ne réside plus dans les rapports d'exploitation identifiés aux intérêts de la classe dominante, pas plus que dans l'immense force de l'État, mais dans l'ensemble des rapports entre communautés et individus atomisés. Ce qui est nié purement et simplement par la théorie intersectionnelle, c'est donc le face à face entre le prolétariat et ses oppresseurs, l'antagonisme irréductible entre les intérêts des deux classes fondamentales du mode de production capitaliste. L'intersectionnalité proclame haut et fort son refus de considérer la classe comme le rapport prédominant, et, par-là, sa négation du prolétariat comme classe révolutionnaire. En lieu et place de la révolution prolé-

(18) S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité*, op. cit., p. 12.

(19) « L'intersectionnalité examine la façon dont les rapports de pouvoir imbriqués influent sur les rapports sociaux dans diverses sociétés, ainsi que sur l'expérience des individu.e.s dans la vie quotidienne. En tant qu'instrument d'analyse, l'intersectionnalité considère que les catégories de race, de classe, de genre, de sexualité, de nationalité, de capacité, d'ethnicité et d'âge – entre autres – sont interdépendantes et façonnées les unes par les autres. L'intersectionnalité est une manière de compren-

dre et d'expliquer la complexité du monde, des personnes et des expériences humaines. [...] Cette définition opératoire restitue l'intuition centrale de l'intersectionnalité : dans une société donnée, à une époque donnée, les rapports de pouvoir de race, de classe et de genre (pour ne mentionner que ces exemples) ne sont pas des réalités séparées et mutuellement exclusives ; au contraire, ils s'appuient les uns sur les autres et fonctionnent conjointement ; et, bien qu'ils soient souvent invisibles, ces rapports de pouvoir imbriqués affectent tous les aspects du monde

social » (*Ibid.*, p. 24.)

(20) *Ibidem*, p. 18.

(21) « L'intersectionnalité s'insère très bien dans le projet postmoderne de conceptualiser des identités multiples et changeantes. Elle coïncide avec les idées de Foucault sur le pouvoir, centrées sur les processus dynamiques et la déconstruction de catégories normalisantes et homogénéisantes. » (K. Davis, *L'intersectionnalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d'une théorie féministe*, F. Bouillot (trad.), *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études fé-*

tarienne, le programme politique de la théorie intersectionnelle ne peut consister qu'en de vagues alliances interclassistes sans but précis, sinon la recherche d'une plus grande "égalité" entre groupes "minoritaires".

« *L'approche intersectionnelle refuse de prioriser politiquement la classe. Et c'est précisément sur ce point que notre désaccord se noue avec les tenants d'une hiérarchie des luttes où la question de la classe sociale prévaudrait sur d'autres expériences minoritaires. L'intersectionnalité exige de penser aux possibilités et aux formes d'alliances entre groupes soumis à des rapports de pouvoir. Loin de faire prévaloir la race sur la classe, l'approche intersectionnelle offre plutôt une complexification de l'analyse des régimes d'oppression et donne, sur le plan pratique, la possibilité de construire, avec un souci d'égalité et de réciprocité, des causes communes.* » (22)

Mais qu'est-ce que signifie ce refus de "prioriser politiquement la classe" sinon d'encourager ouvertement la collaboration de classe la plus honteuse, le ralliement de segments entiers du prolétariat à des communautés constitués d'individus partageant des "discriminations" communes (par exemple la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle) mais aux intérêts matériels absolument contraires aux siens ? Que

signifie cette "complexification de l'analyse des régimes d'oppression" sinon le souci de dissoudre les combats spécifiquement prolétariens dans des combats qui ne sont pas les leurs au nom d'une prétendue oppression plus large qui *primerait* sur les rapports de classe ?

Les partisans de l'intersectionnalité ont beau prétendre que leur conception n'exclue pas l'analyse de classe, le fait est que la classe, lorsqu'elle intervient dans leur analyse, n'intervient que comme supplément de discrimination, discrimination particulière venant s'ajouter à d'autres afin de contribuer à "marginaliser" encore plus une catégorie déjà mise à l'écart de différentes manières (par exemple, la "précarité" s'ajoute au fait d'être une femme lesbienne noire, ou d'être un homme immigré et handicapé). La classe, comme "condition minoritaire", est donc rabattue sur la simple condition précaire, et l'oppression de classe, le rapport d'exploitation que les marxistes considéraient comme la source de l'accumulation et de la reproduction du capital, devient une simple discrimination parmi d'autres... qu'il faudrait par conséquent combattre *en tant que discrimination !*

Il est à cet égard frappant que dans les deux articles de 1989 et 1981 de Crenshaw, le terme même de classe n'intervienne jamais dans

les titres : seuls sont pris en compte le croisement du genre et de la race. Cela est tout à fait cohérent puisque le but avoué de Crenshaw dès son article de 1989 est de parvenir à localiser, on l'a dit, le "point aveugle" des mouvements anti-racistes en général et du mouvement de libération noir en particulier, soit la situation spécifique d'oppression des femmes noires. L'idée au cœur de l'élaboration de la théorie intersectionnelle de Crenshaw, et ce qui lui donne donc sa raison d'être, est que la prise en compte de la question des femmes noires au sein du mouvement noir devrait d'abord servir à renforcer la lutte de tout l'ensemble, c'est-à-dire, ici, la lutte pour la libération noire, la consolidation de la conscience raciale noire. C'est d'ailleurs ainsi que Crenshaw conclue son premier article :

« *Tout véritable effort pour libérer la communauté noire des conditions qui caractérisent sa subordination raciale doit inclure une analyse du sexisme et du patriarcat. Ceci vaut en théorie comme en pratique. De même, le féminisme doit inclure une analyse du racisme s'il veut exprimer les aspirations des femmes non-blanches. Ni les luttes de libération noire ni la théorie féministe ne peuvent ignorer l'expérience intersectionnelle de celles que l'un et l'autre mouvement prétendent compter dans leurs rangs.*

ministes, n° 20, Université Paris Diderot – Paris 7, 1er janvier 2015 (DOI : 10.4000/cedref.827 consulté le 17 avril 2024). La théorie « postmoderne », dont le philosophe Jean-François Lyotard a tracé les contours (tout en s'en réclamant) dans son texte *La Condition postmoderne* de 1979, se caractérise elle-même comme un rejet de la conception philosophique qu'elle dit propre à la « modernité », et qu'elle identifie aux théories de l'histoire en général – dont le marxisme fait selon elle partie. Ces théories de l'histoire auraient pour point commun avec la pensée es-

chatologique d'introduire de la rationalité dans l'histoire, et de ne voir en celle-ci qu'un procès de développement orienté vers le progrès et appelé à s'achever dans un état de libération maximal de l'humanité. Selon Lyotard, « *la pensée et l'action des XIXe et XXe siècles sont régies par une Idée [...]. Cette Idée est celle de l'émancipation. Elle s'argumente certes tout différemment selon ce qu'on appelle les philosophies de l'histoire, les grands récits sous lesquels on tente d'ordonner la foule des événements.* [Ces récits] *situent les données qu'apportent les événe-*

ments dans le cours d'une histoire dont le terme, même s'il reste hors d'atteinte, se nomme liberté universelle, acquittement de l'humanité tout entière. » (Jean-François Lyotard, *Le postmoderne expliqué aux enfants*, Paris, 1986, p. 45.) Elle refuse par conséquent toute pertinence aux « méta-récits » (qu'elle assimile à des grands récits mobilisateurs : par exemple le communisme) ou à l'idée même d'un sujet de l'histoire (le prolétariat révolutionnaire).

(22) E. Lépinard et S. Mazouz, *Pour l'intersectionnalité*, op. cit., pp. 37-38.

L'intersectionnalité

[...] *Il est assez ironique que les personnes qui ont le plus à gagner à la disparition du racisme et du sexisme adoptent une perspective si verticale, institutionnelle, et normative de la discrimination. Si leurs efforts portaient plutôt sur les besoins des plus désavantagés et les restructurations les plus nécessaires, les personnes souffrant d'une seule oppression en profiteraient elles aussi.* » (23)

Crenshaw prend donc le contrepied de l'idée selon laquelle le renforcement politique de la communauté raciale passerait par la revendication assumée du sexisme, position ouvertement réactionnaire défendue par certains leaders et intellectuels du nationalisme noir (24). Mais si l'intersectionnalité se construit en opposition à cette conception, elle se déplace toujours dans le cadre de la même politique identitaire. L'intersectionnalité n'est rien d'autre que le nom donné au nouveau principe de l'alliance raciale. Si la classe n'intervient pas (l'extrait parle de faire disparaître le racisme et le sexisme mais bien évidemment jamais l'oppression de classe), cela n'a donc rien d'un oubli accidentel, mais c'est précisément parce que l'analyse de classe, qui trace une ligne rouge infranchissable entre le prolétariat et ses oppresseurs de même couleur, agit nécessairement comme un puissant dissolvant à l'intérieur de la prétendue communauté.

Que l'intersectionnalité se constitue comme un interclassisme racial, apparaît également dans l'article de 1991. Crenshaw s'inscrit ouvertement dans le cadre d'une politique de l'identité (ici encore raciale, et centrée sur la communauté noire) en annonçant vouloir résoudre les défauts du mouvement antiraciste actuel :

« *Le problème, avec la politique de l'identité, n'est pas qu'elle échoue à transcender la différence – comme l'en accusent certains critiques – mais plutôt l'inverse : la plupart du temps, elle amalgame ou ignore les différences internes à tel ou tel groupe.* » (25)

L'intersectionnalité est ouvertement pensée comme devant constituer un facteur de neutralisation des oppositions au sein d'une communauté raciale fragmentée par diverses oppressions imbriquées :

« *Je voudrais suggérer que l'intersectionnalité permet d'alléger un peu la tension entre les revendications de l'identité multiple et la nécessité jamais démentie d'une politique identitaire.* » (26)

« *Reconnaître que la politique de l'identité se développe au point d'intersection des catégories paraît donc plus fructueux que contester la possibilité même de dire quelque chose des catégories. En prenant conscience de l'intersectionnalité, nous devrions mieux pouvoir identifier nos différences et les justifier, négocier aussi les moyens grâce auxquels ces différences trouveront à s'exprimer dans la construction de la politique du groupe.* » (27)

« *L'intersectionnalité nous offre au contraire une base pour reconceptualiser la race comme une coalition entre hommes et femmes de couleur.* » (28)

Ce primat de la race sur la classe, qui motive un projet politique identitaire nécessairement interclassiste, se fonde sur le renversement de l'idée marxiste selon laquelle l'oppression de classe et la propriété privée est la cause de l'oppression sexuelle et raciale. Pour Crenshaw, c'est au contraire la différence sexuelle et raciale qui expliquerait l'existence même de la société de classe :

« *Au niveau le plus élémentaire, race, genre et classe sont tous en cause, étant donné la forte corrélation entre "femme de couleur" et pauvreté. En outre, la disparité de l'accès à l'emploi et au logement – c'est-à-dire la discrimination – est redoublée par leur identité de race et de genre. La race et le genre sont parmi les tout premiers facteurs responsables de cette distribution particulière des ressources sociales qui aboutit aux différences de classe observables (nous soulignons). Et dès lors qu'elles se trouvent réunies dans une classe sociale défavorisée,*

les structures de race et de genre déterminent la manière singulière, par rapport aux autres groupes, dont les femmes de couleur vivent la pauvreté. » (29)

Ici encore, la théorie intersectionnelle de Crenshaw n'est qu'une reprise des thèses du féminisme noir, qui, alors même lorsqu'il tentait de se dissimuler derrière un vernis anticapitaliste (ce que Crenshaw ne cherche même plus à faire) limitait ouvertement son action à la consolidation de la communauté raciale et à la lutte pour la "dignité" de la race, évacuant toute perspective de renversement du capitalisme. Citons la "Déclaration" du Combahee River Collective :

« *Par-dessus tout, notre politique a surgi initialement de la croyance partagée que les femmes*

(23) Cité dans M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité/ ?*, op. cit., pp. 328-329.

(24) La Déclaration du Combahee River Collective cite une brochure nationaliste noire défendant l'oppression sexuelle des femmes comme constitutive de l'identité noire (Mumininas, Mwanamke Mwananchi, 1971, *The Nationalist Woman*). De la même manière, Crenshaw, dans son article de 1991, cible ouvertement l'anti-féminisme virulent et revendiqué de la théoricienne nationaliste noire Shahrazad Ali (*Blackman Guide to Understanding the Blackwoman*), qui fait de la lutte contre l'oppression des femmes un produit culturel spécifiquement blanc qui ne pourrait que diminuer la dignité et la virilité des hommes noirs. Une telle position ouvertement réactionnaire est représentée aujourd'hui par l'idéologue indigéniste Houria Bouteldja.

(25) K. W. Crenshaw, *Cartographies des marges*, op. cit.

(26) K. W. Crenshaw, *Cartographies des marges*, op. cit.

(27) *Ibidem*

(28) *Ibidem*

(29) *Ibidem*

Noires ont une valeur intrinsèque, que notre libération est une nécessité, non comme accessoire de celle de quelqu'un.e d'autre mais à cause de notre propre besoin d'autonomie comme personnes humaines. [...] Notre politique naît d'un sain amour pour nous-mêmes, nos sœurs et notre communauté, qui nous permet de continuer notre lutte et notre travail. » (30)

Ici encore, la focalisation sur la communauté de couleur entraîne le rejet explicite d'une politique spécifiquement prolétarienne, qui nécessite de surmonter tous les clivages de sexe et de race. Le programme de la politique de l'identité se constitue *contre* l'idée même de parti prolétarien :

« C'est dans le concept de politique de l'identité [identity politics] que s'incarne notre décision de nous concentrer sur notre propre oppression. La politique la plus profonde et potentiellement la plus radicale émane directement de notre propre identité – et non pas de luttes pour en finir avec l'oppression d'autres personnes [nous soulignons]. Dans le cas des femmes Noires, il s'agit d'un concept répugnant, dangereux, menaçant et donc révolutionnaire, car au vu de l'ensemble des mouvements politiques qui nous ont précédé, il est évident que n'importe qui mérite davantage sa libération que nous. » (31)

La lecture de classe a complètement disparu, et la société capitaliste, au lieu d'être analysée comme immense accumulation de valeur et de travail abstrait évidemment indifférent aux particularités sexuelles, ethniques, raciales et nationales est simplement envisagée comme une société dominée par l'homme blanc ! La jonction avec le mouvement prolétarien blanc est donc nécessairement rejeté. À la fin de leur déclaration, le Combahee River peut citer cette phrase de Robin Morgan (*Sisterhood is powerful*) en guise de conclusion politique :

« Je n'ai pas la moindre idée du rôle révolutionnaire que pourraient avoir des hommes blancs hétérosexuels, dans la mesure où ils sont

l'incarnation même d'intérêts de pouvoir personnels et réactionnaires [reactionary-vested-interest-power]. » (32)

L'interclassisme racialisé (ou simplement identitaire, lorsque la communauté en question est une communauté fondée sur le sexe, le handicap ou les préférences sexuelles, etc.), que charrie l'intersectionnalité s'accompagne nécessairement d'une conception foncièrement réformiste de la lutte politique. C'était, on l'a vu, déjà le cas dans la déclaration du Combahee River Collective, qui déclarait lutter pour la reconnaissance des femmes noires lesbiennes comme "personnes humaines" et en affirmant cet horizon leur "suffisait" bien assez (33). Il en va de même dans la théorie intersectionnelle. Son objectif n'est pas la domination politique du prolétariat et du parti de classe, mais simplement la reconnaissance par l'État du caractère "humain" et de la "dignité" des secteurs discriminés, l'adresse à la bonté de l'État au nom du sacrosaint droit à la différence et à l'affirmation identitaire dont l'intersectionnalité a fait son culte !

Cette perspective en tous points réformiste est encouragée par le fait que les notions d'"oppression" et de "discrimination" ne se trouvent jamais clairement définies chez elle : elles se trouvent même confondues. L'"oppression" (et donc l'exploitation économique elle-même) est rabattue sur la simple "discrimination" : il n'y a oppression d'une partie de la population *que* parce qu'il y a manque de reconnaissance des droits inaliénables de cette catégorie sociale spécifique, ou, ce qui revient au même, traitement inique de celle-ci par d'autres groupes sociaux, de la société en général ou de l'État. La conséquence du brouillage de l'analyse de classe marxiste, par lequel l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail s'efface purement et simplement derrière une infinité de rapports oppressifs et "multidimensionnels" entre divers groupes intéressés à reproduire des situations

de dominations sans que l'on en connaisse la raison précise, se manifeste là dans toute son ampleur : pour qu'il y ait réparation de l'oppression, reconnaissance de la discrimination, il faudrait donc s'adresser à l'instance de la reconnaissance par excellence, c'est-à-dire à... l'État lui-même !

Il est logique qu'après avoir prôné la collaboration de classe au nom de la défense de l'identité, de la conscience raciale, sexuelle, etc., l'intersectionnalité se jette dans les bras de l'État, que toute sa politique consiste à s'adresser à lui, à tenter de l'interpeller pour exiger la "correction" de telles discriminations, afin d'obtenir de lui "réparation", "justice distributive", "discriminations positives", "quotas", en somme, une place comme les autres dans la société de classe actuelle.

Une image employée par Crenshaw dans son premier article est, sur ce point, tout à fait révélatrice.

« Imaginez une cave qui contiendrait toutes les personnes discriminées sur la base de leur ethnicité, de leur genre, de leur classe, de leurs préférences sexuelles, de leur âge et/ou de leurs capacités physiques. On empile ces personnes, en plaçant au bas de la pyramide celles qui concentrent le plus de facteurs discriminants, pour laisser au sommet celles qui ne présentent qu'un facteur discriminant, dont la tête caresse ainsi le plafond. Au-dessus, il y a ceux qui ne souffrent d'aucune oppression. Soucieux de corriger certains des aspects de la domination, une partie

(30) C. R. Collective, *Déclaration du Combahee River Collective*, *op. cit.*

(31) *Ibidem*

(32) *Ibidem*

(33) « *Nous rejetons les piédestaux et nous ne voulons ni le titre de reines [queenhood], ni marcher dix pieds en arrière. Être reconnues comme humaines, tout simplement humaines [levelly human], nous suffit* », *Id.*

L'intersectionnalité

des résidents du rez-de-chaussée autorisent les personnes entassées à la cave à monter à leur niveau, mais seulement si elles peuvent affirmer que seul le plafond les gêne dans leur ascension. Mais cette trappe n'est accessible qu'aux personnes qui, parce qu'elles ne portent qu'un seul fardeau, se trouvent dans une position privilégiée par rapport à celles et ceux sur les épaules desquel.le.s elles se sont hissées. Les autres, qui cumulent les oppressions, restent dans la cave, sauf à trouver le moyen de se hisser dans les groupes qu'on a autorisés à franchir la trappe. » (34)

La société est envisagée comme une hiérarchie d'individus où les plus privilégiés qui ne "souffrent d'aucune oppression" (les hommes blancs riches hétérosexuels et valides, on l'imagine) occupent le haut du panier. Tout ce qu'il convient de faire est de parvenir à hisser les catégories "qui cumulent les oppressions" et qui se trouvent pour l'instant au fond de la cave au même niveau de "privilège" que les premiers, qui sont à l'étage. Crenshaw n'est en fait pas tout à fait claire sur cet objectif : s'agit-il de faire en sorte que tous occupent la même position de privilège en se tenant au rez-de-chaussée de cette petite charmante maison qu'est la société de classe ? Mais comment est-il possible, dans une société fondée sur l'accumulation privée qui se fait nécessairement au détriment de l'immense majorité, de parvenir à une "égalité de privilège" pour tous ? Ou bien s'agit-il seulement de favoriser l'"ascension sociale" en donnant la possibilité aux "discriminés" d'aujourd'hui de devenir les patrons de demain ? Mais dans ce cas la théorie intersectionnelle, qui ne questionne en rien l'existence même de privilèges, ne peut assurément pas résoudre l'antagonisme de classe : elle ne représenterait qu'un alter-capitalisme où les dominants d'une certaine communauté se trouveraient simplement remplacés par les dominants d'un autre groupe racial ou sexuel.

Dans une telle perspective, au

potentiel libérateur combien limité, il est donc parfaitement logique que l'oppression de classe apparaisse comme le point aveugle de toute la théorie intersectionnelle.

Crenshaw le sait bien. Celle-ci réclame la fin des discriminations contre les communautés minoritaires et semble penser, en incorrigible juriste, que la loi est susceptible d'abolir ces discriminations. Mais le racisme, le sexisme ne peuvent évidemment pas être abolis par aucune constitution, la plus "juste", la plus "équitable" soit-elle. Ils resteront le lot commun de toutes les communautés opprimées aussi longtemps que la société de classe ne serait pas détruite de fond en comble, et avec elles, les anciennes mentalités héritées de la période où l'exploitation de l'homme par l'homme constituait la seule vraie loi de toutes les Constitutions bourgeoises.

Admettons cependant que les plaignantes obtiennent une réparation de la part du tribunal et de l'État, et que ceux-ci leur donnent raison contre leur ancien employeur. En quoi cela modifiera-t-il quoique ce soit au fait qu'elles sont des prolétaires, et, en tant que telles, les esclaves salariés des patrons ? Quelle pourrait donc être la "discrimination positive", la "réparation" obtenue pour la "discrimination" fondée sur la classe, pour le traitement "classiste" dont elles ont fait l'objet en étant du jour au lendemain jetées à la porte et privés du moyen de gagner leur vie ? Absolument aucun, évidemment. Car cela est bien normal : l'État, la justice, ne peuvent de toute évidence pas aller contre les rapports fondamentaux qui justifient son existence : la séparation en classes et l'exploitation de l'immense majorité de la population au profit d'une minorité toujours plus petite.

C'est la raison pour laquelle Crenshaw peut bien présenter la théorie intersectionnelle comme un "effort pour libérer la communauté noire des conditions qui caractérisent sa subordination raciale" tout en luttant contre le "sexisme et le patriarcat" (35) affectant de manière

spécifique les femmes noires : jamais elle ne déclare vouloir l'abolition de l'oppression de classe, et pour cause !

La raison en est que l'oppression de race et de sexe d'un côté et l'oppression de classe ne sont en réalité pas symétriques : la logique abstraite du capital n'a *en soi* que faire de la couleur de peau, du sexe ou de l'orientation sexuelle des agents qui portent effectivement ses rapports et peut même concéder, à un moment ou à un autre, quelques mesures "luttant" contre le racisme ou le sexisme, même s'il tend nécessairement à reproduire ces formes d'oppressions. Quelle importance, en effet, que le prolétaire soit blanc ou noir tant que celui-ci apporte à ses maîtres une quantité suffisante de travail gratuit ? Quelle importance que la propriétaire d'une entreprise soit une femme noire lesbienne d'origine pauvre ou une bourgeoise blanche issue des beaux quartiers tant que l'accumulation poursuit son cours, sur le dos du malheur du plus grand nombre ? Le mode de production capitaliste peut bien s'accommoder de n'importe quelle "reconnaissance", de n'importe quel brevet de "dignité", du transfert de n'importe quel "privilège" d'une communauté à une autre... tant que la séparation entre exploités et exploités n'est pas remise en cause, la dictature du mercantilisme peut dormir sur ses deux oreilles.

L'aboutissement politique de tout cela – puisque les perspectives de prise du pouvoir par la classe dominée et de renversement de l'ordre économique et politique actuel se trouvent de fait mise à la porte par la théorie intersectionnelle – ne peut être que le sempiternel aménagement de l'ordre existant, la "correction" des inégalités salariales... soit une

(34) Cité dans M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?*, op. cit., pp. 302-303.

(35) Cité dans *Ibid.*, p. 328.

“solution” banalement réformiste qui tente de se dissimuler sous un verbiage incapable de tromper qui que ce soit.

« Cette ouverture à la malléabilité contextuelle ne doit pas faire perdre de vue que l'intersectionnalité a une orientation claire, qu'elle pointe vers une direction. Dès lors, l'intersectionnalité se pense aussi comme un compas. Son orientation est la justice sociale, laquelle constitue un concept de l'ordre d'aspiration, un concept d'horizon vers laquelle la démarche intersectionnelle tend. Autrement dit, l'intersectionnalité n'est pas qu'une démarche analytique mais aussi une praxis politique tournée vers la justice sociale. » (36)

La “justice sociale” comme “concept de l'ordre d'aspiration [et] d'horizon” ! Il fallait au moins deux cerveaux d'universitaires de cette envergure pour débusquer une solution pareille ! L'avantage de cette profession de foi de “justice sociale” est qu'elle convient évidemment aux philanthropes de tous poils, qui se cachent d'ailleurs là où on ne les attendait pas, puisque, à entendre nos deux intellectuelles intersectionnelles, l'on pourrait trouver des partisans de l'intersectionnalité jusque dans les palais du Vatican et les réunions du FMI !

« Au mois de mai de cette même année, plus de 2 200 dirigeant.e.s d'entreprises et d'investisseur.se.s originaires de 27 pays différents se réunirent à Londres pour une “Conférence sur le capitalisme inclusif”. Nafeez Adhmed écrivait dans le “Guardian” que les participant.e.s étaient venus discuter de “la nécessité d'une forme de capitalisme plus responsable socialement, qui bénéficierait à tous et non pas seulement à une minorité aisée” [Nafeez Adhmed, “Inclusive Capitalism Initiative Is Trojan House to Quell Coming Global Revolt”, *The Guardian*, 28 mai 2014]. Ces membres de l'élite internationale des affaires et de la finance, qui pesaient

environ 300 000 milliards de dollar d'actifs liquides – soit un tiers du total mondial –, partageaient la même préoccupation : “la menace que le capitalisme représente pour le capitalisme”, selon la formule employée à cette occasion par le PDG d'Univeler. La liste des invité.e.s comptait de nombreux noms prestigieux (sic!) : le prince Charles, Bill Clinton, le gouverneur de la Banque d'Angleterre et plusieurs dirigeant.e.s de multinationales. Dans son discours, la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, cita elle aussi le pape François et l'accroissement des inégalités, “racine de tous les maux de la société”. Pour souligner l'urgence de la situation, elle reprit à son compte l'idée de Marx selon laquelle le capitalisme contient en lui “les germes de sa propre destruction”. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas tous les jours que l'on entend la directrice générale du FMI citer à la fois le pape et Marx devant l'élite de la finance internationale. » (37)

Les professeurs d'université, les princes, tout le gratin de la bourgeoisie internationale, et même le pape : qui aurait pu se douter que cette profonde étude sur la situation des “marges” et des “discriminations croisées” déboucherait sur une alliance aussi vaste – et décidément de bien bonne volonté !

En tant que la négation de la nécessité de l'indépendance de classe est la véritable boussole de toute cette cartographie si rigoureuse, la théorie intersectionnelle peut bien être qualifiée de symptôme de la période de contre-révolution que nous traversons, où le prolétariat de chaque pays se révèle encore incapable de renouer avec la grande tradition des luttes classistes du passé afin de lutter pour ses propres intérêts, même sur un plan uniquement défensif. Loin donc de constituer comme annoncé la solution stratégique susceptible de hâter la

venue des bouleversement sociaux à venir, l'intersectionnalité représente au contraire le fruit spirituel des aspects les plus insuffisants des luttes actuelles, leur caractère majoritairement non-prolétarien, en même temps qu'elle contribue activement à sanctifier les pires mots d'ordres interclassistes qui condamnent les prolétaires de chaque communauté particulière à bêler éternellement avec leurs oppresseurs dans les pâturages de la race et de l'identité – suivant les bons conseils dispensés par de respectables professeurs de droit, qui, évidemment, ne leur veulent que du bien.

Parce que la théorie intersectionnelle relègue l'exploitation de classe au rang d'une “discrimination” parmi d'autres, parce qu'elle s'oppose frontalement à la constitution d'un parti prolétarien indifférent aux races et aux maudites communautés éthico-nationales, et parce qu'elle réduit la situation prolétarienne à une pauvre identité demandant la “reconnaissance” des employeurs, des policiers, des juges et des Constitutions, il est on ne peut plus logique que le marxisme trouve en celle-ci le produit de l'académisme le plus pourri qui soit, et par-là même, la conception qui lui est la plus radicalement opposée.

Le prolétariat ne recherche aucune reconnaissance de la part de ses ennemis, et n'a en face d'eux, aucune identité à faire valoir. Il a, comme le proclame le *Manifeste* depuis 1848, “un monde à gagner”, et il ne gagnera effectivement ce monde qu'à condition qu'il parvienne à briser toute attache avec ses oppresseurs, et, avec eux, toutes les identités parcelaires et fragmentées entravant la constitution de la communauté matérielle communiste.

(36) S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité*, op. cit., p. 12.

(37) *Ibidem*, p. 43.

La guerre d'Espagne (4)

Le programme agraire des organisations ouvrières espagnoles dans la guerre civile (1936-1939)

Il s'agit de la troisième partie du travail effectué sur les principaux aspects du développement de la lutte de classe du prolétariat espagnol au cours des tragiques années trente du siècle dernier. Dans les deux précédents volets, nous avons traité de manière générale les thèses défendues par les courants opportunistes (social-démocrate, stalinien, anarchiste et fausse gauche communiste) en rapport avec cette période et, plus en détail, une critique du courant communiste "de gauche" constitué autour du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM, Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), qui est habituellement pris comme référence de la particularité des événements de 1936-1939 par les courants de la "nouvelle" gauche. Pour les parties précédentes, voir les n° 106 et 107 de *programme communiste*.

POURQUOI CONSACRER UN TRAVAIL SPÉCIFIQUE À LA CRITIQUE DES POSITIONS OPPORTUNISTES AUTOUR DE LA QUESTION AGRAIRE ?

La question agraire n'est pas une exclusivité de la guerre en Espagne, elle n'est pas non plus différente de ce que l'on peut trouver dans des pays comme l'Italie ou d'autres.

Mais il est vrai qu'à bien des égards, l'histoire de la guerre civile s'est appuyée sur les idéologies les plus diverses et sur leur lecture partielle de ce qui s'est passé. D'une part, pour au moins l'un de ces courants, les anarchistes, le phénomène des collectivisations rurales durant la première année de la guerre est l'un des phénomènes les plus importants, son drapeau lorsqu'il s'agit de défendre le rôle que leurs organisations et leurs militants ont joué à cette époque. D'autre part, l'image de la guerre civile, présentée par les staliens et les sociaux-démocrates comme un affrontement entre les grands propriétaires terriens soutenus par l'armée, et un "peuple" qui aurait regroupé prolétaires, classes moyennes urbaines, petits propriétaires terriens, "paysans" etc., met particulièrement l'accent sur la mise en avant de la figure du pro-

priétaire terrien comme déclencheur du conflit et comme exemple des "forces féodales" qui auraient combattu le régime républicain les armes à la main. Mais, pour nous, l'importance du développement des rapports entre les classes rurales, et donc des organisations ouvrières qui ont réussi à influencer le prolétariat rural, ne réside ni dans l'une ni dans l'autre de ces thématiques : nous ne considérons pas l'Espagne comme une exception dans le cours de la lutte de classe internationale du prolétariat, et nous nions donc que le projet de "socialisme dans un seul village" que les anarchistes ont soulevé ait une valeur supérieure à celle des leçons de la grande tragédie mondiale du prolétariat dans l'entre-deux-guerres, et nous ne voyons pas non plus dans le cas espagnol la première d'une série de tentatives qui se sont terminées par la victoire des puissances alliées lors de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit simplement de contribuer en tant que parti au bilan historique de la grande défaite du prolétariat es-

pagnol face aux forces unies de la bourgeoisie et de l'opportunisme de tout poil, et de le faire en se concentrant sur le terrain où ce prolétariat s'est montré le plus combattif : les campagnes.

L'histoire de la guerre civile (et de son préambule dans les années 1931-1935 comme un affrontement entre un bloc républicain-progressiste, derrière lequel se trouvaient toutes les factions politiques ouvrières, et un bloc militaro-réactionnaire), présente l'Espagne comme un pays arriéré en termes de rapports sociaux dominants, comme une nation semi-féodale où autant les formes sociales que les libertés qui caractérisaient les autres pays environnants étaient absentes, et où, par conséquent, une bataille a été menée pour se hisser au même niveau que ces pays. Dans cette présentation, le fait que l'Espagne était alors un pays essentiellement agricole est présenté comme la preuve définitive du retard séculaire dont souffrait la population dans son ensemble. En somme, c'est la thèse de la *révolution démocratique à venir* que la quasi-totalité des courants politiques et syndicaux ont soutenu et prêché, et qu'ils prêchent encore, auprès des prolétaires ibériques d'hier et d'aujourd'hui. Dans la première partie de ce travail, nous avons montré à quel point cette thèse est erronée en passant brièvement en revue la période révolutionnaire de la bourgeoisie espagnole qui, bien qu'elle se soit mal terminée, s'est étendue sur pratiquement tout le XIXe siècle et n'était pas très éloignée de ce qui s'est passé dans des pays comme l'Italie ou la France.

En guise d'introduction, reprenons les grandes lignes que nous avons déjà présentées, en détaillant un peu plus ce qui a trait à la question agraire.

• 1808-1833. Avant l'invasion napoléonienne de l'Espagne, c'est un pays éminemment féodal (1) dans lequel l'action réformatrice des courants éclairés ne parvient pas à éroder la structure politique et économique. La faible densité de population, l'isolement des régions les unes par rapport aux autres et par rapport au pouvoir central, ainsi que la persistance de particularismes locaux remontant au Moyen Âge ont façonné un pays présentant des différences très marquées en termes politiques, économiques et sociaux entre ses différentes régions, mais, dans l'ensemble, les rapports de production féodaux ont prédominé, ce qui signifie, dans les campagnes : la propriété foncière de la noblesse et de l'aristocratie, la limitation de déplacement des paysans ou des serfs, la persistance de rentes agraires de type dîme, etc. L'invasion napoléonienne et le début de la Guerre d'Indépendance ont provoqué, en premier lieu, le passage d'une grande partie de l'aristocratie et de la noblesse (les rois les premiers) du côté français. La pression du peuple, qui représentait la seule partie vivante de la nation (Marx), a produit une situation de chaos généralisé. La faiblesse des forces typiquement bourgeoises, incapables de s'organiser en un parti national ou de maintenir la guerre contre l'envahisseur, n'a pas empêché certains de leurs représentants les plus avancés d'entamer le processus de renversement de l'ordre féodal. Les Cortès de Cadix (2), le meilleur exemple de ce mouvement, ont légiféré en faveur de la suppression des seigneuries juridictionnelles (3), mais en raison de leur caractère et de leur composition (avec des révolutionnaires et des réactionnaires unis dans l'intérêt commun d'expulser l'envahisseur), elles ont conservé quelques résidus du monde féodal et, principalement, la pro-

priété foncière entre les mains de la noblesse. Le programme révolutionnaire bourgeois dans le domaine agraire est lié à cette situation tout au long de la période suivante. Le gouvernement du Triennat libéral de 1820-1823 a tenté de promouvoir ce qui a été approuvé à Cadix, mais qui avait été stoppé par l'accession au trône de Ferdinand VII ; une fois de plus, la réaction l'emporte. Ce n'est qu'avec l'accession d'Isabelle II en 1833 (voir la Constitution de 1837) que les seigneuries sont définitivement abolies. La propriété foncière est restée entre les mains de la noblesse malgré la fin des seigneuries et des *mayorazgos* [majorats, première génération]. Les mouvements "libéraux" ultérieurs, menés par la petite noblesse urbaine et la bourgeoisie des villes commerciales et industrielles de la périphérie du pays, ont maintenu les termes fondamentaux de ces revendications. Pour le moment, l'absence d'un mouvement populaire de type révolutionnaire maintient hors-jeu les revendications caractéristiques de la paysannerie (distribution des terres, abolition de la propriété féodale, etc.)

• 1833-1868. Après deux décennies de réaction absolutiste (au cours desquelles les quelques forces révo-

lutionnaires bourgeoises qui tentèrent de défendre les points du programme des Cortès de Cadix ont été persécutées et décimées), la lente insertion de l'Espagne dans les circuits économiques et commerciaux européens après la fin des guerres napoléoniennes, la perte des colonies latino-américaines, etc., ont imposé un lent développement économique et l'apparition d'une petite bourgeoisie rurale intéressée à la suppression des droits féodaux sur la terre. Les guerres carlistes (4) constituèrent le grand affrontement entre les forces bourgeoises et petites-bourgeoises qui défendaient l'accession au trône d'Isabelle de Bourbon comme garantie d'une série de réformes qui leur auraient été favorables en ce qu'elles auraient diminué le pouvoir de la noblesse féodale, et cette noblesse féodale elle-même et les classes qui soutenaient la réaction.

D'autre part, la grande faiblesse financière de l'État, qui s'est trouvé pris au piège entre les pressions de la bourgeoisie naissante en faveur du développement industriel du pays et son manque chronique de ressources pour mener à bien ses projets, a conduit aux prétendues confiscations (1836, 1841 et 1854) pour remplir les caisses publiques, consistant dans la vente de terres ap-

(1) Il faut bien comprendre que le "despotisme asiatique" dont parle Marx dans ses écrits sur cette période n'est qu'une similitude qui ne cherche pas à faire passer ce pays pour une exception espagnole au monde féodal qui dominait pratiquement dans toute l'Europe à l'époque. Les caractéristiques spécifiques apparues en Espagne après l'"acte manqué" que fut la monarchie absolue des Rois Catholiques au XVe siècle (la première monarchie de ce type au monde), ont déterminé les relations politiques à dominante féodale du pays, notamment en ce qui concerne l'existence d'un État complet mais incapable de prendre en charge l'ensemble du pays, ainsi

tirailé entre les diverses influences des autorités locales. Mais cela ne signifie en aucun cas que l'Espagne n'était pas un pays féodal selon le modèle classique.

(2) Les *Cortes Generales*, convoquées en l'absence du roi Ferdinand VII (qui était "emprisonné" par les Français), ont lancé une sorte de programme parlementaire antiféodal dans tout le pays, bien qu'il n'y ait guère de force pratique pour l'appliquer.

(3) Les seigneuries juridictionnelles étaient la forme juridique par laquelle la noblesse gouvernait la population, limitant ses déplacements, appliquant les lois locales dont le noble était le seul garant, etc.

(4) Voir note page suivante

La guerre d'Espagne

partenant à l'État et aux communes, ainsi que d'une partie très importante de celles appartenant à l'Église. La convergence de ces facteurs a entraîné la consolidation définitive d'une classe sociale de petits et moyens propriétaires agricoles, qui ont pu acquérir les terres confisquées et qui se sont rangés, dans la lutte politique que fut la première guerre carliste, dans le camp d'Isabelle. Au cours de cette période, une grande partie du pays a commencé à voir apparaître une structure sociale typiquement bourgeoise dans les campagnes, bien que mélangée à des formes intermédiaires de propriété, telles que le métayage, les contrats emphytéotiques (*) et ainsi de suite.

Il reste à expliquer le phénomène le plus caractéristique de la période : l'apparition d'un prolétariat rural dans la zone Centre-sud (Ciudad Real, Cuenca, Guadalajara, Tolède) et dans le Sud-ouest du pays (Séville, Cadix, Cordoue) comme conséquence de la fin des seigneuries juridictionnelles. Des milliers d'anciens travailleurs qui appartenaient à la terre du seigneur en sont expulsés. Des dizaines de villages de cette région voient leurs habitants devenir des travailleurs agricoles sans terre, les petites exploitations agricoles étant pratiquement inexistantes dans la région et les terres communales étant usurpées par les nobles. C'est ce qui se produit dans un phénomène de *junkérisation* du développement du capitalisme dans les campagnes. Alors que, dans le reste du pays, les petites exploitations ont un poids important avec des formes intermédiaires féodalo-capitalistes, dans le Sud ce sont les *latifundia* où la noblesse emploie des prolétaires par le biais d'entreprises (fermes, haciendas, etc.), dans lesquelles seule la relation patron / salarié est la norme.

Le servage féodal pur n'existait plus en Castille depuis le Moyen Âge, car les formes juridiques (établies au XIVe siècle) en ont assoupli l'application, libérant ainsi de nombreux travailleurs (qui ont fini par émigrer en Amérique et dans tant

d'autres guerres). Dans la région aragonaise et catalane, le servage le plus strict s'est maintenu bien après le XVIe siècle. Ce qui existe depuis les XVe et XVIe siècles dans les deux royaumes ce sont la seigneurie et le *mayorazgo* (propriété féodale), ainsi qu'une certaine propriété foncière capitaliste (modeste depuis le XVIe siècle, mais qui s'est surtout développée aux XVIIIe et XIXe siècles à partir des vastes domaines promus par la Couronne pour la culture du tabac, etc.) Le développement économique "interne" a été très lent au XVIIIe siècle et ne s'est accéléré qu'après la perte des colonies (d'abord à partir de 1821, avec l'Argentine, etc., et finalement en 1898, avec Cuba. L'Espagne, en tant que métropole, ne "pouvait" pas développer ses forces productives parce qu'elle puisait dans ce que lui fournissaient les colonies, ses colonies et ses esclaves... Malgré ces formes assouplies de servage, il faudra attendre la Guerre d'Indépendance pour voir se briser progressivement tous les obstacles et vestiges féodaux.

Le phénomène le plus caractéristique de cette période est l'émergence du prolétariat rural dans le sud

(4) Les trois guerres carlistes, dont la plus importante est la première (1833-1840), sont une série d'affrontements entre les partisans de l'Infante Isabelle (héritière du trône de son père, Ferdinand VII, grâce à la modification de la loi qui empêchait les femmes d'hériter) et le prétendant Charles de Bourbon. À l'arrière-plan de ces guerres se trouve l'affrontement entre la bourgeoisie progressiste alliée aux classes populaires rurales, intéressée par la fin des restrictions féodales à la propriété privée, et les partisans d'un retour à l'absolutisme féodal classique, alliés à leur tour aux petits propriétaires terriens basco-navarrais qui cherchaient à préserver le régime spécial accordé par les *Fueros* locaux, qui leur permettait de posséder de petites

(ou d'une classe de journaliers assimilable au prolétariat). Cela ne signifie pas qu'avant le XIXe siècle il n'y avait pas de proto-prolétariat dans d'autres régions du pays, car la propriété privée de la terre existait déjà dans les termes caractéristiques du capitalisme. Mais du XVIe au XVIIIe siècle nous parlons de phénomènes marginaux, dans le sens où ils se situent en marge, à l'intérieur d'un monde de relations pré-capitalistes. Pour le sujet qui nous intéresse, la libération de grandes masses de prolétaires dans le Sud est le phénomène décisif : c'est là qu'est née la grande force organisationnelle du prolétariat (encore une fois : ce n'est pas qu'elle n'existait pas auparavant, mais le phénomène associatif et insurrectionnel du dernier quart du XIXe siècle est une conséquence de cette évolution).

Une autre chose doit être commentée ici : la bourgeoisie révolutionnaire espagnole avait déjà reculé dans la période 1830-1856 et était devenue une bourgeoisie "timorée" comme peu d'autres – ce qui a peut-être sauvé la bourgeoisie catalane dans une certaine mesure ; la fusion des classes "féodales" avec la grande bourgeoisie en Espagne est un

parcelles de terre et d'utiliser les terrains communaux. [Les *Fueros* locaux étaient les statuts juridiques qui, au Moyen Âge, rassemblaient les privilèges accordés par les rois aux vassaux, à certaines catégories sociales ou aux populations d'un territoire donné. Les *Fueros* de Navarre ont revêtu une importance particulière, car leur abrogation presque totale à la fin du XIXe siècle, à la suite de la troisième guerre carliste, est à l'origine du nationalisme basque.]

(*) Emphytéose : droit réel sur la terre d'autrui, en vertu duquel le détenteur (emphytéote) jouit d'une domination utile sur la terre elle-même, mais est tenu de l'améliorer et de payer au propriétaire un loyer annuel en argent ou en denrées alimentaires.

produit typique d'une bourgeoisie lâche qui a rapidement pris peur, et bien qu'il y ait eu des secteurs plus avancés (comme les fédéralistes, etc. de la révolution ultérieure), les grands propriétaires terriens et les industriels sont toujours restés (déjà depuis Isabelle II) dans cette médiocrité caractéristique.

- À partir de 1868. L'échec de la dernière tentative de certains secteurs bourgeois de prendre le contrôle de l'État (révolution de 1868) trouve l'une de ses principales causes dans les grands domaines féodaux et la classe des riches propriétaires agricoles. Ce n'est pas un hasard si, après la Restauration des Bourbons de 1874, a été instauré le régime dit de la Restauration (Constitution de 1876), dans lequel l'oligarchie foncière a imposé sa domination sur la bourgeoisie industrielle périphérique, la petite bourgeoisie urbaine et le prolétariat urbain et rural naissant, ne cédant qu'à des concessions marginales (comme la liberté de culte). Il y a une domination politique évidente de l'oligarchie foncière (puisque l'État lui appartient) et moins une domination économique, par laquelle on ne pourrait expliquer la crise de la Restauration, de Maura ou de Cambó (5). Mais il y a surtout une domination économique sur la petite bourgeoisie et bien sûr sur le prolétariat. Au sein de la bourgeoisie espagnole, les premiers alignements se manifestent à cette époque : "libre-échangistes" (Catalogne et Castille) contre "protectionnistes" (Andalousie et Pays basque). Ces alignements ne se briseront qu'à l'aube de la Première Guerre mondiale. Au sein de cet alignement, les "agrariens" se divisent en deux blocs : les meuniers castillans (base du capital financier madrilène) et les oléiculteurs andalous (dont l'évolution nécessite une étude plus approfondie).

À ce stade, la propriété féodale n'est plus prédominante dans le pays. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de régimes particuliers de dépendance à l'égard de la no-

blesse ou du clergé, ni qu'il n'y ait eu une distribution de terres libres entre les paysans, mais que la terre, en général, a désormais un caractère typiquement capitaliste en ce qui concerne sa propriété (elle est aliénable, soumise à l'impôt, etc.) et aussi les relations sociales qui l'entourent (les loyers sont généralement de nature commerciale, le travail salarié est déjà répandu, etc.) Cela n'implique pas que la classe bourgeoise rurale soit prédominante : la vieille noblesse alliée aux riches grands propriétaires terriens de la première moitié du siècle et l'Église composent une oligarchie qui étend sa domination au monde financier naissant et qui dominera pendant près de cinquante ans un régime politique avec lequel elle a tenté de conserver le pouvoir face à la bourgeoisie industrielle plus dynamique, concentrée principalement en Catalogne et au Pays basque. L'idée d'un développement centralisé de type français est étrangère au pays, même à cette époque (après la révolution dite "cantonale") ; la discussion sur le dévelop-

(5) Le binôme Maura-Cambó est un peu le paradigme de la tension politique en Espagne au début du XXe siècle : après la fin du dit "régime de Restauration", qui a imposé la succession des partis au gouvernement (conservateurs et modérés d'abord, conservateurs et progressistes ensuite), l'apparition sur la scène d'une bourgeoisie locale, catalane et basque, avec une force économique bien supérieure à celle de l'oligarchie foncière (représentée par ce système d'alternance imposé par la Restauration), a donné lieu à une lutte entre les anciens partis, héritiers de la légitimité monarchique et représentés par Antonio Maura, et les nouveaux courants, effectivement modernisateurs, représentés par Cambó. Cela signifie : s'il y avait eu une domination économique de l'oligarchie foncière, qui détenait effectivement le pouvoir mais n'avait pas la vigueur sociale pour le main-

tenir, le "régime de Restauration" n'aurait pas disparu au cours du premier quart du XXe siècle, tout comme il n'y aurait pas eu de concurrence pour le pouvoir entre les partisans de Maura et les partisans de Cambó. Pour l'anecdote, les manifestations populaires de l'époque étaient convoquées sous le slogan (en catalan, bien sûr) "Morí Maura, visca Cambó" ["Meurs Maura, vive Cambó"].

(**) Le dictionnaire de la *Real Academia* définit le cacique (*cacicco*) comme : « une personne qui, dans un village ou une région, exerce une influence excessive sur les questions politiques et administratives ». Ce terme, importé d'Amérique, était déjà utilisé par Cervantès (célèbre pour son roman *Don Quichotte de la Manche*) pour désigner un gros bonnet local. « Le terme "cacicco" est l'une de ces rares "découvertes" (Suite de la note page suivante)

1. LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES CAMPAGNES ESPAGNOLES EN 1931-1936

La question des positions des courants et partis ouvriers sur le problème des campagnes espagnoles est délimitée par les très fortes convulsions qu'elles ont subies pendant la période précédant la guerre civile. Au-delà du mythe, dont nous avons tenté de montrer la fausseté dans des travaux antérieurs sur l'affrontement entre forces "progressistes" et "réactionnaires" dans les années de la Seconde République, le problème agraire espagnol est au cœur, de bout en bout, du parcours tortueux qu'ont présenté les années trente du siècle dernier. Ce n'est pas pour rien que certains courants de l'historiographie contemporaine placent les affrontements sociaux dans les campagnes comme le déclencheur de la guerre civile, affirmant en outre que le déroulement même de l'affrontement militaire suit les lignes du conflit agraire de l'époque. En 1931, année de la proclamation de la Seconde République, l'économie espagnole était essentiellement une économie agricole : 45% de la population active était employée dans les campagnes, qui fournissaient à leur tour 40% du produit intérieur brut de l'Espagne. Mais il ne s'agissait pas d'une agriculture arriérée, au sens où la propagande du parti socialiste ou communiste de l'époque entendait montrer le caractère "féodal" du pays. Le secteur agricole a même fait preuve, du moins dans certaines régions du pays, de plus de dynamisme que l'industrie elle-même.

Depuis 1900, la production agricole considérée à haut rendement, telles que les vignobles, les oliveraies, les fruits et légumes ou les amandiers, avait gagné du terrain sur les productions de céréales et de légumineuses, accroissant, là où ce changement s'est produit, la production par hectare et la productivité par salarié dans le secteur. En outre, ces cultures avaient une fonction d'exportation de plus en plus importante, au point que le secteur primaire

est devenu le principal facteur de l'excédent commercial de l'Espagne et, par conséquent, le moyen d'obtenir des devises étrangères susceptibles de renforcer l'investissement industriel et financier du pays.

Malgré tout, la structure productive des campagnes était loin de donner tout ce qu'elle pouvait : la répartition de la propriété, le faible investissement dans les moyens techniques et les engrais et le système protectionniste, qui augmentait artificiellement les prix intérieurs et extérieurs, en particulier des céréales, étaient les signes d'un développement encore en devenir. Mais de ces trois éléments, aucun ne peut être considéré comme caractérisant la campagne espagnole en tant que monde précapitaliste dans le sens que nous avons essayé de donner : la prédominance des petites exploitations dans la moitié nord du pays ainsi que la large extension des systèmes de fermage et de métayage, qui ont fragmenté de vastes zones agricoles, n'est pas une caractéristique de l'agriculture féodale mais plutôt de l'émergence d'un paysan ou d'un semi-proprétaire de petites exploitations qui "vole" de plus en plus d'espace à l'ancienne oligarchie des propriétaires terriens et se renforce ainsi socialement, économiquement et politiquement. D'autre part, la faible mécanisation de l'agriculture et l'utilisation encore répandue des systèmes de jachère dans toutes ses variantes, ne font qu'indiquer la faible productivité réelle par rapport au potentiel de l'exploitation agricole ; mais il ne fait aucun doute qu'il s'agit véritablement d'une entreprise au sens capitaliste du terme. En outre, c'est précisément dans le secteur des grandes exploitations agricoles que les rapports de travail typiquement capitalistes sont les plus répandus et que les formes intermédiaires de production et de distribution de la rente foncière apparaissent le moins souvent. Enfin, les mesures protectionnistes, prises par tous les gouvernements depuis la dépres-

sion agricole mondiale de 1880, ont répondu aux revendications du parti agraire, notamment celles du sud et du centre de l'Espagne, axées sur la production céréalière, mais aussi à celles des producteurs industriels catalans, et ont constitué la base d'un pacte de coexistence entre les deux qui a caractérisé l'évolution politique du pays, en termes purement bourgeois, à partir du début du XXe siècle.

Il ne s'agit donc pas d'un problème strictement économique. L'arriération dans la productivité, la faiblesse des revenus, etc. n'ont pas été à l'origine des tensions sociales qui ont perturbé les rapports entre seigneurs et journaliers ou entre fermiers et propriétaires terriens, car ils étaient déjà caractéristiques des campagnes espagnoles avant le début du XXe siècle et, en fait, au cours du premier quart de celui-ci, leur acuité s'est estompée. Il s'agit donc de rejeter l'idée fautive, propagée par les discours du PSOE, du PCE, de la CNT et même du POUM, que le problème, dans la campagne espagnole, se posait en termes de révolution bourgeoise, comme celle de

(Suite note page précédente)
terminologiques qui condamnent tout un régime : il concentre la critique sur l'un des mécanismes les plus vils de la politique, la déformation du suffrage, et sur le système d'influences qui a rendu cette déformation possible. [...] Le caciquisme n'était pas un système parlementaire avec quelques abus, les abus constituaient le système lui-même. [...] Le pouvoir du "grand cacique" était fondé sur les services généraux qu'il rendait en faveur de son "pays" et sur les intérêts qu'il y avait. [...] On peut dire que le caciquisme est devenu un mal intolérable lorsque les liens locaux sur lesquels il reposait se sont dissous et que le système n'a pu être maintenu en vie que par la violence ». (Tiré de *Storia della Spagna*, II, 1808-1939, Raymond Carr, La Nuova Italia : 1978).

1789. En effet, les bases du développement qui auraient dû donner lieu à une telle révolution étaient déjà en gestation bien avant 1931. Les rapports sociaux capitalistes sont ceux qui prévalent dans la majeure partie du pays et, en particulier, dans le monde rural, et c'est le conflit essentiel qui en résulte, entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui est au cœur du problème social dans les campagnes au cours de la période étudiée.

Cela signifie-t-il qu'il n'y avait pas de place pour des réformes démocratiques bourgeoises dans les campagnes espagnoles en 1931, et que le seul dilemme qui se posait était celui du triomphe ou de la défaite d'une révolution purement prolétarienne et communiste ? Il est évident que non.

Le développement des rapports de production capitalistes se fait beaucoup plus lentement à la campagne et dans l'agriculture que dans les villes et dans l'industrie pour des raisons évidentes, notamment la plus grande rentabilité en termes de profit obtenue dans l'industrie, la plus grande capacité à développer la main-d'œuvre associée dans cette dernière, etc. C'est pourquoi, bien qu'en termes fondamentaux la base d'une révolution démocratique bourgeoise puisse avoir disparu, comme c'est le cas que nous étudions, une bonne partie des effets secondaires qu'elle est censée produire peut rester en suspens et être nécessaire, et même souhaitable, pour une grande partie de la population agraire. En effet, le "programme maximum" de la révolution bourgeoise dans les campagnes – c'est-à-dire la nationalisation de la terre et l'élimination de la figure du grand propriétaire rentier, que seul le mode de production capitaliste généralise définitivement dans les campagnes, sans même toucher à ses fondements – était très loin des termes dans lesquelles la révolution bourgeoise s'est déroulée, sauf sans doute en Russie... où c'est la classe prolétarienne et son parti qui l'ont réalisée. Par conséquent, les mesures intermédiaires – comme la dis-

tribution des terres, la liquidation des fermages abusifs et, bien sûr, la fin de tous les vestiges les plus typiquement féodaux, tels que les obligations envers les seigneurs ou l'Église – avaient de l'importance en 1931, mais seulement en tant qu'étape intermédiaire, comme les revendications démocratiques peuvent en avoir dans des domaines aussi généraux que la liberté d'expression, la liberté de culte, etc. En témoignent les luttes entre les différentes classes sociales dans les campagnes, dès avant la période républicaine. Au début, dans la période que Marx définit comme l'éveil de la "question sociale au sens moderne du mot" (6) (dès 1856, mais surtout à partir de 1868), l'associationnisme prolétarien sous la bannière de la Première Internationale s'est répandu aussi bien dans les villes industrielles et commerciales que dans les campagnes, où se sont formées certaines des sections les plus importantes de l'Internationale qui ont réussi à se maintenir en vie, même après la défaite du mouvement cantonaliste (7). Durant cette période, surtout en Andalousie, région pour laquelle cette "question sociale" est la mieux documentée, chaque "mauvaise année", c'est-à-dire une année de mauvaises récoltes et donc de famine, était suivie de révoltes de travailleurs agricoles et de petits exploitants. Ce mouvement "mixte", dans le sens où différentes classes sociales y participaient, toutes caractérisées par les souffrances dues

à une pauvreté extrême pendant les périodes de famine, avait initialement une empreinte républicaine et se caractérisait par la participation de dirigeants syndicaux d'orientation libertaire, qui entraînaient de grandes masses de paysans dans des actions telles que la prise de Jerez en 1892 par les paysans de la région, sur la base d'un coup d'État rapide et audacieux qui, cependant, subit une défaite tout aussi rapide face à l'armée. Dans ces mouvements, les prolétaires ruraux ont toujours joué un rôle décisif, bien que politiquement et organisationnellement en retrait par rapport aux forces typiquement petites-bourgeoises des principales villes agricoles : ils ont imposé l'occupation des terres mais ont cédé le terrain de la revendication politique aux représentants des partis républicains et fédéralistes.

Lentement, l'évolution économique dans les campagnes, où les "mauvaises années" touchaient à leur fin, du moins dans les dures conditions du XIXe siècle, façonne un mouvement de journaliers et de semi-journaliers organisés pour la lutte immédiate, et pas seulement pour l'insurrection d'un jour. Les principaux cycles de lutte, qui coïncident avec ceux du prolétariat industriel urbain, sont ceux de 1903-1905, causés par le grand désordre national provoqué par la perte de Cuba, la dernière colonie américaine de l'Espagne ; celui de 1909-1911, conséquence de la conscrip-

(6) cf. Karl Marx, Œuvres IV, Politique I : *L'Espagne révolutionnaire (1854)*, p. 850, Bibliothèque de La Pléiade, Éditions Gallimard : 1994.

(7) Le mouvement cantonaliste, qui marque la fin de la Première République espagnole (1873-1874), consiste en une série de soulèvements républicains et fédéralistes dans de nombreuses cités commerciales du pays (Carthagène, Alcoy, Valence...) et dans quelques communes agricoles de l'An-

dalousie occidentale. Il fut écrasé militairement par l'État, après quoi le régime de Restauration des Bourbons fut imposé. Le texte classique d'Engels, *Les bakouninistes au travail. Mémoire sur l'insurrection d'Espagne de l'été 1873 (1894)*. (Marx, Engels, Lénine, *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, p. 137. Éditions du Progrès, Moscou : 1973) décrit le déroulement des événements et la position des bakouninistes durant ceux-ci.

La guerre d'Espagne

tion forcée des soldats pour la guerre du Rif (au Maroc) ; et celui de 1918-1920, connu sous le nom de "trienat bolchevique".

Au cours de la première période, de 1903 à 1905, la force organisée dans un sens purement prolétarien était encore très faible : les séries de grèves qui se produisaient dans toute la région andalouse avaient plutôt le caractère d'une révolte à l'ancienne, dans laquelle les revendications salariales et les conditions de travail avaient un poids secondaire par rapport à l'action spontanée, populaire et semi-insurrectionnelle. Mais dès la deuxième période, et surtout la troisième, la lutte des classes dans les campagnes a pris un caractère prolétarien beaucoup plus marqué. Les centres ouvriers, organisés surtout par les courants libertaires d'abord, et par la CNT ensuite, rassemblaient pratiquement tous les paysans de certains villages (c'est-à-dire les ouvriers agricoles et les semi-journaliers), qui complétaient par un salaire le revenu que leur procurait le lopin de terre qu'ils possédaient. Ce fut le point de départ des grandes grèves de 1918, où les revendications salariales, c'est-à-dire les besoins de la partie purement prolétarienne de la paysannerie, eurent un poids décisif. C'est là aussi que s'opère la première grande délimitation du terrain de la lutte entre les purs journaliers et les petits exploitants. Les premiers ont des intérêts de nature salariale : la réduction du temps de travail, l'emploi des chômeurs, l'abolition du travail à la pièce, etc., et ils utilisent la grève comme une arme de lutte spécifiquement économique, et non comme un moyen de prendre le contrôle de la commune. Les seconds ont non seulement intérêt à maintenir les salaires à un niveau bas en tant qu'acheteurs de main-d'œuvre, mais refusent que les grèves deviennent des actions d'arrêt de travail parce que cela leur porte directement préjudice en ne leur permettant pas d'exploiter leurs propriétés. À partir de ce moment, qui coïncide avec

la crise politique de 1917-1919, la croissance du syndicalisme à Barcelone, Saragosse et dans d'autres villes, ainsi que dans les campagnes espagnoles, surtout dans le sud, apparaît comme un mouvement de type prolétarien, organisé en syndicats de classe (CNT d'abord, puis UGT) et avec des revendications de classe spécifiques. Dans un magma social apparemment indifférencié, bien que continuellement poussé à la lutte par les conditions de misère extrême dans lesquelles vivaient les journaliers et les petits propriétaires terriens, le domaine correspondant à chaque classe sociale était délimité. Le mythe du journalier "assoiffé de terre", qui répond précisément à une revendication de ce magma interclassiste comme une véritable expression de la lutte des classes dans les campagnes, se heurte à la réalité d'une classe prolétarienne fortement organisée, en Andalousie surtout, mais aussi dans de vastes zones de la Castille, à l'intérieur de la province de Valence et, finalement, dans tous les lieux où s'est produite une évolution similaire fondée sur la formation d'un prolétariat sans terre et d'une bourgeoisie et d'une petite-bourgeoisie propriétaires.

Avec ce tableau de l'évolution économique des campagnes espagnoles et des rapports entre les différentes classes sociales, nous entendons montrer, de manière très schématique, que le développement des contradictions sociales caractéristiques du mode de production capitaliste était présent, bien qu'à l'état embryonnaire et localisé seulement dans certaines régions, au moment de la prétendue "révolution bourgeoise" de 1931. La crise de 1929, qui eut un impact particulièrement sévère dans les campagnes espagnoles en fermant une grande partie des circuits du commerce extérieur, en provoquant une très forte baisse des prix sur le marché intérieur, etc., aggrava les conditions de vie de toutes les classes sociales inférieures dans les campagnes : du prolétaire au petit propriétaire, du métayer au *yun-*

tero (***)... et de toutes les classes sociales des villes rurales qui vivaient en contact étroit avec la campagne et dépendaient d'elle et de ses produits. Comme on le sait, l'arrivée du régime républicain en 1931 impliquait l'imposition d'un régime démocratique dans l'espoir qu'il puisse arrêter l'escalade des luttes prolétariennes qui commençaient à se développer et qui menaçaient de mettre fin non seulement à la monarchie, mais aussi à la stabilité en profondeur de la société bourgeoise. Et la République a produit, en premier lieu, dès la formation des Cortes Constituentes, une Réforme Agraire qui a cherché à calmer les désordres dans les campagnes. Dans un contexte de grave crise agricole, qui s'est traduit notamment par une diminution de la rente foncière, la fin de l'exploitation de milliers d'hectares, l'expulsion de fermiers des terres qu'ils occupaient depuis des décennies, etc., la Réforme Agraire voulait atténuer les conséquences de cette crise par deux types de lois :

- les premières, celles qui se réfèrent à la propriété foncière : elles se fondent, d'une part, sur les projets d'expropriation des grands latifundia où une grande partie des terres restent incultes, pour les donner à des travailleurs agricoles et à des petits exploitants ; et, d'autre part, dans le "travail forcé" des terres non exploitées. À cela s'ajoutent la liquidation définitive des charges seigneuriales sur certaines terres, la révision des baux, etc.

- les secondes, les mesures d'ordre social : la principale de ces mesures était la fixation d'un salaire journalier minimum ; vient ensuite la "loi sur les limites communales" qui empêchait les propriétaires agricoles d'une commune d'embaucher

(***) Le *yuntero* était un paysan pauvre, sans terre, mais possédant un ou deux animaux de trait, permettant de les atteler à une charrue.

des journaliers d'une autre commune s'il y a des chômeurs dans leur propre commune. Enfin, tout un système de "jurys mixtes" (8) et d'autres mécanismes de médiation visant à résoudre les "conflits" entre patrons et ouvriers.

Comme on peut le constater, ces mesures allaient dans deux directions. D'une part, elles tentaient de créer une couche de propriétaires paysans et de métayers établis permettant la formation d'un amortisseur entre les grands propriétaires terriens et les purs prolétaires de la campagne. Bien entendu, cela s'est fait sans la moindre intention de nuire aux intérêts des grands propriétaires, en établissant un système d'indemnisation, etc., avant l'installation des nouveaux propriétaires, ce qui, en raison de sa lenteur délibérée, signifiait que la distribution des parcelles de terre aurait pris plus de cent ans pour être achevée ! En tout état de cause, une telle mesure, basée sur la distribution et la liquidation des derniers vestiges de la propriété féodale, ainsi que sur la régularisation de tous les types de baux intermédiaires, a toujours reçu l'approbation y compris des grands propriétaires terriens. Elle aurait été, si elle avait été mise en œuvre, un bon moyen de neutraliser les impulsions de la lutte prolétarienne, non pas tant parce que les prolétaires se seraient transformés en propriétaires, mais parce que le soutien à la République aurait été obtenu de la part des paysans des régions où cette répartition avait un sens, compte tenu de la structure des exploitations agricoles ; avec cette distribution des terres, la force que le prolétariat ouvrier détenait en tant que catalyseur de la lutte des classes dans les campagnes de tout le pays aurait été neutralisée. Il faut rappeler que si, avec l'arrivée de la droite au gouvernement en 1933 (9), la Réforme Agraire – promue au cours des deux années précédentes par le PSOE et les partis républicains – s'est interrompue, la distribution des terres s'est poursuivie, à un rythme même bien supérieur à celui des deux années précédentes, démontrant

ainsi que pour défendre ses intérêts de classe, la bourgeoisie est capable de regarder bien au-delà du conflit immédiat.

D'autre part, cette même lutte a contraint la bourgeoisie à faire de nombreuses concessions sur le plan strictement ouvrier : salaires, conditions de travail et la fin de la répression contre le mouvement prolétarien organisé. Dans ce cas, l'objectif était simplement d'empêcher l'échec du nouveau régime. Le désespoir et la faim qui se répandaient parmi les ouvriers agricoles et les paysans pauvres ont donné lieu à une série de mouvements plus ou moins spontanés qui, de 1931 à 1934, ont mis les campagnes sur le pied de guerre. La réaction de la bourgeoisie a été de sacrifier les intérêts les plus immédiats des classes de propriétaires terriens dans les campagnes pour tenter d'arrêter l'escalade de la guerre entre les classes. Cela a abouti à deux choses :

1) la législation n'a pas touché les grandes propriétés, où se concentraient la plupart des prolétaires. Pendant les trois premières années du régime républicain, des grèves

ont été organisées pour exiger que les propriétaires respectent les nouvelles lois. Le gouvernement républicain-socialiste, désireux de tenir les prolétaires ruraux à distance, a permis aux propriétaires terriens d'exercer des pressions pour annuler, d'une manière ou d'une autre, la mise en œuvre pratique de la législation ;

2) les mouvements de grève qui ont suivi ont été réprimés avec la férocité habituelle. Le second résultat de ces mesures ouvrières fut de jeter les petits propriétaires dans les bras de la réaction agraire : tandis que le grand propriétaire foncier ignorait la loi républicaine, le petit propriétaire qui embauche sporadiquement des salariés pour effectuer des travaux sur sa propriété voyait les salaires augmenter, les organisations ouvrières se développer... et ses revenus déjà faibles partir en fumée. Ainsi, un mouvement anti-prolétarien se forme dans les couches inférieures des propriétaires terriens qui s'est aligné sur les postulats de la grande bourgeoisie, alimentant les organisations catholiques et phalangistes dans les villes rurales.

2. PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE LA PÉRIODE LA PLUS AGITÉE (1931-1936)

Les années 1931 à 1936 ont été les plus troublées dans les campagnes espagnoles. Les phases de grands bouleversements qui ont

précédé cette période, et que nous avons décrites très brièvement ci-dessus, ont en fait constitué une préparation au grand affrontement

(8) Les jurys mixtes étaient un organe d'arbitrage parrainé par le gouvernement entre les patrons et les travailleurs dans les conflits du travail. Il s'agissait d'un projet lancé sous la dictature de Primo de Rivera par Pablo Iglesias (conseiller au ministère du Travail) pour créer, bien sûr, une structure minimale de collaboration entre les classes sur le terrain le plus immédiat afin de mettre hors d'état de nuire le syndicalisme de classe. Dans la pratique la plus immédiate, tant sous la dictature de Primo de

Rivera que sous la République, on a tenté de transférer des travailleurs de la CNT, qui a toujours rejeté ces jurys mixtes, vers l'UGT, qui, en les acceptant, pouvait obtenir de plus grands avantages pour ses membres.

(9) Les élections de 1933 ont été remportées par la Confédération Espagnole des Droites Autonomes, un conglomérat de monarchistes, de régionalistes et de carlistes qui ont fait de la lutte contre la Réforme Agraire l'un de leurs chevaux de bataille.

La guerre d'Espagne

entre les classes qui s'est déroulé au cours de la période considérée.

La formation des deux grands courants syndicaux, anarchiste et socialiste, l'extension de la grève comme arme de combat exclusivement prolétarienne, la délimitation d'un front de bataille où le contingent prolétarien apparaît avec son drapeau et ses propres revendications au milieu des classes concurrentes (dont beaucoup interviennent aux côtés de ce prolétariat dans leurs luttes revendicatives, mais en occupant un espace de plus en plus restreint pour leurs propres revendications)... sont des phénomènes qui ont émergé à partir de 1931 et qui ont atteint leur apogée dans les années 1936-1937, donnant lieu au fait le plus caractéristique de la période républicaine et de la guerre civile : l'incapacité des grands propriétaires terriens et du gouvernement républicain lui-même à contenir la très forte vague d'agitation agraire qui a secoué le pays. Un bref rappel des événements que toute l'histoire de la période retient comme décisifs suffit à vérifier que ce bouleversement agraire a été au cœur de l'instabilité du régime républicain ainsi que du début et du développement de la guerre civile elle-même.

- *Castilblanco, 1931* : après deux jours de grève générale dans les campagnes d'Estrémadure, les ouvriers de Castilblanco, dans la ville de Badajoz, affrontent la Guardia Civil (GC) et lynchent les agents qui tentaient de réprimer une manifestation.

Cet événement, qui a eu lieu le 31 décembre, a marqué le début d'une semaine d'affrontements violents entre, d'un côté, les ouvriers et les prolétaires de la ville, et de l'autre, la GC : Épila, à Saragosse, deux morts parmi les ouvriers agricoles ; Jeresa, Valence, au cours d'une grève paysanne, la GC assassine quatre manifestants ; Arnedo, La Rioja, la GC tue 11 ouvriers au cours d'une grève dans une usine de chaussures.

- *Insurrection du Bas-Llobregat* : le 18 janvier 1932, les mineurs de cette zone de Catalogne, armés

à la main, prennent temporairement le contrôle de certaines des villes les plus importantes de la région, en proclamant le "communisme libertaire". L'État reprend rapidement le contrôle de ces zones, mais l'insurrection se répercute dans les villes de Valence et d'Aragon, où les ouvriers agricoles attaquent la GC et prennent le contrôle des villes jusqu'au 27 janvier.

- *Insurrection de janvier 1933* : une action planifiée par des éléments de la CNT et de la FAI donne lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre à Madrid, en Catalogne et dans les Asturies. Dans les campagnes, toujours promptes à exploser, les ouvriers agricoles prennent le contrôle de Casas Viejas (Cadix) et de Castilblanco (Cordoue). Dans le premier de ces lieux, l'action de l'armée s'est traduite par l'exécution d'une famille entière d'ouvriers agricoles retranchés dans leurs maisons (ce sont les fameuses manifestations de Casas Viejas), tandis que dans le second, l'armée n'a pas eu la partie facile et a été obligée de se battre rue par rue dans la localité, tuant de nombreux ouvriers et fusillant les leaders du mouvement.

- *Insurrection de décembre 1933* : alors que le "cycle insurrectionnel" touche à sa fin, un nouveau soulèvement initié par la CNT-FAI éclate dans les campagnes, notamment en Aragon, selon un schéma similaire : défaite de la GC dans les villes concernées, assaut et incendie du cadastre, prise en otage d'importants personnages de la ville, intervention de l'armée et répression. Le bilan est de 75 morts parmi les ouvriers agricoles et les paysans.

- *Grève des ouvriers agricoles de juin 1934* : c'est le point culmi-

nant de cette période de bouleversements et son point de tension maximale. Pendant dix ou quinze jours, selon les endroits, la grève se prolonge par des affrontements avec la GC, des occupations de terres, etc. Après sa défaite, le mouvement ouvrier a été démantelé pendant au moins deux ans. Le fait que cette grève ait été suivie, seulement quatre mois plus tard, par l'insurrection des Asturies en octobre 1934, permet de comprendre l'immense force prolétarienne qui a été mise en branle dans tout le pays au cours de ces mois. Dans les deux cas, la direction du mouvement était assurée par le PSOE et l'UGT, ce qui a entraîné sa défaite.

- *Les occupations de terres au printemps 1936* : sans être un mouvement purement prolétarien, parce que les petits propriétaires qui combinaient le travail salarié avec l'exploitation de leurs parcelles y ont joué un rôle décisif, le phénomène des occupations de terres après la victoire du Front Populaire en 1936 a supposé la mise en œuvre, par la force et par les faits, de la Réforme Agraire qu'il avait dans son programme et qu'il n'avait, en réalité, aucun intérêt à mener à bien. Des épisodes, comme la désormais célèbre "révolte paysanne d'Estrémadure", où cette révolte des *yunteros* a atteint une dimension insurrectionnelle et a précipité les événements qui ont conduit au coup d'État de juillet 1936. Ce mouvement d'occupation a trouvé son prolongement direct, après le coup d'État de juillet, dans une occupation plus massive et irrépressible qui a mobilisé l'ensemble des classes non-propriétaires au cours du second semestre de 1936 et du premier semestre de 1937.

3. POSITIONNEMENT DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Face à ces événements, les grandes organisations politiques et syndicales qui avaient de la force et de l'influence parmi les prolétaires, et en particulier parmi les prolétaires ruraux, ont adopté des positions différentes.

D'une part, la CNT et la FAI, la première étant un syndicat à dominante anarchiste et la seconde une organisation anarchiste créée spécifiquement pour contrôler la CNT. Les trois vagues insurrectionnelles de 1932 et 1933 que nous avons

évoquées relèvent de sa direction. Selon les positions défendues par ses dirigeants (en particulier García Oliver et Buenaventura Durruti), la stratégie syndicale sur le terrain consistait à se concentrer sur l'abandon des revendications de base en matière de salaires, d'horaires de travail, etc., et à poursuivre l'organisation de mouvements insurrectionnels qui impliquaient la prise de contrôle immédiate des localités où le syndicat disposait d'une force suffisante, et la proclamation d'un prétendu "communisme libertaire". Selon ces mêmes dirigeants, ces mouvements ne visaient pas le succès, entendu comme le développement d'un plan insurrectionnel, une guerre contre les forces de l'ennemi et le triomphe sur elles, mais plutôt à "secouer" le prolétariat espagnol et à susciter une réaction en chaîne qui engendrerait une révolution généralisée.

Il peut être difficile de comprendre pourquoi des dizaines de milliers de journaliers et de paysans se sont lancés dans des mouvements insurrectionnels dans la seule perspective d'être réprimés par l'armée et la GC, mais le fait qu'il en ait été ainsi donne une idée claire du niveau de tension qui existait dans les campagnes à cette époque, et permet, ultérieurement, de constater un mouvement de ce type dans les rues de plusieurs villes de différentes régions, mais aussi l'incapacité politique et organisationnelle du courant anarchiste, qui n'était pas capable de développer une tactique dépassant les limites locales.

À partir de 1933, la CNT et la FAI sont pratiquement désarticulées dans les campagnes en raison de la répression et de l'abandon d'une grande partie des journaliers qui avaient soutenu leurs mouvements et qui sont complètement démoralisés. En effet, cette tactique, appelée "gymnastique révolutionnaire", a été le déclencheur de la scission qui a paralysé la CNT à partir de 1933 et a entraîné l'éloignement du syndicat des organisations locales opposées à la pratique insurrectionnelle telle qu'elle avait été proposée.

Ces courants, appelés "Trentistes" en raison des trente signatures apposées sur leur document fondamental, rompent non seulement avec la CNT elle-même, mais aussi avec toute tentative d'organisation des travailleurs journaliers des régions les plus pauvres d'Espagne (Andalousie et Estrémadure) en formant une nouvelle union de nature réformatrice et d'implantation exclusivement urbaine.

D'autre part, le Parti socialiste, l'UGT, et son syndicat de travailleurs ruraux FNTT (Fédération espagnole des Travailleurs de la Terre), n'ont jamais joué un rôle très important dans les campagnes.

À l'exception de certaines villes comme Valladolid, où la croissance de l'organisation syndicale s'est produite en raison de la convergence des prolétaires affectés à la construction des chemins de fer et des travailleurs ruraux de la région, dans les zones de plus grande syndicalisation des campagnes, le rôle prédominant a toujours été entre les mains de la CNT. En effet, l'organisation agraire du syndicat, la FNTT, a été créée en 1931 et ne comptait que 45 000 journaliers affiliés. Son importance s'est accrue grâce à la débâcle de la CNT après ses tentatives insurrectionnelles : cela lui a permis de prendre en charge l'agitation pour des revendications immédiates centrées sur le respect de la législation du travail adoptée par le gouvernement républicain-socialiste en 1931. La grève de 1934 a été pratiquement son œuvre et, par conséquent, tant la responsabilité de son organisation déficiente, que l'absence d'un objectif défini et la position timorée de cette fédération face à la réaction des grands propriétaires terriens l'ont été aussi. Quant au PSOE, impliqué dès le début dans le gouvernement républicain de 1931-1933, sa politique était centrée sur la défense de la

Réforme Agraire dans les termes que nous avons expliqués plus haut, allant même jusqu'à boycotter la grève de 1934 et empêcher l'UGT de Séville de lancer une grève en solidarité avec les prolétaires ruraux.

Le POUM n'existait pas avant 1935. En revanche, le Bloque Obreiro y Campesino [Bloc Ouvrier et Paysan, ou BOC], prédécesseur immédiat du parti d'Andrés Nin, était très présent parmi les petits propriétaires terriens et les fermiers de Catalogne, en particulier dans le secteur viticole. Son rôle a donc été important dans la défense des revendications de ces petits fermiers, qui demandaient la prolongation de leurs contrats et la rupture des liens qui les unissaient jusqu'alors. Ces revendications, reprises par le gouvernement de la Généralité de Catalogne, ont provoqué en 1934 la réaction du gouvernement central (contrôlé à l'époque par le Parti radical) qui, s'appuyant sur la bourgeoisie catalane elle-même, propriétaire de la plupart des champs de vigne, a rétabli les conditions préjudiciables aux fermiers. En général, le BOC s'identifiait pratiquement aux organisations de métayers (appelées *rabassaires*, de *rabassa*, le nom catalan de la vigne), constituant la même organisation dans certaines municipalités. Sa politique se concentre donc sur la défense de ces organisations de fermiers et de colons, ignorant complètement ce qui se passe en dehors de ce rayon d'action restreint.

Enfin, le PCE n'avait pratiquement aucune force dans les campagnes ni dans d'autres secteurs : ce n'est qu'en 1936, avec l'unification des Jeunesses socialistes (dirigées par Santiago Carrillo) avec les Jeunesses communistes, que le PCE a commencé à avoir une présence organisée dans le pays (10) (Voir note page suivante).

4. LA CAMPAGNE DANS LA GUERRE CIVILE

L'ensemble de ces mouvements dans les campagnes et les positions que les différents courants influents au sein du prolétariat ont adoptées

à leur égard n'auraient pas eu d'importance si, après le coup d'État qui a déclenché la guerre civile, la situation de vide relatif du pouvoir qui

La guerre d'Espagne

s'est créée dans les premiers mois n'avait pas donné lieu à une grande offensive de la part des travailleurs journaliers et des paysans pauvres qui a pratiquement fait disparaître (même physiquement) les patrons, les bourgeois et les grands propriétaires terriens. Dans l'historiographie anarchiste, qui a créé un mythe autour de ce mouvement en l'identifiant comme l'un de ses aspects les plus importants, les collectivisations agraires qui ont eu lieu au cours des premiers mois de la guerre ont consisté dans l'implantation dans une grande partie des campagnes espagnoles de ce "communisme libertaire" tant désiré. C'est ainsi, dans une large mesure, que ce mouvement est devenu bien connu comme une variante spécifiquement espagnole des "voies nationales au socialisme". La vérité est que le mouvement des journaliers, des petits propriétaires, des fermiers, etc., pour être correctement évalué, doit être compris comme une formidable impulsion de la lutte des classes dans les campagnes, peut-être la plus grande qui ait existé depuis 1917, mais sans prétendre qu'il y aurait une quelconque nouveauté par rapport à la manière dont elle se développe normalement.

Comme on le sait, le 19 juillet 1936, les prolétaires de Barcelone, organisés principalement au sein de la CNT, ont enrayé le soulèvement des troupes stationnées dans la ville, en les vainquant dans les rues. Après cela, le pays semblait paralysé : les militaires rebelles n'avaient réussi à contrôler que quelques zones, peu importantes : les colonies africaines, la Navarre, une partie de la Galice, la Vieille Castille, etc., tandis que l'élan des prolétaires catalans a rapidement catalysé les forces ouvrières des principales villes du pays (Madrid, Valence, etc.), qui ont également réussi à vaincre l'armée. Il s'ensuit un vaste mouvement dans les campagnes, au cours duquel les ouvriers agricoles et les paysans les plus pauvres prennent le contrôle de la plupart des villages restés dans la zone républicaine. Une fois cette étape franchie, des comités de gouvernement local

ont été constitués, dans lesquels étaient représentées les principales forces loyales à la République, avec la CNT et l'UGT toujours prédominantes en tant que représentantes des prolétaires qui avaient mis fin à l'insurrection militaire. Cela a donné lieu à deux phénomènes :

1) Les fameuses collectivisations : le comité a pris possession de pratiquement toutes les terres, expropriant les grands propriétaires terriens et les petits et moyens propriétaires qui s'étaient rangés du côté des militaires. La terre devient donc propriété communale et elle est travaillée collectivement, en organisant de la même manière la distribution des produits de cette terre et du reste des activités productives de la commune. Selon les localités, il subsiste ou non de petites propriétés considérées comme "républicaines", c'est-à-dire celles dont les propriétaires ne sont pas passés du côté des rebelles.

2) En l'absence de collectivisation, des coopératives de production et de consommation sont alors constituées, dans lesquelles la terre n'appartient pas à la commune, mais qui, pour des raisons pratiques, fonctionnent de la même manière que la collectivité elle-même.

Selon les données fournies par les historiens sur le sujet, 1/3 des terres du pays ont été collectivisées d'une manière ou d'une autre, ce qui représente 2/3 des terres arables. D'autre part, là où les colonnes militaires anarchistes progressaient, notamment dans la région d'Aragon, un régime de collectivisation a été imposé dans les villes qui tombaient sous leur coupe.

En quoi a consisté ce mouvement de "collectivisation" ? Là où prédominaient les grands domaines, ceux-ci sont devenus la propriété de la commune, coexistant ou non avec de petites propriétés résiduelles qui, dans de nombreux cas, ont fini par être transférées à la communauté, soit sous la pression des travailleurs de la communauté, soit en raison de l'effet économique de la concurrence exercée sur leurs produits. Étant

donné qu'une grande partie de ces terres n'était pas cultivée ou l'était avec des techniques rudimentaires, la collectivisation a significativement dans de nombreux cas la modernisation de la production. Là où les petites exploitations prédominaient, les terres avaient tendance à être regroupées, ce qui brisait la structure des petites exploitations qui, par nature dispersées et fragmentées, ne pouvaient être mécanisées. Là encore, cela a significativement une modernisation des techniques de production. Pour le reste, les communautés fonctionnaient comme des propriétaires du produit agricole, dont le surplus était échangé avec d'autres communautés ou vendu sur le marché national. Il est entendu que dans les deux cas, il s'agit d'échanges commerciaux, avec référence à une unité de compte monétaire, etc. En effet, l'un des phénomènes les plus singuliers de ce processus a été la prolifération des monnaies locales que, une fois la monnaie "officielle" abolie, les comités anarchistes ont mis en circulation pour la remplacer. Donc, une économie locale, circonscrite à l'intérieur des frontières communales, avec circulation monétaire, comptabilité d'entreprise, etc. : il est facile de voir que les communautés, économiquement, étaient loin de constituer un type quelconque de communisme. En fait, la collectivisation de la terre, sous quelque forme qu'elle se soit présentée, a constitué un pas immense et un accélérateur sur le chemin que la révolution bourgeoise avait laissé inachevé : il s'agissait d'une réforme agraire plus large et plus profonde que celle proposée par les gouvernements républicains, mais qui allait dans le même

(10) Mais Ottorino Perrone (Vercesi), dans son étude *La tattica del Comintern 1926-1940*, Edizioni Sociali : 1976, a affirmé que : « *Le rôle essentiel dans le secteur antifasciste de l'Espagne a été joué par l'État russe, et non par le Parti communiste espagnol, qui n'existait pratiquement pas* ».

sens. Au lieu d'être une propriété individuelle, la terre est devenue une propriété communale, qui reste bien sûr une propriété privée au niveau local. Au lieu de l'appropriation privée de la richesse résultant du travail associé (dans le cas des travailleurs journaliers), l'appropriation communale de cette richesse implique la redistribution de la plus-value entre les agents privés par le biais d'échanges avec d'autres communautés ou avec des acheteurs privés. La campagne espagnole, où subsistaient des relations sociales capitalistes très arriérées, s'est développée en quelques semaines, approfondissant les formes de propriété typiquement capitalistes, mais par le biais de l'action syndicale. En un certain sens, elle a poussé la révolution bourgeoise dans les campagnes aussi loin qu'elle le pouvait, en liquidant aussi la bourgeoisie elle-même et en plaçant le prolétariat rural à la tête de ce mouvement.

De cette manière, les collectivités ont-elles représenté un pas dans la direction de la révolution socialiste ? Sur le plan économique, non : elles n'ont fait que consolider le processus de formation des relations sociales capitalistes qui avaient commencé à se généraliser cent ans plus tôt. Sur le plan politique non plus : s'il est vrai qu'au début elles impliquaient le renforcement de la classe prolétarienne des campagnes, qui s'est imposée par la force, le manque absolu de perspective et d'organisation politique a fait reculer le mouvement vers des positions localistes, basées sur la "construction municipale du socialisme", et ainsi de suite, désorientant définitivement la classe prolétarienne, qui a fini par être écrasée par les forces contre-révolutionnaires.

Le "mouvement des collectivisations" a fini par être réprimé par des moyens militaires : d'une part, l'avancée de l'armée rebelle d'Afrique vers Madrid s'est arrêtée dans les principaux centres prolétariens (Séville, Badajoz, etc.) pour les écraser. D'autre part, les forces bourgeoises et petites-bourgeoises organisées autour du PCE et de ses

bataillons militaires ont lancé leur offensive d'abord contre les communautés de Castilla la Mancha en 1936 et enfin contre celles d'Aragon à l'été 1937 (immédiatement après les événements de mai 1937) en liquidant les dirigeants révolutionnaires et en supprimant leurs organisations.

Quel a été le rôle des organisations "prolétariennes" dans cette situation ?

Résumons les caractéristiques essentielles que possédaient les organisations les plus présentes au sein de la classe ouvrière. Tout d'abord, il est nécessaire de faire référence à un point fondamental qui les unit toutes : la défense de la guerre en tant que lutte antifasciste, que la classe prolétarienne devait indiscutablement mener, impliquait de prétendre que l'ensemble de la zone rebelle était acquis à l'ennemi. La vérité est que, surtout dans la région de la Vieille-Castille et en Galice, un grand nombre de petits propriétaires terriens endettés, noyés dans la crise agraire, etc., ont vu comment leurs fils étaient recrutés pour servir dans l'armée. Ces fils de paysans avaient un intérêt direct à résoudre le problème agraire, même si ce n'était pas dans les termes où il s'était posé dans les communautés, mais dans des conditions qui leur auraient permis de sortir de la misère chronique dans laquelle ils vivaient. Les organisations ouvrières de la zone prolétarienne les ont oubliés. Constituant une grande partie de l'armée nationale (rebelle), la question agraire aurait pu être pour eux un stimulant les rendant perméables à la propagande et à l'encadrement prolétarien ; mais la doctrine de la "guerre antifasciste" a empêché même les secteurs minoritaires de la CNT, enclins à rompre avec sa politique interclassiste, de se rapprocher de la défense d'un programme cohérent avec les aspirations des petits propriétaires agricoles restés à l'arrière de la ligne de front. C'est ainsi que le gouvernement rebelle, après avoir liquidé les organisations ouvrières dans les régions conquises, a dû permettre aux paysans qui

occupaient les terres avant 1936 de les conserver pendant un certain temps, craignant une éventuelle rupture dans son arrière-garde. Les forces politiques et syndicales du Front Populaire ou associées à celui-ci, craignant davantage la révolution prolétarienne que les troupes frankistes, n'avaient absolument aucun intérêt à exploiter cette situation.

Quant à la CNT et à la FAI, ces organisations, comme nous l'avons dit, représentaient une grande partie de l'œuvre collectiviste. En 1936, la CNT avait tenu son congrès de Saragosse et y avait défini une sorte de "programme agraire" basé uniquement sur l'implantation de son "communisme libertaire" dans les campagnes une fois la révolution déclenchée. Dans la pratique, c'est ce qu'ils ont fait dans toutes les communes dont ils ont pris le contrôle après la défaite des forces militaires ou l'entrée des colonnes anarchistes à Barcelone et à Madrid.

Il faut souligner ici un fait qui n'est pas sans importance : après avoir enrayé le coup d'État dans les principales villes du pays, la carte du conflit qui s'annonçait faisait apparaître deux camps opposés, républicain et national, ce qui correspond à peu près à la carte des différents types de répartition de la propriété foncière : là où prédominaient les grands latifundios, les forces républicaines ont triomphé. Là où le minifundio dominait, ce sont les forces nationales qui l'ont emporté. Ceci est dû au fait que ce sont les contingents prolétariens qui ont liquidé la tentative de coup d'État presque partout. Là où ces contingents faisaient défaut, là où le prolétariat était numériquement et organisationnellement faible dans les villes, les militaires et les bandes phalangistes et carlistes ont pu prendre le contrôle aussi bien des villes que des campagnes.

Le programme anarchiste, basé sur l'idée de l'implantation immédiate du "communisme libertaire" par la collectivisation de la terre, ne répondait pas aux besoins de la paysannerie espagnole : là où prédominaient les ouvriers et les salariés de la

La guerre d'Espagne

campagne, il pouvait cependant avoir du succès en parvenant à mobiliser en même temps ces masses prolétariennes. Mais là où les régimes de propriété foncière et d'exploitation faisaient prédominer le petit propriétaire, ce programme a contribué à faire passer la population rurale dans l'orbite de l'influence conservatrice, ce qui ne se serait pas nécessairement produit si les exigences de cette couche de la population, évidemment non prolétarienne mais pas nécessairement réactionnaire, avaient été représentées par le programme libertaire ou par tout autre courant. Les organisations anarchistes sont donc responsables de la politique de dispersion et de fragmentation du grand front prolétarien dans les campagnes qui a eu lieu pendant la période républicaine et surtout après le coup d'État.

Comme nous l'avons écrit plus haut, le recul quasi immédiat des forces ouvrières que les collectivisations avaient imposées sur un terrain localiste et municipaliste a ouvert la voie à leur désintégration militaire par les forces bourgeoises organisées par Franco et le PCE. Dans la vision des dirigeants de la CNT et de la FAI, les communautés devaient constituer le soutien économique que l'arrière-garde apportait aux "fronts antifascistes" auxquels participaient les travailleurs des villes et des campagnes et, par conséquent, se subordonner aux impératifs de l'État républicain, directeur de l'effort de guerre dans tous les sens du terme.

Le fameux dilemme "gagner la guerre ou faire la révolution" par lequel se résumaient les luttes entre les courants de gauche au sein de l'anarcho-syndicalisme et ceux plus enclins à un accord immédiat avec le gouvernement du Front Populaire, était sans pertinence dans les campagnes. Si dans les villes, la conquête de la rue les 19, 20 et 21 juillet par les masses prolétariennes se heurtait à la domination politique de la bourgeoisie, plus que visible puisque les principaux centres de pouvoir étaient naturellement

urbains, dans les campagnes, le problème du contrôle immédiat des communes par les organisations de journaliers et de paysans pauvres pouvait être posé seulement par le fait qu'aucune force d'État loyale à la République n'était présente : simplement ces organisations disparaissaient ; c'est pourquoi la politique anarchiste de subordination à l'État bourgeois devenait beaucoup plus marquée, car il n'y avait rien qui soit en mesure d'affronter la force organisée des prolétaires pour justifier cette soumission. En outre, puisque le 23 juillet, à Barcelone, l'assemblée plénière des syndicats et des militants de la CNT prit la décision de "partager" le pouvoir avec les restes de l'État bourgeois encore debout (qui se sont vite révélés être bien plus que de simples restes), il a également été accepté de subordonner le potentiel révolutionnaire des prolétaires ruraux aux revendications belliqueuses de la bourgeoisie républicaine et de la petite-bourgeoisie. Comme on le sait, avancer ces revendications n'a fait que permettre aux militaires rebelles d'avancer sans y opposer aucune résistance. Ainsi, en un peu plus de trois mois, une grande partie des prolétaires ruraux de l'ouest de la péninsule a subi la répression féroce de l'armée nationale partout où elle passait. Pour conclure cette partie, il convient d'ajouter que la politique suivie par la FNTT-UGT était pratiquement identique à celle des anarchistes. Alors que les bases prolétariennes ont pris le contrôle des communes où elles constituaient la majorité syndicale, tant la Fédération, l'UGT que le PSOE ont imposé la subordination politique et militaire au gouvernement républicain, dirigé depuis septembre par le leader socialiste Largo Caballero. Le résultat a donc été le même.

En ce qui concerne le POUM, cela vaut la peine de s'arrêter un peu plus longtemps. Comme on le sait, ce parti entendait représenter une sorte d'opposition marxiste antistalinienne et s'éloigner également des positions de Trotsky, avec lequel des

éléments comme Andrés Nin avaient rompu précisément au moment de la fondation de cette organisation. Le POUM a rejoint le Front Populaire peu après sa fondation et, au moment du soulèvement militaire, il a mobilisé ses militants pour combattre aux côtés des membres de la CNT. Par la suite, Andrés Nin a été nommé conseiller à la justice du gouvernement autonome de Catalogne, tandis que les autres dirigeants du parti ont participé d'une manière ou d'une autre aux organisations de guerre créées par ce gouvernement et par le Front Populaire.

Sur la question agraire, le POUM avait poursuivi la politique du BOC à l'égard de la base sociale constituée par les *rabassaires* catalans et, pour le reste du pays, il défendait son programme de "révolution démocratique-socialiste" [voir *La guerre d'Espagne. 2 - La prétendue "gauche" communiste espagnole face à sa "révolution démocratique" sur programme communiste n° 106* pour plus de détails sur le sens de ce mot d'ordre].

D'une manière générale, ce programme se résumait à l'affirmation que les rapports de production féodaux prédominaient dans les campagnes espagnoles en 1936 et qu'ils constituaient en fait la base sur laquelle reposait la force de la noblesse espagnole. La "révolution démocratique-socialiste" devait éliminer cette domination en mettant en œuvre une réforme agraire qui supprimerait les anciens obstacles féodaux là où subsistaient de petites exploitations, et imposerait des coopératives agricoles de paysans et de journaliers là où prédominaient les grandes exploitations.

Existait-il encore, à cette date, un régime féodal dans les campagnes espagnoles ? À la lumière de ce qui précède, il est évident que non, du moins en termes généraux.

Quel sens y avait-il alors à défendre une sorte de révolution "démocratique" dans les campagnes ?

On pourrait faire valoir que, malgré l'absence d'un ensemble de rapports sociaux précapitalistes, le

développement de l'économie agraire dans le pays a créé une masse de paysans appauvris et de journaliers qui avaient intérêt à une révolution agraire impliquant la distribution de la terre et la création de coopératives de production et de consommation chaque fois que cela était possible. Mais cela est vrai pour pratiquement tous les pays capitalistes, développés ou non. À l'exception de quelques pays comme la France, la révolution agraire n'a eu lieu nulle part. Même dans les pays où prédomine un mode de production capitaliste hautement développé, avec une industrie fonctionnant à plein régime, une classe bourgeoise parfaitement définie, un prolétariat moderne, etc., les rapports sociaux dans les campagnes ne présentent pratiquement jamais une telle netteté. En imputer la faute à la survivance du monde féodal, c'est affirmer que la bourgeoisie est capable de résoudre les problèmes de l'économie agraire que son mode de production ne fait au contraire qu'exacerber.

Le POUM voyait, précisément là où apparaissait le phénomène des nouveaux prolétaires ruraux, dans l'extension du système salarial même dans le monde agricole, un résidu précapitaliste. C'est pour cette raison que son programme agraire ne contenait même pas une allusion à la lutte des journaliers dans les termes où elle était objectivement posée : il cherchait plutôt à réduire cette délimitation progressive du camp prolétarien au dernier souffle de la révolution bourgeoise, subordonnant ainsi le mouvement grandissant des journaliers aux limites politiques républicaines. Enfin, sa participation aux instances gouvernementales jusqu'à son expulsion sous la pression du PCE lui fait subir le même sort que le courant anarchiste : la politique agraire de la République dans la guerre a été un sacrifice continu des forces prolétariennes face à l'ennemi militaire, auquel le POUM lui-même a participé.

En ce qui concerne le rôle joué par le PCE dans la question agraire,

il suffit de prendre en compte un fait pour voir la réelle pertinence du conflit social dans les campagnes au cours de la période étudiée. Le PCE a conservé le contrôle du ministère de l'Agriculture dans le cadre de son pouvoir pendant la guerre civile. Comme nous l'avons dit, le Parti communiste d'Espagne était une petite organisation jusqu'en 1935, date à laquelle il a rejoint le Front Populaire et entamé un processus de fusion avec les Jeunesses socialistes et le Parti socialiste de Catalogne, également réduit, pour former le PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne). Ces deux mouvements, soutenus par le virage en faveur des Fronts Populaires pris par la Troisième Internationale stalinienne en 1935, ont servi à former un parti d'une certaine envergure qui, après les premiers jours de la guerre, a servi d'instrument à la fois pour la politique de l'impérialisme russe en Espagne et pour les impératifs d'une petite et moyenne bourgeoisie nationale écrasée par la force manifestée par le mouvement ouvrier.

C'est à la campagne que cet aspect du rôle du PCE fut le plus significatif. La conséquence immédiate de l'essor du processus de collectivisation a été une augmentation de la pression économique, politique et sociale sur les petits propriétaires terriens qui, soit ont opposé une résistance à sa mise en œuvre soit y ont été contraints par les circonstances. Sur le plan économique, de nombreux petits propriétaires ont perdu leurs terres au profit des communautés ou ont vu les bénéfices qu'ils tiraient de la vente de leurs produits diminuer en raison de leur concurrence. Sur le plan social, ils ont été mis à l'écart de la vie municipale. Enfin, sur le plan politique, ils ont perdu le peu d'ascendant qu'ils avaient acquis au cours des dernières décennies dans la vie politique municipale. Le problème était bien plus grave dans la région d'Aragon : là, la prédominance des petites propriétés agricoles n'était pas un obstacle pour les colonnes anarchistes qui quittaient la Catalogne pour Saragosse afin

d'imposer des régimes de collectivisation forcée dans toutes les villes où elles se rendaient. Dans ce cas, les petits exploitants expropriés constituaient souvent la majorité de la population. Cela a donné naissance à une masse de petits propriétaires directement lésés par les collectivisations et donc opposés à celles-ci. Ce groupe social s'est identifié avec les revendications historiques de la Réforme Agraire, mais pas avec le modèle d'expropriation imposé au début de la guerre. Le PCE les a encadrés politiquement pour les utiliser comme force de choc dans l'affrontement qu'il commençait à préparer contre les prolétaires, notamment ceux organisés dans la CNT.

Le point culminant de cette évolution a été la création, en 1936, de la Fédération Paysanne, une organisation satellite du PCE qui rassemblait à la fois des petits exploitants et des grands propriétaires terriens qui, dans les faits, dirigeaient la politique du parti. À partir de sa faible implantation sociale dans les campagnes, où, comme nous l'avons dit, les forces de la petite bourgeoisie rurale et de la grande bourgeoisie avaient été démantelées par l'action conjointe des ouvriers et des paysans pauvres organisés dans la CNT et la FNTT socialiste, le rôle de la Fédération Paysanne a revêtu deux aspects.

D'une part, il s'agissait d'un instrument économique par lequel le ministère de l'Agriculture du PCE canalisait les crédits agricoles. Elle a ainsi cherché à couper les canaux de financement dont les communautés avaient besoin pour acheter des semences, des engrais, des fertilisants... mais aussi à fournir un débouché national et international à leur production, en favorisant le détournement des fonds destinés aux petits exploitants au profit de ceux qui, de cette manière, voulaient se soustraire au contrôle des communautés.

D'autre part, dans la Fédération Paysanne était recrutée une grande partie des troupes que les colonnes militaires dirigées par le PCE main-

La guerre d'Espagne

tenaient dans les campagnes. En ce sens, les forces militaires du PCE sont venues en aide aux petits propriétaires terriens, en particulier dans la région de la Nouvelle-Castille, dès le début de la guerre, en réquisitionnant les fournitures et les produits des communautés, en démantelant les coopératives qui faisaient concurrence aux petits propriétaires terriens, et même en fusillant certains dirigeants ouvriers de la campagne.

S'appuyant sur cette base sociale qui lui permettait de mener les deux actions précitées, le PCE a pu agir avec une relative liberté depuis le ministère de l'Agriculture, où il n'a trouvé aucune opposition digne de ce nom de la part des anarchistes ou des socialistes. Ainsi, face aux troubles sociaux déclenchés dans les campagnes depuis le début de la guerre, le PCE a réagi depuis le ministère en légalisant "les expropriations des terres des propriétaires alliés à la bande rebelle".

Comme on le voit, cette argutie permettait, tout en maintenant une

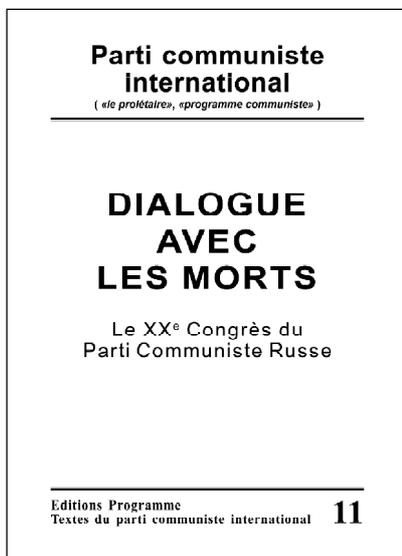
certaine position "respectable" auprès des prolétaires ruraux, de placer implicitement les expropriations de la majorité des propriétaires hors la loi. Le PCE avait ainsi les coudées franches pour agir militairement contre la quasi-totalité des collectivisations du pays. Lorsque, en juin 1937, la pression exercée sur les communautés et la répression menée pendant et après les "événements de mai" menacèrent de provoquer une rupture entre le gouvernement républicain et les villes contrôlées par les organisations ouvrières, ce qui aurait signifié l'arrêt des travaux de récolte de la production céréalière, le ministère de l'Agriculture légalisa *temporairement* les expropriations sur lesquelles se fondaient les communautés de collectivisation. Une fois la récolte terminée, il les a rendues à nouveau illégales. Ce bras de fer, par lequel les forces anti-prolétariennes regroupées autour du parti stalinien affaiblissaient lentement les prolétaires ruraux face à la passivité de leurs prétendus dirigeants anarchistes et

socialistes, dura jusqu'au mois d'août 1937. À cette date, les escadrons militaires de Líster (officier de l'armée républicaine aux ordres du PCE) ont pénétré dans la mairie de Caspe, siège du Conseil Régional de Défense d'Aragon (organisme créé par les anarchistes lors de leur avancée sur Saragosse pour régler la vie économique de la zone contrôlée) et l'ont dissous, ainsi que les collectifs agricoles qui en dépendaient. Par la suite, il a arrêté 700 militants de la CNT dans la région, décapitant ainsi l'organisation anarcho-syndicaliste et mettant définitivement fin à la force de ce syndicat.

Par cet acte, qui présupposait la fin de toute force indépendante du prolétariat dans la guerre civile, la politique agraire du gouvernement républicain était consolidée : défense des grands et moyens propriétaires agricoles, liquidation du mouvement ouvrier rural et, à partir de là, offre de paix aux franquistes sur la base de la pacification militaire, mais surtout sociale, du pays.

Dialogue avec les Morts (Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe)

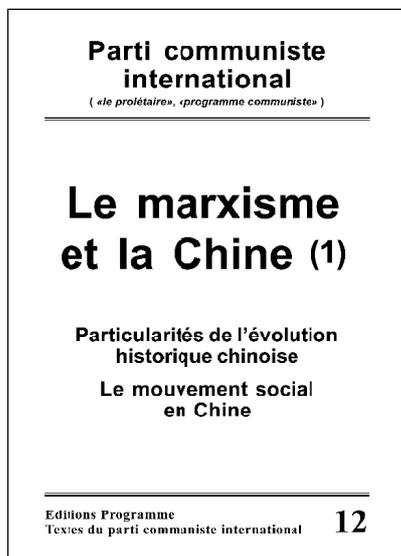
(Brochure n° 11 ; Editions
Programme ; «Textes du parti
communiste international» ; Juin
2023 ; format A4 ; 92 pages ;
Prix : 8 € / 12 CHF)



Le marxisme et la Chine (1)

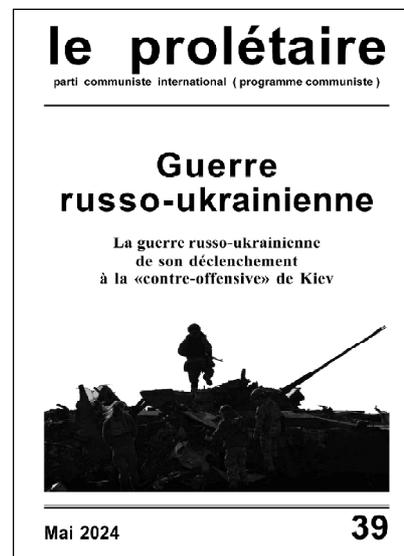
- Particularités de l'évolution
historique chinoise
- Le mouvement social en Chine

(Brochure n° 12 ; Ed. Programme,
«Textes du parti communiste inter-
national» ; Octobre 2024 ; format
A4 ; 84 pages ; Prix : 8 € / 12 CHF)



Guerre russo-ukrainienne La guerre russo-ukrainienne, de son déclenchement à la «contre-offensive de Kiev

(Brochure «le prolétaire»; n° 39 ;
Mai 2024 ; format A4 ;
80 pages ; Prix : 6 € / 8 CHF)



Jacques Camatte

Jacques Camatte est décédé en avril 2025 à l'âge de 90 ans dans le Lot, où il vivait retiré depuis de nombreuses années. Il avait 18 ans quand au début des années 1950 il adhéra au groupe de militants rassemblés dans la région de Marseille sur les positions du parti (celui-ci n'existait alors formellement qu'en Italie) ; il y fut connu sous le pseudonyme d'"Oscar". Il commença à publier des articles en 1957 sur *Travail de groupe*, puis sur *programme communiste*.

INVARIANCE DE L'OPPORTUNISME

À la suite d'un déménagement il milita au groupe de Paris à partir de 1964. Les divergences sur l'activité du parti se manifestèrent alors rapidement. Selon Camatte le parti tombait dans un "*activisme de facture trotskyste*" délaissant la théorie et dont le signe le plus flagrant avait été donné par la parution du *Prolétaire*. Dans une lettre de janvier 1966 à Bordiga, il se plaignait que lors d'une réunion internationale tenue à Paris, le travail de la section ait été remis en cause ; on avait critiqué le "dilettantisme" et dit que certains adhérents n'étaient pas de véritables militants. Il écrivait : « *Nous avons affirmé que le militant est celui qui accepte intégralement le Programme. À quoi, il nous a été répondu que c'était insuffisant, qu'il fallait dire qu'était militant celui qui accepte de développer toutes les activités du parti. Cette définition est plutôt statique et statistique, elle ne se réfère pas à ce qui caractérise essentiellement notre mouvement : le programme* » (1).

Cette position était précisément celle que combattit Lénine en Russie en 1904 et qui sépara les Bolcheviks des Mencheviks ; ces derniers soutenaient que devaient être considérés comme membres du parti tous ceux qui étaient d'accord avec son programme, alors que pour les bolcheviks, cela était nécessaire mais insuffisant : pour être membre du parti il fallait aussi travailler effectivement dans une organisation du parti et sous son contrôle. La différence pouvait sembler mineure,

mais elle sépara en fait deux courants destinés à se situer dans des camps opposés de l'affrontement des classes : d'un côté les partisans d'une organisation militante **fermée**, soudée autour d'un programme et d'une activité cohérente avec ce programme ; de l'autre une organisation **ouverte**, aux contours lâches et qui n'impliquait pas un véritable engagement militant. Les *Thèses de Naples* rédigées quelques mois auparavant (juillet 1965) affirmaient : « *même dans une situation*

extrêmement défavorable et même dans les pays où elle l'est le plus, il faut éviter l'erreur de considérer le mouvement comme une pure activité de propagande écrite et de prosélytisme politique. Partout, toujours et sans exceptions, la vie du parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres ». Bien qu'ils juraient alors leur accord complet avec ces *Thèses*, il était clair que Camatte et son camarade Dangeville ne pouvaient les accepter et leur départ du parti était inévitable : il se produisit peu après. La suite montra que ce n'était pas un supposé "activisme" (c'est-à-dire une activité déliée des principes), qu'ils combattaient, mais toute activité autre qu'intellectuelle et littéraire.

DE LA "REFORMATION DU PARTI DE CLASSE" ...

Camatte et Dangeville se séparèrent quelques mois après avoir quitté le parti. Dangeville créa la revue *Le Fil du Temps*, tandis que Camatte commença à publier *Invariance* au début de l'année 1968. Le n° 1 revendiquait sur ses premières pages "*l'invariance de la théorie du prolétariat*" depuis le *Manifeste Communiste* de 1848, qui a triomphé en 1917 en Russie, en 1919 avec la fondation de l'Internationale Communiste et en 1921 avec la fondation du PC d'Italie, défendue ensuite par la Gauche Communiste, et « *qui doit être restaurée, ainsi que le Parti Communiste – organe de la classe prolétarienne – en dehors de tout démocratisme, carriérisme, individualisme, contre l'immédiatisme et contre tout doute révisionniste de la doctrine. Le but d'"Invariance" est la reformation du parti de classe.* » (2). Affirmation en apparence

orthodoxe si on laisse de côté l'importance exclusive donnée à la théorie ; mais dès l'année suivante cette profession de foi disparaissait et *Invariance* n° 8 (octobre-décembre 1969) affirmait qu'« *aujourd'hui seul le parti historique est possible. Tout parti formel n'est qu'une organisation rapidement résorbée sous forme de rackets ; il en est d'ailleurs de même pour tout groupe, structuré ou non, qui pense œuvrer à la reformation du parti ou à la création des conseils.* » La notion de parti était encore défendue, mais « *le parti historique ne peut être constitué que par le mouvement du prolétariat se constituant en classe* » : il était identifié au mouvement prolétarien spontané ; le but de la revue n'était donc plus la reformation du parti, mais de lutter « *contre toutes les "théories" erronées provenant d'époques révolues et de mettre simultanément*

en évidence le devenir du communisme » – une tâche donc purement

intellectuelle de révélateur en quelque sorte de la vérité...

... A L'HOMO GEMEINWESEN

Il apparut bien vite que parmi ces théories erronées se trouvait le marxisme, qu'il fallait "repenser" ; le capitalisme lui-même avait aboli les divisions de classes en rangeant tous les êtres humains dans une "classe universelle" et son développement est tel qu'il est désormais possible « du jour au lendemain de détruire réellement la valeur » et qu'il a même « réalisé en fait le stade de transition [au socialisme – ndlr] et dans une certaine mesure le socialisme inférieur » (3) ! « Depuis mai [1968 – ndlr] nous avons le mouvement de production des révolutionnaires. [...] Il est vain d'attendre la révolution : elle est déjà en acte. Ne la perçoivent pas ceux qui attendent pour la reconnaître un signe particulier, une "crise" qui déclencherait un vaste mouvement insurrectionnel, qui produirait un autre signe essentiel, la formation du parti, etc. » (4) : plus besoin de parti, de dictature du prolétariat, de révolution violente, tout est en train de se produire tranquillement...

Mais le "révisionnisme de la doctrine" ne s'arrêta pas en si bon chemin : du rejet de la "théorie du prolétariat" et du "dépassement" de Marx, Camatte, après avoir déclaré qu'il fallait "quitter ce monde" (5), affirmera, en annonçant l'arrêt de la publication d'*Invariance*, la "fin du procès révolution" et l'émergence à venir d'une nouvelle espèce humaine remplaçant Homo sapiens, *Homo Gemeinwesen* (l'Homme Communauté) (6).

Nous avons rapidement indiqué quelques points saillants de la trajectoire de Camatte qui l'a conduit à renier tout ce qu'il disait vouloir défendre. C'est la démonstration des divagations dans lesquelles peut tomber un intellectuel dès lors qu'il rompt les amarres programmatiques qui l'avaient lié aux positions révolutionnaires de classe.

Comment expliquer l'audience qu'a pu avoir Camatte dans les

années 1970, voire après (7) ? Il faut remarquer d'abord que sa trajectoire s'inscrivait dans un mouvement parallèle de toute une couche d'intellectuels petits-bourgeois : dans un premier temps attirés par des positions d'apparence radicales, pseudo-marxistes (mais hostiles à tout ce qui évoquait le parti et le militantisme), ils s'en détournèrent ensuite et finirent dans des replis individuels colorés d'écologisme plus ou moins poussé. Avec une logomachie truffée de références abstruses au marxisme et un discours boursoufflé, Camatte pouvait fournir un alibi

séduisant à certains éléments de ce milieu pour tourner le dos à la lutte des classes et à l'affrontement avec le capitalisme.

Les prolétaires, eux, n'ont pas la possibilité de quitter le monde et d'attendre la transformation de l'espèce humaine en faisant pousser des légumes bio dans leur propriété. Ils n'ont que faire des fariboles d'un Camatte : ils ont face à eux non pas un "capital fictif" devenu pure "représentation" dans leur cerveau, mais un capitalisme bien réel et matériel qui les exploite et contre lequel ils doivent lutter, s'organiser, reconstituer leur parti – sur les bases réellement **invariantes** du programme communiste – pour pouvoir le vaincre dans une révolution sociale.

(1) cf. <https://archives-maximalistes.over-blog.com/article-lettre-de-camatte-a-bordiga-de-janvier-1966-53966543.html>. Camatte continuait : « Il est absolument évident que bien qu'admettant l'intégralité du programme, des camarades ne puissent pas développer toutes les activités. C'est le cas des camarades portugais qui sont ouvriers et qui travaillent de nuit. Ils ne peuvent pas assister à toutes les réunions et d'autre part ne peuvent diffuser du fait de leur statut d'étranger. Ainsi donc, le parti qui est celui du prolétariat et qui est international ne pourrait pas accepter dans ses rangs des ouvriers étrangers comme de bons militants !!! »

C'était exactement la justification démagogique du menchevik Martov. En dénonçant son opportunisme, Lénine répliqua : « **En paroles**, la formule de Martov défend les intérêts des larges couches du prolétariat ; **en fait**, cette formule servira les intérêts des intellectuels bourgeois, qui craignent la discipline et l'organisation prolétariennes. Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, les intellectuels en tant que couche particulière dans les sociétés capitalistes contemporaines, c'est justement l'individualisme et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation ». Cf. Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*. Le paragraphe 1 des statuts », [https://](https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/05/vil19040500i.htm)

www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/05/vil19040500i.htm

(2) <https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/gauchecomuniste/gauchescommunistes-ap1952/invariance/1re-serie/invariance-serie1-n01.pdf>

(3) cf. *Bordiga ou la passion du communisme*, <http://www.revueinvariance.net/passion.html>

(4) cf. *De la révolution*, avril 1972. *Invariance*, série 2, n° 2.

(5) cf. *Ce monde qu'il faut quitter*, août 1974, <http://www.revueinvariance.net/cemondequitter.html>

(6) cf. *Emergence et dissolution*, *Invariance*, série 4, 1989. <http://www.revueinvariance.net/e.d.htm>. En fait il y aura à partir de 1993 une cinquième série de la revue sous la direction de François Bochet.

(7) En 1975 apparut un groupe qui se revendiquait de la première série d'*Invariance*, le « Groupe Communiste Mondial », publiant la revue *Le Programme de la Société Communiste*. Au milieu des années 1980, après avoir recruté de nouveaux éléments, il décida que le moment était venu de passer à une intervention extérieure. Cela déclencha la crise du groupe : les nouveaux venus refusèrent ce tournant et publièrent une nouvelle revue *Le Programme de la Révolution Communiste* de 1989 à 2009, tout en continuant à s'appeler par le même nom, tandis que les anciens abandonnaient toute activité politique.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'État bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'État bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'État et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'État prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'État prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'État politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants :

8. Dans la première moitié du XXe siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux,

allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'État ; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'État et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois ; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'État par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation ; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les États bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'État prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale – dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays – ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'État ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'État ou la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

